

SERVICE PUBLIC FEDERAL AFFAIRES ETRANGERES,  
COMMERCE EXTERIEUR  
ET COOPERATION AU DEVELOPPEMENT

[C – 2023/15085]

Ambassades étrangères en Belgique  
Remise de Lettres de créance

Le 6 décembre 2022, LL.EE. Monsieur Jouko Leinonen, Monsieur Sylvester Mundanda, Monsieur Metodija Belevski et Monsieur Ali Mokrani ont eu l'honneur de remettre au Roi, en audience officielle, les lettres qui Les accréditent auprès de Sa Majesté, en qualité d'Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire respectivement de la République de Finlande, de la République de Zambie, de la République de Macédoine du Nord et de la République Algérienne démocratique et populaire

LL.EE. ont été conduites au Palais dans les automobiles de la Cour et ramenées à leur résidence à l'issue de l'audience.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BUITENLANDSE ZAKEN,  
BUITENLANDSE HANDEL  
EN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING

[C – 2023/15085]

Buitenlandse Ambassades in België  
Overhandiging van geloofsbrieven

Op 6 december 2022 hebben H.E. de heer Jouko Leinonen, de heer Sylvester Mundanda, de heer Metodija Belevski en de heer Ali Mokrani de eer gehad aan de Koning, in officiële audiëntie, de geloofsbrieven te overhandigen die Hen bij Zijne Majesteit accrediteren in de hoedanigheid van buitengewoon en gevolmachtigd Ambassadeur respectievelijk van de Republiek Finland, van de Republiek Zambia, van de Republiek Noord-Macedonië en van de Algerijnse Democratische Volksrepubliek.

H.E. werden in de automobielen van het Hof naar het Paleis gevoerd en, na afloop van de audiëntie, naar hun residentie teruggebracht.

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS  
WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL  
SECURITE SOCIALE

[2023/200114]

26 DECEMBRE 2022. — Loi modifiant diverses dispositions en vue de renforcer la transparence dans le cadre du deuxième pilier de pension (1)

PHILIPPE, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

La Chambre des représentants a adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Titre 1<sup>er</sup>. — *Disposition préliminaire*

**Article 1<sup>er</sup>.** La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

Titre 2. — *Modifications de la loi du 28 avril 2003 relative aux pensions complémentaires et au régime fiscal de celles-ci et de certains avantages complémentaires en matière de sécurité sociale*

**Art. 2.** L'article 3, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 28 avril 2003 relative aux pensions complémentaires et au régime fiscal de celles-ci et de certains avantages complémentaires en matière de sécurité sociale, modifié en dernier lieu par la loi du 30 mars 2018, est complété par les 31°, 32° et 33° rédigés comme suit:

"31° rentier: toute personne qui reçoit des prestations périodiques tombant dans le champ d'application de la présente loi et de ses arrêtés d'exécution;

32° support durable: un instrument permettant à un affilié ou à un rentier de stocker des informations qui lui sont communiquées ou sont mises à sa disposition, personnellement, d'une manière permettant de s'y reporter à l'avenir et pendant un laps de temps adapté aux fins auxquelles les informations sont destinées et qui permet la reproduction à l'identique des informations stockées;

33° Sigedis: l'ASBL Sigedis, créée conformément à l'article 12 de l'arrêté royal du 12 juin 2006 portant exécution du Titre III, Chapitre II, de la loi du 23 décembre 2005 relative au pacte de solidarité entre les générations."

**Art. 3.** L'article 5, § 3, alinéa 2, de la même loi, remplacé par la loi du 27 octobre 2006, est remplacé par ce qui suit:

"L'alinéa 1<sup>er</sup> n'est pas d'application aux engagements visés à l'article 2/1, § 2, de la loi du 27 octobre 2006 relative au contrôle des institutions de retraite professionnelle."

**Art. 4.** Dans l'article 6, § 1<sup>er</sup>, de la même loi, l'alinéa 4, modifié par l'arrêté royal du 25 mars 2003, est abrogé.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST  
SOCIALE ZEKERHEID

[2023/200114]

26 DECEMBER 2022. — Wet tot wijziging van verscheidene bepalingen ter versterking van de transparantie in het kader van de tweede pensioenpijler (1)

FILIP, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamer van volksvertegenwoordigers heeft aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Titel 1. — *Voorafgaande bepaling*

**Artikel 1.** Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

Titel 2. — *Wijzigingen van de wet van 28 april 2003 betreffende de aanvullende pensioenen en het belastingstelsel van die pensioenen en van sommige aanvullende voordelen inzake sociale zekerheid*

**Art. 2.** Artikel 3, § 1, van de wet van 28 april 2003 betreffende de aanvullende pensioenen en het belastingstelsel van die pensioenen en van sommige aanvullende voordelen inzake sociale zekerheid, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 30 maart 2018, wordt aangevuld met de bepalingen onder 31°, 32° en 33°, luidende:

"31° rentegenieter: een persoon die periodieke prestaties ontvangt die onder het toepassingsgebied van deze wet en haar uitvoeringsbesluiten vallen;

32° duurzame drager: een hulpmiddel dat een aangeslotene of rentegenieter in staat stelt om persoonlijk aan hem of haar meegedeelde of ter beschikking gestelde informatie op zodanige wijze op te slaan dat deze gedurende een voor het doel van de informatie toereikende periode kan worden geraadpleegd en waarmee de opgeslagen informatie ongewijzigd kan worden gereproduceerd;

33° Sigedis: de vzw Sigedis, opgericht overeenkomstig artikel 12 van het koninklijk besluit van 12 juni 2006 tot uitvoering van Titel III, Hoofdstuk II, van de wet van 23 december 2005 betreffende het generatiepact."

**Art. 3.** Artikel 5, § 3, tweede lid, van dezelfde wet, vervangen bij de wet van 27 oktober 2006, wordt vervangen als volgt:

"Het eerste lid is niet van toepassing op de toezeggingen bedoeld in artikel 2/1, § 2, van de wet van 27 oktober 2006 betreffende het toezicht op de instellingen voor bedrijfspensioenvoorziening."

**Art. 4.** In artikel 6, § 1, van dezelfde wet, wordt het vierde lid, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 25 maart 2003, opgeheven.

**Art. 5.** Dans l'article 26 de la même loi, remplacé par la loi du 15 mai 2014 et modifié en dernier lieu par la loi du 18 février 2018, les modifications suivantes sont apportées:

1<sup>o</sup> le paragraphe 1<sup>er</sup> est remplacé par ce qui suit:

“ § 1<sup>er</sup>. Pour chaque affilié connu dans la banque de données des pensions complémentaires, Sigedis établit annuellement un document concis intitulé “relevé des droits à retraite”, qui comprend les informations spécifiées au paragraphe 1<sup>er</sup>/2. Un relevé des droits à retraite est établi pour chaque affiliation.

Les informations contenues dans le relevé des droits à retraite doivent être précises et à jour.

Tout changement important dans les informations contenues dans le relevé des droits à retraite par rapport à l'année précédemment indiquée est clairement.”;

2<sup>o</sup> il est inséré un paragraphe 1<sup>er</sup>/1 rédigé comme suit:

“ § 1<sup>er</sup>/1. Chaque année, Sigedis envoie sans frais le relevé des droits à retraite à la boîte aux lettres électronique sécurisée de la sécurité sociale (e-Box) des affiliés concernés et le place également dans leur environnement de documents sur le site web [www.mypension.be](http://www.mypension.be).

Pour les affiliés qui ont enregistré une adresse e-mail sur le site web [www.mypension.be](http://www.mypension.be) ou sur leur boîte aux lettres électronique sécurisée de la sécurité sociale (e-Box), Sigedis envoie une notification à cette adresse e-mail à l'occasion de cet envoi annuel pour informer la personne concernée des nouvelles informations disponibles.

Sigedis envoie également tous les relevés des droits à retraite sans frais à l'organisme de pension concerné ou, si la gestion de l'engagement de pension n'a pas été confiée à un organisme de pension, à l'organisateur, en précisant pour chaque relevé des droits à retraite si l'affilié concerné a été informé par courrier électronique comme indiqué à l'alinéa 2 et si l'affilié concerné était ou non sorti à la date à laquelle les informations du relevé des droits à retraite se rapportent. L'organisme de pension ou l'organisateur fournit alors sans frais le relevé des droits à retraite aux affiliés qui ne sont pas sortis et qui n'ont pas été informés par courrier électronique comme indiqué à l'alinéa 2.”;

3<sup>o</sup> il est inséré un paragraphe 1<sup>er</sup>/2 rédigé comme suit:

“ § 1<sup>er</sup>/2. Le relevé des droits à retraite contient au moins les informations suivantes:

1. la date exacte à laquelle les informations figurant dans le relevé des droits à retraite se réfèrent. Il s'agit toujours du 1<sup>er</sup> janvier d'une année déterminée;

2. le montant des réserves acquises au 1<sup>er</sup> janvier de l'année concernée calculées sur la base des données personnelles et des paramètres de la pension complémentaire pris en compte à la dernière date de recalcul prévue par le règlement de pension ou la convention de pension.

En outre, le montant des réserves acquises relatif au financement par l'organisateur et celui relatif au financement par le travailleur sont renseignés;

3. le montant garanti en vertu de l'article 24 et l'endroit où trouver de plus amples informations;

4. si les prestations acquises sont calculables, le montant de celles-ci au 1<sup>er</sup> janvier de l'année concernée calculées sur la base des données personnelles et des paramètres de la pension complémentaire pris en compte à la dernière date de recalcul prévue par le règlement de pension ou la convention de pension;

5. le montant au 1<sup>er</sup> janvier de l'année concernée de la prestation attendue, à l'âge légal de la pension de l'affilié, calculée sur la base des hypothèses suivantes:

— l'affilié qui n'est pas sorti, reste en service jusqu'à cet âge légal de la pension;

— l'affilié qui est sorti, reste affilié jusqu'à cet âge légal de la pension, mais sans versements de contributions supplémentaires;

— la personne affiliée à une convention visée à l'article 32, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, ou à une structure d'accueil visée à l'article 32, § 2, reste affiliée jusqu'à cet âge légal de la pension, mais sans versements de contributions supplémentaires;

— les données personnelles et les paramètres de la pension complémentaire pris en compte à la dernière date de recalcul prévue par le règlement de pension ou la convention de pension restent inchangés.

**Art. 5.** In artikel 26 van dezelfde wet, vervangen bij de wet van 15 mei 2014 en laatstelijk gewijzigd bij de wet van 20 september 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1<sup>o</sup> paragraaf 1 wordt vervangen als volgt:

“ § 1. Sigedis stelt voor elke in de databank aanvullende pensioenen gekende aangeslotene jaarlijks een beknopt document op dat de titel “pensioenoverzicht” draagt en waarin de in paragraaf 1/2 bepaalde gegevens zijn opgenomen. Een pensioenoverzicht wordt opgesteld per aansluiting.

De informatie in het pensioenoverzicht moet nauwkeurig en bijgewerkt zijn.

Elke wezenlijke wijziging in de in het pensioenoverzicht opgenomen informatie ten opzichte van het voorgaande jaar wordt duidelijk aangegeven.”;

2<sup>o</sup> er wordt een paragraaf 1/1 ingevoegd, luidende:

“ § 1/1. Sigedis stuurt jaarlijks kosteloos het pensioenoverzicht naar de beveiligde elektronische brievenbus van de sociale zekerheid (e-Box) van de betrokken aangeslotenen en plaatst het eveneens in hun document-omgeving binnen de website [www.mypension.be](http://www.mypension.be).

Voor de aangeslotenen die een e-mailadres hebben geregistreerd bij de website [www.mypension.be](http://www.mypension.be) of bij hun beveiligde elektronische brievenbus van de sociale zekerheid (e-Box), stuurt Sigedis naar aanleiding van deze jaarlijkse verzending, een notificatie naar dat e-mailadres om de betrokkene te informeren over de nieuwe beschikbare informatie.

Sigedis bezorgt eveneens alle pensioenoverzichten kosteloos aan de betrokken pensioeninstelling of, indien het beheer van de pensioentoezegging niet is toevertrouwd aan een pensioeninstelling, aan de inrichter, met daarbij per pensioenoverzicht de indicatie of de betrokken aangeslotene per e-mail werd geïnformeerd zoals bedoeld in het tweede lid, en of de betrokken aangeslotene al dan niet was uitgetreden op de datum waarop de informatie in het pensioenoverzicht betrekking heeft. De pensioeninstelling of de inrichter bezorgt daarop kosteloos het pensioenoverzicht aan de aangeslotenen die nog niet zijn uitgetreden en die niet per e-mail werden geïnformeerd zoals bedoeld in het tweede lid.”;

3<sup>o</sup> er wordt een paragraaf 1/2 ingevoegd, luidende:

“ § 1/2. Het pensioenoverzicht bevat ten minste de volgende informatie:

1. de precieze datum waarop de informatie in het pensioenoverzicht betrekking heeft. Het betreft steeds 1 januari van een bepaald jaar;

2. het bedrag van de verworven reserves op 1 januari van het betrokken jaar, berekend op basis van de persoonlijke gegevens en de parameters van het aanvullend pensioen die in aanmerking werden genomen bij de laatste herberekeningsdatum bepaald in het pensioenreglement of de pensioenovereenkomst.

Bovendien worden het bedrag van de verworven reserves met betrekking tot de financiering door de inrichter en het bedrag van de verworven reserves met betrekking tot de financiering door de werknemer vermeld;

3. het krachtens artikel 24 gewaarborgde bedrag en waar verdere informatie te vinden is;

4. als de verworven prestaties berekenbaar zijn, het bedrag ervan op 1 januari van het betrokken jaar, berekend op basis van de persoonlijke gegevens en de parameters van het aanvullend pensioen die in aanmerking werden genomen bij de laatste herberekeningsdatum bepaald in het pensioenreglement of de pensioenovereenkomst;

5. het bedrag van de verwachte prestatie op de wettelijke pensioenleeftijd van de aangeslotene, op 1 januari van het betrokken jaar, berekend op basis van de volgende veronderstellingen:

— de aangeslotene die niet is uitgetreden, blijft in dienst tot aan deze wettelijke pensioenleeftijd;

— de aangeslotene die is uitgetreden, blijft aangesloten tot aan deze wettelijke pensioenleeftijd, maar zonder bijkomende bijdragestortingen;

— de aangeslotene bij een overeenkomst bedoeld in artikel 32, § 1, eerste lid, 2<sup>o</sup>, of bij een onthaalstructuur zoals bedoeld in artikel 32, § 2, blijft aangesloten tot aan deze wettelijke pensioenleeftijd, maar zonder bijkomende bijdragestortingen;

— de persoonlijke gegevens en de parameters van het aanvullend pensioen die beschikbaar zijn op de laatste herberekeningsdatum bepaald in het pensioenreglement of de pensioenovereenkomst blijven ongewijzigd.

Dans le cas des scénarios économiques ont une incidence sur le calcul de la prestation attendue, celle-ci doit comprendre le scénario le plus réaliste, un scénario favorable et un scénario défavorable, tenant compte de la nature propre de l'engagement de pension ou de la convention de pension.

Une clause de non-responsabilité précisant qu'il s'agit de projections qui peuvent différer du montant final des prestations à percevoir est ajoutée;

6. le montant au 1<sup>er</sup> janvier de l'année concernée de la prestation en cas de décès avant l'âge de retraite calculée sur la base des données personnelles et des paramètres de la pension complémentaire pris en compte à la dernière date de recalcul prévue par le règlement de pension ou la convention de pension.

S'il existe une rente d'orphelin ou s'il existe une prestation complémentaire en cas de décès par accident, cela est également précisé;

7. le niveau actuel de financement au 1<sup>er</sup> janvier de l'année concernée des réserves acquises et de la garantie visée à l'article 24;

8. les montants visés au point 2, relatifs au 1<sup>er</sup> janvier de l'année précédente;

9. les éléments qui sont pris en compte pour le calcul, selon le cas, des contributions ou des montants visés aux points 2 et 4.

Sont à cet égard également indiqués la date de recalcul à laquelle les données personnelles et les paramètres de la pension complémentaire sont pris en compte dans le calcul des montants visés aux points 2, 4, 5 et 6, ainsi que l'âge de retraite et l'âge légal de la pension qui est applicable à l'affilié concerné;

10. des informations sur les contributions qui ont été affectées à l'affilié au cours de l'année civile précédente.

Pour les engagements de pension de type contributions définies, il s'agit tant des contributions personnelles de l'affilié que des contributions qui n'étaient pas supportées par lui.

Pour les engagements de pension visés à l'article 21, il s'agit des montants attribués.

Pour les engagements de pension de type prestations définies, il s'agit des contributions personnelles de l'affilié.

Si une partie des contributions est utilisée pour couvrir des charges fiscales et parafiscales ou pour financer des couvertures supplémentaires ou des prestations de solidarité, ces montants doivent être indiqués séparément;

11. s'agissant des engagements de pension de type contributions définies, des engagements de pension visés à l'article 21, des conventions visées à l'article 32, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, et des structures d'accueil visées à l'article 32, § 2, une ventilation des coûts qui ont été déduits par l'organisme de pension au cours de l'année civile précédente et qui ont un impact sur les droits des affiliés;

12. s'agissant des engagements de pension de type contributions définies, des engagements de pension visés à l'article 21, des conventions visées à l'article 32, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, et des structures d'accueil visées à l'article 32, § 2, le rendement qui a été attribué à l'affilié au cours de l'année civile précédente;

13. s'agissant des engagements de pension de type contributions définies, des engagements de pension visés à l'article 21, des conventions visées à l'article 32, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, et des structures d'accueil visées à l'article 32, § 2, tout autre montant entrant et sortant autorisé par la loi qui a une incidence sur l'évolution des réserves acquises entre deux années consécutives.

Le relevé des droits à retraite doit également indiquer:

— que les montants mentionnés sont des montants bruts et que les prestations, lors de leur versement, seront encore assujetties à des impôts et à des cotisations sociales;

— les coordonnées de la personne à qui ou du service auquel l'affilié peut s'adresser en cas de questions ou de plaintes;

— où le règlement de pension peut être obtenu;

— que l'affilié peut consulter le règlement de pension et les données relatives à sa (ses) pension(s) complémentaire(s) sur le site web [www.mypension.be](http://www.mypension.be);

In het geval economische scenario's een invloed hebben op de berekening van de verwachte prestatie, moet deze een meest realistisch scenario, een gunstig scenario en een ongunstig scenario omvatten, rekening houdend met de specifieke aard van de pensioentoezegging of de pensioenovereenkomst.

Er wordt een waarschuwing toegevoegd dat het gaat om projecties die kunnen verschillen van de definitieve waarde van de te ontvangen uitkeringen;

6. het bedrag van de prestatie bij overlijden vóór de pensioenleeftijd op 1 januari van het betrokken jaar, berekend op basis van de persoonlijke gegevens en de parameters van het aanvullend pensioen die in aanmerking werden genomen bij de laatste herberekeningsdatum bepaald in het pensioenreglement of de pensioenovereenkomst.

Indien er een wezenrente bestaat of er een bijkomende prestatie wordt toegekend in geval van overlijden door een ongeval, wordt dit eveneens vermeld;

7. het actuele financieringsniveau van de verworven reserves en van de in artikel 24 bedoelde waarborg op 1 januari van het betrokken jaar;

8. de in punt 2 bedoelde bedragen die betrekking hebben op 1 januari van het voorgaande jaar;

9. de elementen waarmee bij de berekening van, naar gelang het geval, de bijdragen of de in punten 2 en 4 bedoelde bedragen rekening wordt gehouden.

Hierbij wordt eveneens de herberekeningsdatum vermeld waarop de persoonlijke gegevens en de parameters van het aanvullend pensioen in aanmerking werden genomen bij de berekening van de bedragen bedoeld in punten 2, 4, 5 en 6, alsook de pensioenleeftijd en de wettelijke pensioenleeftijd die op de betrokken aangeslotene van toepassing is;

10. informatie over de bijdragen die het vorige kalenderjaar werden toegekend aan de aangeslotene.

Voor pensioentoezeggingen van het type vaste bijdragen betreft het zowel de persoonlijke bijdragen van de aangeslotene als de bijdragen die niet door hem werden gedragen.

Voor de pensioentoezeggingen bedoeld in artikel 21 betreft het de toegewezen bedragen.

Voor pensioentoezeggingen van het type vaste prestaties betreft het de persoonlijke bijdragen van de aangeslotene.

Indien een deel van de bijdragen wordt gebruikt tot dekking van fiscale en parafiscale lasten of voor de financiering van bijkomende dekkingen of van solidariteitsprestaties, dienen deze bedragen afzonderlijk te worden vermeld;

11. bij pensioentoezeggingen van het type vaste bijdragen, pensioentoezeggingen zoals bedoeld in artikel 21, overeenkomsten bedoeld in artikel 32, § 1, eerste lid, 2<sup>o</sup>, en onthaalstructuren zoals bedoeld in artikel 32, § 2, een uitsplitsing van de kosten die de pensioeninstelling het vorige kalenderjaar heeft ingehouden en die een impact hebben op de rechten van de aangeslotenen;

12. bij pensioentoezeggingen van het type vaste bijdragen, pensioentoezeggingen zoals bedoeld in artikel 21, overeenkomsten bedoeld in artikel 32, § 1, eerste lid, 2<sup>o</sup> en onthaalstructuren zoals bedoeld in artikel 32, § 2, het rendement dat het vorige kalenderjaar aan de aangeslotene werd toegekend;

13. bij de pensioentoezeggingen van het type vaste bijdragen, pensioentoezeggingen zoals bedoeld in artikel 21, overeenkomsten bedoeld in artikel 32, § 1, eerste lid, 2<sup>o</sup>, en onthaalstructuren zoals bedoeld in artikel 32, § 2, de eventuele andere door de wetgeving toegelaten inkomende en uitgaande bedragen die een invloed hebben op de evolutie van de verworven reserves tussen twee opeenvolgende jaren.

Het pensioenoverzicht vermeldt tevens:

— dat de vermelde bedragen bruto bedragen betreffen en de prestaties bij uitkering nog onderhevig zijn aan belastingen en sociale bijdragen;

— de contactgegevens van de persoon of dienst waar de aangeslotene terecht kan met vragen of klachten;

— waar het pensioenreglement kan worden opgevraagd;

— dat de aangeslotene het pensioenreglement en de gegevens betreffende zijn aanvullend(e) pensioen(en) kan raadplegen op de website [www.mypension.be](http://www.mypension.be);

— et comment obtenir des informations supplémentaires, notamment:

- de plus amples informations pratiques sur les options offertes aux affiliés par l'engagement de pension ou la convention de pension;
- les informations contenues dans les comptes et rapports annuels, ainsi que les informations contenues dans la déclaration relative aux principes fondant la politique de placement;
- le cas échéant, des informations sur les hypothèses utilisées pour estimer les montants exprimés en rente, en particulier les règles d'actualisation, le type de prestataire et la durée de la rente;
- des informations sur le niveau des prestations en cas de cessation d'emploi;
- des informations complémentaires s'il s'agit d'un engagement de pension ou d'une convention de pension dans lequel les affiliés supportent le risque d'investissement et où une option d'investissement est imposée à l'affilié par une règle spécifique prévue dans l'engagement de pension ou la convention de pension."

4° il est inséré un paragraphe 1/3 rédigé comme suit:

" § 1<sup>er</sup>/3. Le Roi peut déterminer les règles, les hypothèses et la méthodologie à suivre pour le(s) mode(s) de présentation et le calcul des données visées au § 1<sup>er</sup>/2.;"

5° dans le paragraphe 2, les mots "la date à laquelle celles-ci sont exigibles" sont remplacés par les mots "l'âge de retraite sur la base duquel elles sont calculées";

6° le paragraphe 3 est remplacé par ce qui suit:

" § 3. En vue du versement de la prestation de pension complémentaire, la procédure suivante est applicable:

1. Lorsque l'organisme de pension reçoit la notification de Sigedis, telle que visée à l'article 27, § 1<sup>er</sup>, alinéa 5, l'organisme de pension ou l'organisateur lui-même, si ce dernier le demande, communique à l'affilié les informations visées à l'alinéa 2 dans le délai suivant:

a) au plus tard soixante jours avant la mise à la retraite de l'affilié, si l'organisme de pension reçoit la notification de Sigedis au moins nonante jours avant la mise à la retraite de l'affilié;

b) dans les autres cas, dans les trente jours qui suivent la réception de la notification de Sigedis;

2. lorsque l'organisme de pension reçoit la demande de l'affilié, telle que visée à l'article 27, § 1<sup>er</sup>, alinéa 6 ou 7, l'organisme de pension ou l'organisateur lui-même, si ce dernier le demande, communique à l'affilié les informations visées à l'alinéa 2 dans un délai de trente jours.

Les informations visées à l'alinéa 1<sup>er</sup> contiennent les données suivantes:

— les prestations qui sont dues, en mentionnant, si nécessaire, qu'un recalcul des prestations sera opéré lors de la mise à la retraite, ce qui implique que le montant effectivement versé peut être différent;

— les options de paiement possibles;

— le cas échéant, le droit de transformer en rente prévu à l'article 28, § 1<sup>er</sup>, et le montant de la rente correspondante, en mentionnant, si nécessaire, qu'un recalcul des prestations sera opéré lors de la mise à la retraite, ce qui implique que le montant effectif de la rente peut être différent;

— les données nécessaires au paiement;

— le cas échéant, en application de l'article 27, § 1<sup>er</sup>, alinéa 8, une mention indiquant que le paiement des prestations ne peut être effectué tant que l'organisme de pension ne dispose pas des données requises du réseau de sécurité sociale pour calculer les prestations, avec indication de la date probable de paiement.

— le cas échéant, la notification que, sauf avis contraire, la pension complémentaire sera versée sur le numéro de compte sur lequel est versée la pension légale et pour l'utilisation duquel, dans le cadre du paiement de sa pension complémentaire, l'affilié a donné son accord.

Si l'organisme de pension n'a pas reçu de notification ou de demande telle que visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, il communique à l'affilié qui est sorti, les données visées à l'alinéa 2 au plus tard soixante jours avant que ce dernier n'atteigne l'âge légal de la pension. Le cas échéant, l'organisme de pension informe l'affilié de la possibilité prévue par l'article 27, § 1<sup>er</sup>, alinéa 6.

— waar en hoe aanvullende informatie kan worden verkregen, onder meer over:

- verdere praktische informatie over de opties waarover de aangesloten in het kader van de pensioentoezegging of de pensioenovereenkomst beschikken;

- de in de jaarrekeningen, jaarverslagen en in de verklaring inzake de beleggingsbeginselen vermelde informatie;

- indien van toepassing, informatie over de gehanteerde hypothesen voor in rente uitgedrukte bedragen, met name over de actualisatieregels, het soort aanbieder en de duur van de rente;

- informatie over de hoogte van de uitkeringen in geval van beëindiging van de dienstbetrekking;

- aanvullende informatie indien het een pensioentoezegging of pensioenovereenkomst betreft waarbij de aangesloten het beleggingsrisico dragen en waarbij een beleggingsmogelijkheid krachtens een in het kader van de pensioentoezegging of pensioenovereenkomst vastgelegde specifieke regel aan de aangeslotene wordt opgelegd."

4° er wordt een paragraaf 1/3 ingevoegd, luidende:

" § 1/3. De Koning kan de voorschriften, hypothesen en methodologie bepalen voor de voorstellingswijze(n) en de berekening van de gegevens vermeld in § 1/2.;"

5° in paragraaf 2 worden de woorden "datum waarop deze opeisbaar zijn" vervangen door de woorden "pensioenleeftijd op grond waarvan ze berekend zijn";

6° paragraaf 3 wordt vervangen als volgt:

" § 3. Met het oog op de uitbetaling van de aanvullende pensioenprestatie geldt de volgende procedure:

1. Indien de pensioeninstelling de kennisgeving van Sigedis ontvangt, zoals bedoeld in artikel 27, §1, vijfde lid, deelt de pensioeninstelling of de inrichter zelf, indien deze laatste daar om vraagt, aan de aangeslotene de informatie bedoeld in het tweede lid mee binnen de volgende termijn:

a) ten laatste zestig dagen vóór de pensionering van de aangeslotene, indien de pensioeninstelling de kennisgeving van Sigedis minstens negentig dagen vóór de pensionering van de aangeslotene ontvangt;

b) in de andere gevallen, binnen de dertig dagen na de ontvangst van de kennisgeving van Sigedis;

2. indien de pensioeninstelling het verzoek van de aangeslotene, zoals bedoeld in artikel 27, § 1, zesde of zevende lid, ontvangt, deelt de pensioeninstelling of de inrichter zelf, indien deze laatste daar om vraagt, binnen de dertig dagen aan de aangeslotene de informatie bedoeld in het tweede lid mee.

De informatie zoals bedoeld in het eerste lid bevat de volgende gegevens:

— de prestaties die verschuldigd zijn, met, indien nodig, de vermelding dat een herberekening van de prestaties zal gebeuren op het ogenblik van de pensionering waardoor het effectief uitgekeerde bedrag kan verschillen;

— de mogelijke uitbetalingswijzen;

— in voorkomend geval, het recht op omzetting in een rente voorzien in artikel 28, § 1, en het bedrag van de daarmee overeenstemmende rente met, indien nodig, de vermelding dat een herberekening van de prestaties zal gebeuren op het ogenblik van de pensionering waardoor het effectieve bedrag van de rente kan verschillen;

— de noodzakelijke gegevens voor de uitbetaling;

— in voorkomend geval, in toepassing van artikel 27, § 1, achtste lid, de vermelding dat de uitbetaling van de prestaties pas kan gebeuren als de pensioeninstelling over de nodige gegevens uit het netwerk van de sociale zekerheid beschikt om de prestaties te kunnen berekenen, met vermelding van de vermoedelijke uitbetalingstermijn.

— desgevallend, de mededeling dat, behoudens tegenbericht, het aanvullend pensioen zal worden uitbetaald op het rekeningnummer waarop het wettelijk pensioen wordt betaald en voor het gebruik waarvan in het kader van de uitbetaling van zijn aanvullend pensioen de aangeslotene zijn akkoord heeft gegeven.

Indien de pensioeninstelling geen kennisgeving of verzoek heeft ontvangen zoals bedoeld in het eerste lid, deelt zij aan de aangeslotene die is uitgetreden, de in het tweede lid bedoelde gegevens mee uiterlijk zestig dagen vóór het bereiken van diens wettelijke pensioenleeftijd. Indien van toepassing licht de pensioeninstelling de aangeslotene in over de mogelijkheid voorzien in artikel 27, §1, zesde lid.

Le non-respect des délais visés aux alinéas 1<sup>er</sup> et 3 a pour conséquence qu'à partir du lendemain de l'échéance du délai non respecté et jusqu'au jour où les informations visées à l'alinéa 2 sont effectivement communiquées à l'affilié, le taux d'intérêt légal tel que visé à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 5 mai 1865 relative au prêt à l'intérêt, commence à courir de plein droit et sans mise en demeure sur la prestation à octroyer.

À condition que:

— les prestations acquises ou, à défaut, les réserves acquises, soient inférieures au montant déterminé conformément à l'article 32, § 1<sup>er</sup>, alinéas 4 et 5, de la loi du 28 avril 2003 relative aux pensions complémentaires et au régime fiscal de celles-ci et de certains avantages complémentaires en matière de sécurité sociale, et que;

— le numéro de compte sur lequel sera versée la pension légale de l'affilié soit disponible dans le réseau de la sécurité sociale et que l'affilié ait donné son accord pour son utilisation dans le cadre du paiement de sa pension complémentaire;

dans les cas visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1. et l'alinéa 3, et par dérogation à l'alinéa 2, l'information peut être limitée aux mentions suivantes:

— les prestations qui sont dues, en mentionnant, si nécessaire, qu'un recalcul des prestations sera opéré lors de la mise à la retraite, ce qui implique que le montant effectivement versé peut être différent;

— la notification que la pension complémentaire sera versée sur le numéro de compte sur lequel est versée la pension légale.

À condition que l'affilié ait enregistré une adresse e-mail sur le site web [www.mypension.be](http://www.mypension.be) ou sur sa boîte aux lettres électronique sécurisée de la sécurité sociale (e-Box), la communication d'informations visée à l'alinéa 5 est remplacée par une communication électronique d'informations par Sigedis.

Sigedis informe l'organisme de pension concerné ou, si la gestion de l'engagement de pension n'a pas été confiée à un organisme de pension, l'organisateur, de cette communication et la date de celle-ci.;

7° il est inséré un paragraphe 3/1 rédigé comme suit:

" § 3/1. Dans les trente jours qui suivent la notification à l'organisme de pension du décès de l'affilié par Sigedis, ou à défaut de cette notification, sur présentation d'un document probant, par l'employeur, par un bénéficiaire ou de toute autre manière, l'organisme de pension ou l'organisateur lui-même, si ce dernier le demande, communique au(x) bénéficiaire(s) les informations suivantes:

— les prestations qui sont dues;

— les options de paiement possibles;

— le cas échéant, le droit de transformer en rente prévu à l'article 28, § 1<sup>er</sup>, et le montant de la rente correspondante;

— les données nécessaires au paiement.

Le délai prévu à l'alinéa 1<sup>er</sup> est suspendu si l'organisme de pension ne dispose pas de données suffisantes pour identifier ou localiser un ou plusieurs bénéficiaires. L'organisme de pension prend toutes les mesures raisonnables pour obtenir ces données dans le délai le plus court possible, après quoi le délai défini à l'alinéa 1<sup>er</sup> reprend. Afin d'identifier et de rechercher les personnes ayant la qualité de bénéficiaire conformément au règlement de pension ou à la convention de pension, l'organisme de pension recueille le cas échéant les données d'identification des personnes concernées auprès de Sigedis.

Si l'organisme de pension constate, après avoir reçu du (des) bénéficiaire(s) les données nécessaires au paiement visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>, que des renseignements complémentaires sont requis vu la nature et le contenu de ces informations, l'organisme de pension le fait savoir dans un délai de trente jours.

Dans un délai de trente jours à compter de la réception de toutes les informations nécessaires, telles que décrites aux alinéas 1<sup>er</sup> et 3, l'organisme de pension procède au versement de la prestation à octroyer. Ce délai est suspendu si le versement ne peut pas s'effectuer pour une raison étrangère à l'organisme de pension. Le délai commence à courir à nouveau lorsque la raison cesse d'exister. L'organisme de pension doit démontrer à l'aide du dossier le motif pour lequel le délai a été le cas échéant suspendu et il doit prouver que cette suspension est en conformité avec la loi.

De niet-naleving van de termijnen bedoeld in het eerste en het derde lid heeft tot gevolg dat, vanaf de dag volgend op het verstrijken van de niet-nageleefde termijn tot op de dag van de effectieve mededeling van de in het tweede lid bedoelde gegevens aan de aangeslotene, van rechtswege en zonder ingebrekestelling de wettelijke intrestvoet zoals bepaald in artikel 2, § 1, van de wet van 5 mei 1865 betreffende de lening tegen intrest, begint te lopen op de uit te keren prestatie.

Op voorwaarde dat:

— de verworven prestaties, of bij ontstentenis de verworven reserves, minder bedragen dan het bedrag vastgesteld overeenkomstig art. 32, § 1, vierde en vijfde lid, van de wet van 28 april 2003 betreffende de aanvullende pensioenen en het belastingstelsel van die pensioenen en van sommige aanvullende voordelen inzake sociale zekerheid, en dat;

— het rekeningnummer waarop het wettelijk pensioen van de aangeslotene zal worden betaald beschikbaar is in het netwerk van de sociale zekerheid en de aangeslotene zijn akkoord heeft gegeven voor het gebruik ervan in het kader van de uitbetaling van zijn aanvullend pensioen;

kan, in de gevallen bedoeld in het eerste lid, 1. en in het derde lid, en in afwijking van het tweede lid, de informatie worden beperkt tot de volgende vermeldingen:

— de prestaties die verschuldigd zijn, met, indien nodig, de vermelding dat een herberekening van de prestaties zal gebeuren op het ogenblik van de pensionering waardoor het effectief uitgekeerde bedrag kan verschillen;

— de mededeling dat het aanvullend pensioen zal worden uitbetaald op het rekeningnummer waarop het wettelijk pensioen wordt betaald.

Op voorwaarde dat de aangeslotene een e-mailadres heeft geregistreerd bij de website [www.mypension.be](http://www.mypension.be) of bij zijn beveiligde elektronische brievenbus van de sociale zekerheid (e-Box) wordt de in het vijfde lid bedoelde informatieverstrekking vervangen door een informatieverstrekking langs elektronische weg door Sigedis.

Sigedis brengt de betrokken pensioeninstelling of, indien het beheer van de pensioentoezegging niet is toevertrouwd aan een pensioeninstelling, de inrichter op de hoogte van deze informatieverstrekking en de datum ervan.;

7° er wordt een paragraaf 3/1 ingevoegd, luidende:

" § 3/1. Binnen de dertig dagen nadat de pensioeninstelling op de hoogte is gebracht van het overlijden van de aangeslotene door Sigedis, of bij gebrek aan deze kennisgeving, aan de hand van een bewijskrachtig middel, door de werkgever, een begunstigde of op een andere wijze, deelt de pensioeninstelling of de inrichter zelf, indien deze laatst daar om vraagt, aan de begunstigde(n) de volgende informatie mee:

— de prestaties die verschuldigd zijn;

— de mogelijke uitbetalingsswijzen;

— in voorkomend geval, het recht op omzetting in een rente voorzien in artikel 28, § 1, en het bedrag van de daarmee overeenstemmende rente;

— de noodzakelijke gegevens voor de uitbetaling.

De termijn in het eerste lid wordt opgeschort indien de pensioeninstelling niet over voldoende gegevens beschikt om één of meerdere van de begunstigten te identificeren of te lokaliseren. De pensioeninstelling neemt alle redelijke maatregelen om binnen de kortst mogelijke termijn deze gegevens te bekomen, waarna de termijn bepaald in het eerste lid herneemt. Ter identificatie en opsporing van de personen die overeenkomstig het pensioenreglement of de pensioenovereenkomst de hoedanigheid van begunstigde hebben, vraagt de pensioeninstelling desgevallend de identificatiegegevens van de betrokkenen op bij Sigedis.

Indien de pensioeninstelling, na de noodzakelijke gegevens voor de uitbetaling te hebben ontvangen van de begunstigde(n), zoals bedoeld in het eerste lid, vaststelt dat gezien de aard of de inhoud van deze informatie bijkomende inlichtingen vereist zijn, deelt de pensioeninstelling dit binnen een termijn van dertig dagen mee.

Binnen de termijn van dertig dagen na de ontvangst van alle nodige informatie zoals omschreven in het eerste en het derde lid, gaat de pensioeninstelling over tot de uitbetaling van de prestatie. Deze termijn wordt opgeschort indien omwille van een aan de pensioeninstelling externe oorzaak de uitbetaling niet kan plaatsvinden. De termijn begint opnieuw te lopen wanneer de oorzaak ophoudt te bestaan. De pensioeninstelling moet aan de hand van het dossier aantonen waarom de termijn desgevallend is geschorst en bewijzen dat deze schorsing in overeenstemming is met de wet.

Le non-respect des délais visés aux alinéas 1<sup>er</sup>, 3 et 4 a pour conséquence qu'à partir du lendemain de l'échéance du délai non respecté et jusqu'au jour où les renseignements nécessaires tels que décrits aux alinéas 1<sup>er</sup> et 3 sont demandés ou jusqu'au jour du versement effectif par l'organisme de pension tel que décrit à l'alinéa 4, le taux d'intérêt légal tel que visé à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 5 mai 1865 relative au prêt à l'intérêt, commence à courir de plein droit et sans mise en demeure sur la prestation à octroyer.

Les informations visées aux alinéas 1<sup>er</sup> et 3 doivent être raisonnables et pertinentes en vue du règlement du versement de la prestation.”.

8<sup>o</sup> dans le paragraphe 4, alinéa 1<sup>er</sup>, les modifications suivantes sont apportées:

— les mots “aux paragraphes 1<sup>er</sup> à 3” sont remplacés par les mots “aux paragraphes 1<sup>er</sup> à 3/1”;

— dans le 3<sup>o</sup>, les mots “le nom, l'adresse de contact et” sont insérés entre les mots “en ce compris” et les mots “le numéro BCE”;

— le 4<sup>o</sup> est complété par les mots “ou de la convention de pension”;

9<sup>o</sup> les paragraphes 5 et 6 sont abrogés;

10<sup>o</sup> le paragraphe 7 est remplacé par ce qui suit:

” § 7. L'organisme de pension communique à Sigedis les données nécessaires à l'établissement du relevé des droits à retraite visé au § 1<sup>er</sup>, ainsi qu'à l'information visée à l'article 306, § 2, 5<sup>o</sup>, de la loi-programme (I) du 27 décembre 2006.”.

**Art. 6.** Dans l'article 27, § 1<sup>er</sup>, de la même loi, remplacé par la loi du 18 décembre 2015, les modifications suivantes sont apportées:

1<sup>o</sup> dans l'alinéa 1<sup>er</sup>, la phrase “Les prestations sont calculées à la date de mise à la retraite de l'affilié et payées au plus tard dans les trente jours qui suivent la communication par l'affilié à l'organisme de pension des données nécessaires au paiement.” est remplacée par la phrase suivante: “Les prestations sont calculées à la date de mise à la retraite de l'affilié et payées au plus tard dans les trente jours qui suivent la mise à la retraite de l'affilié ou dans les trente jours qui suivent la communication par l'affilié et/ou Sigedis à l'organisme de pension des données nécessaires au paiement, la date la plus tardive étant retenue.”;

2<sup>o</sup> dans l'alinéa 5, les mots “l'asbl Sigedis, créée suivant l'article 12 de l'arrêté royal du 12 juin 2006 portant exécution du Titre III, Chapitre II, de la loi du 23 décembre 2005 relative au pacte de solidarité entre les générations” sont remplacés par le mot “Sigedis”;

3<sup>o</sup> le paragraphe est complété par quatre alinéas rédigés comme suit:

”À partir du 1<sup>er</sup> janvier 2025 au plus tard, si l'affilié fait connaître sans ambiguïté sa demande visée à l'alinéa 6 via [www.mypension.be](http://www.mypension.be), Sigedis sera tenue d'en informer sans délai l'organisme de pension concerné.

Dans le cas d'un engagement de pension où les prestations sont calculées sur la base des données du réseau de sécurité sociale, le délai visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> peut être prolongée de six mois au maximum dans la mesure où cela est nécessaire, compte tenu de la date de disponibilité des données du réseau, pour le calcul correct des prestations de pension.

Le non-respect des délais visés aux alinéas 1<sup>er</sup> et 8 a pour conséquence qu'à partir du lendemain de l'échéance du délai non respecté et jusqu'au jour du paiement effectif de la prestation par l'organisme de pension, tel que visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le taux d'intérêt légal tel que visé à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 5 mai 1865 relative au prêt à l'intérêt, commence à courir de plein droit et sans mise en demeure sur la prestation à octroyer.

L'alinéa 8 cesse de produire ses effets pour les paiements visés aux alinéas 1<sup>er</sup> et 6, à l'article 63/2 et à l'article 63/3 qui prennent effet le 1<sup>er</sup> janvier 2027.”.

**Art. 7.** Dans l'article 28, § 1<sup>er</sup>, de la même loi, modifié par la loi du 27 octobre 2006, l'alinéa 3 est abrogé.

**Art. 8.** L'article 31, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, de la même loi, modifié par les lois des 18 décembre 2015 et 27 juin 2018, est complété par un 5<sup>o</sup>, rédigé comme suit:

”5<sup>o</sup> que l'affilié peut consulter les données relatives à sa (ses) pension(s) complémentaire(s) et le relevé annuel des droits à retraite sur le site internet [www.mypension.be](http://www.mypension.be) et qu'il peut y laisser son adresse e-mail afin d'être informé des nouvelles informations disponibles.”.

De niet-naleving van de termijnen bedoeld in het eerste, derde en vierde lid heeft tot gevolg dat, vanaf de dag volgend op het verstrijken van de niet-nageleefde termijn en tot op de dag van het opvragen van de nodige inlichtingen zoals beschreven in het eerste en derde lid of van de effectieve uitbetaling door de pensioeninstelling zoals beschreven in het vierde lid, van rechtswege en zonder ingebrekestelling de wettelijke intrestvoet zoals bepaald in artikel 2, § 1, van de wet van 5 mei 1865 betreffende de lening tegen intrest, begint te lopen op de uit te keren prestatie.

De informatie bedoeld in het eerste en derde lid moet redelijk en relevant zijn met het oog op het regelen van de uitbetaling van de prestatie.”.

8<sup>o</sup> in paragraaf 4, eerste lid, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

— de woorden “de paragrafen 1 tot en met 3” worden vervangen door de woorden “de paragrafen 1 tot en met 3/1”;

— in de bepaling onder 3<sup>o</sup> worden de woorden “de naam, het contactadres en” ingevoegd tussen de woorden “met inbegrip van” en de woorden “het KBO-nummer”;

— de bepaling onder 4<sup>o</sup> wordt aangevuld met de woorden “of de pensioenovereenkomst”;

9<sup>o</sup> de paragrafen 5 en 6 worden opgeheven;

10<sup>o</sup> paragraaf 7 wordt vervangen als volgt:

” § 7. De pensioeninstelling deelt aan Sigedis de gegevens mee die noodzakelijk zijn voor de opstelling van het in § 1 bedoelde pensioenoverzicht, alsook voor de in artikel 306, § 2, 5<sup>o</sup>, van de programmawet (I) van 27 december 2006 bedoelde informatieverstrekking.”.

**Art. 6.** In artikel 27, § 1, van dezelfde wet, vervangen bij de wet van 18 december 2015, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1<sup>o</sup> in het eerste lid wordt de zin “De prestaties worden berekend op de datum van de pensionering van de aangeslotene en uitbetaald ten laatste binnen de dertig dagen die volgen op de communicatie van de voor de uitbetaling noodzakelijke gegevens aan de pensioeninstelling door de aangeslotene.” vervangen als volgt: “De prestaties worden berekend op de datum van de pensionering van de aangeslotene en uitbetaald ten laatste binnen de dertig dagen na de pensionering van de aangeslotene of, wanneer dit later is, binnen de dertig dagen die volgen op de communicatie van de voor de uitbetaling noodzakelijke gegevens aan de pensioeninstelling door de aangeslotene en/of Sigedis.”;

2<sup>o</sup> in het vijfde lid, worden de woorden “de vzw Sigedis, opgericht overeenkomstig artikel 12 van het koninklijk besluit van 12 juni 2006 tot uitvoering van Titel III, Hoofdstuk II, van de wet van 23 december 2005 betreffende het generatiepact,” vervangen door het woord “Sigedis”;

3<sup>o</sup> de paragraaf wordt aangevuld met vier leden, luidende:

”Ten laatste vanaf 1 januari 2025 zal, indien de aangeslotene zijn verzoek zoals bedoeld in het zesde lid, onduidelijk kenbaar maakt via [www.mypension.be](http://www.mypension.be), Sigedis ertoe gehouden zijn de betrokken pensioeninstelling hiervan onverwijld op de hoogte te brengen.

In het geval van een pensioentoezegging waarbij de prestaties worden berekend op basis van gegevens uit het netwerk van de sociale zekerheid kan de in het eerste lid bedoelde termijn met maximaal 6 maanden worden verlengd voor zover dit in het licht van de datum van beschikbaarheid van de gegevens uit het netwerk noodzakelijk is met het oog op een correcte berekening van de pensioenprestaties.

De niet-naleving van de termijnen bedoeld in het eerste en het achtste lid heeft tot gevolg dat, vanaf de dag volgend op het verstrijken van de niet-nageleefde termijn tot op de dag van de effectieve uitbetaling van de prestatie door de pensioeninstelling, zoals bedoeld in het eerste lid, van rechtswege en zonder ingebrekestelling de wettelijke intrestvoet zoals bepaald in artikel 2, § 1, van de wet van 5 mei 1865 betreffende de lening tegen intrest, begint te lopen op de uit te keren prestaties.

Het achtste lid houdt op uitwerking te hebben voor de vereffeningen zoals bedoeld in het eerste en het zesde lid, in artikel 63/2 en in artikel 63/3 die ingaan vanaf 1 januari 2027.”.

**Art. 7.** In artikel 28, § 1, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 27 oktober 2006, wordt het derde lid opgeheven.

**Art. 8.** Artikel 31, § 1, tweede lid, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wetten van 18 december 2015 en 27 juni 2018, wordt aangevuld met een bepaling onder 5<sup>o</sup>, luidende:

”5<sup>o</sup> dat de aangeslotene de gegevens betreffende zijn aanvullend(e) pensioen(en) en het jaarlijks pensioenoverzicht kan raadplegen op de website [www.mypension.be](http://www.mypension.be) en er zijn e-mailadres kan achterlaten om te worden geïnformeerd over nieuwe beschikbare informatie.”.

**Art. 9.** § 1<sup>er</sup>. L'article 32, § 5, de la même loi, inséré par la loi du 27 octobre 2006, est complété par un alinéa rédigé comme suit:

"L'article 41ter de la présente loi s'applique à la gestion d'une convention conclue en application du § 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>."

§ 2. L'article 32, § 5, de la même loi, inséré par la loi du 27 octobre 2006, est complété par un alinéa rédigé comme suit:

"L'article 26 de la présente loi s'applique à la gestion d'une convention conclue en application du § 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>."

§ 3. L'article 32, § 5, de la même loi, inséré par la loi du 27 octobre 2006, est complété par un alinéa rédigé comme suit:

"Les articles 41quater, 41quinquies, 42, § 2, 2<sup>o</sup>, 3<sup>o</sup> et 4<sup>o</sup> et 42/1 de la présente loi s'appliquent à la gestion d'une convention conclue en application du § 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>."

**Art. 10.** L'article 36 de la même loi est abrogé.

**Art. 11.** Dans l'article 39, § 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, de la même loi, les mots "et l'établissement annuel de la fiche de pension visée à l'article 26" sont abrogés.

**Art. 12.** § 1<sup>er</sup>. Dans le Titre II, Chapitre VIII, de la même loi, il est insérée une Section Ire, comportant l'article 41bis, intitulée:

"Section Ire - Déclaration sur les principes de la politique de placement".

§ 2. Dans l'article 41bis de la même loi, inséré par la loi du 27 octobre 2006 et modifié par la loi du 15 mai 2014, l'alinéa 4 est abrogé.

**Art. 13.** Dans le Titre II, Chapitre VIII, de la même loi, il est inséré, après l'article 41bis, une Section II intitulée:

"Section II - Dispositions générales en matière de fourniture d'informations".

**Art. 14.** Dans la Section II, insérée par l'article 13, il est inséré un article 41ter, rédigé comme suit:

"§ 1<sup>er</sup>. Les informations visées au présent Titre sont:

1. mises à jour régulièrement;
2. rédigées de manière claire, dans un langage non ambigu, succinct et compréhensible, en évitant le jargon et l'emploi de termes techniques lorsqu'ils des mots du langage courant peuvent être utilisés à la place;
3. établies d'une manière non trompeuse, en veillant à ce que leur vocabulaire et leur contenu soient cohérents;
4. présentées d'une manière qui en rend la lecture aisée;
5. établies dans la langue légalement imposée dans le cadre des relations sociales entre travailleurs et employeurs;
6. conservées sur un support durable et, selon le cas, communiquées ou mises à disposition gratuitement sur papier, via le site web [www.mypension.be](http://www.mypension.be) ou par toute autre voie électronique. Si les informations ont été transmises ou mises à disposition par voie électronique, les destinataires peuvent demander à recevoir, en sus des informations sous format électronique, une copie papier qui leur sera fournie gratuitement.

§ 2. L'organisateur ou l'organisme de pension peut mettre à disposition via le site web [www.mypension.be](http://www.mypension.be) les documents contenant des informations prescrites par le présent titre, destinés à l'ensemble des affiliés et/ou rentiers.

L'organisateur ou l'organisme de pension peut pour tout ou partie être déchargé des obligations d'information individuelles à l'égard des affiliés, des rentiers et/ou des bénéficiaires, imposées par le présent titre, pour autant que Sigedis s'engage, sur la base d'une convention avec l'organisateur ou l'organisme de pension, à reprendre ces obligations.

§ 3. Le Roi peut préciser les règles et la méthodologie à suivre pour le calcul des données qui, en vertu du présent titre, doivent être communiquées aux affiliés, aux rentiers et/ou aux bénéficiaires ou être mises à leur disposition.

La FSMA peut, par voie de règlement, fixer une ou plusieurs présentations standard à utiliser pour les informations qui, en vertu du présent titre, à l'exception du relevé des droits à retraite visé à l'article 26, § 1<sup>er</sup>, doivent être communiquées aux affiliés, aux rentiers et/ou aux bénéficiaires ou être mises à leur disposition, en indiquant leur champ d'application. La FSMA peut déterminer la forme des documents, notamment leur structure, leur longueur, le contenu et l'ordre de leurs rubriques, leurs formulations et leur mise en page, d'une manière uniforme."

**Art. 9.** § 1. Artikel 32, § 5, van dezelfde wet, ingevoegd bij wet van 27 oktober 2006, wordt aangevuld met een lid, luidende:

"Het artikel 41ter van deze wet is van toepassing bij het beheer van een overeenkomst gesloten in toepassing van § 1, 2<sup>o</sup>."

§ 2. Artikel 32, § 5, van dezelfde wet, ingevoegd bij wet van 27 oktober 2006, wordt aangevuld met een lid, luidende:

"Het artikel 26 van deze wet is van toepassing bij het beheer van een overeenkomst gesloten in toepassing van § 1, 2<sup>o</sup>."

§ 3. Artikel 32, § 5, van dezelfde wet, ingevoegd bij wet van 27 oktober 2006, wordt aangevuld met een lid, luidende:

"De artikelen 41quater, 41quinquies, 42, § 2, 2<sup>o</sup>, 3<sup>o</sup> en 4<sup>o</sup> en 42/1 van deze wet zijn van toepassing bij het beheer van een overeenkomst gesloten in toepassing van § 1, 2<sup>o</sup>."

**Art. 10.** Artikel 36 van dezelfde wet, wordt opgeheven.

**Art. 11.** In artikel 39, § 1, 2<sup>o</sup>, van dezelfde wet worden de woorden "en de jaarlijkse opstelling van de pensioenfiche, bedoeld in artikel 26" opgeheven.

**Art. 12.** § 1. In Titel II, Hoofdstuk VIII, van dezelfde wet, wordt een Afdeling I ingevoegd die het artikel 41bis bevat, luidende:

"Afdeling I - Verklaring met de beginselen van het beleggingsbeleid".

§ 2. In artikel 41bis van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 27 oktober 2006 en gewijzigd bij de wet van 15 mei 2014, wordt het vierde lid opgeheven.

**Art. 13.** In Titel II, Hoofdstuk VIII, van dezelfde wet, wordt na het artikel 41bis een Afdeling II ingevoegd, luidende:

"Afdeling II - Algemene bepalingen inzake informatieverstrekking".

**Art. 14.** In Afdeling II, ingevoegd bij artikel 13, wordt een artikel 41ter ingevoegd, luidende:

"§ 1. De informatie bedoeld in deze Titel wordt:

1. regelmatig bijgewerkt;
2. op een duidelijke wijze geschreven in een heldere, bondige en begrijpelijke taal, waarbij jargon en technische termen worden vermeden indien in plaats daarvan alledaagse woorden kunnen worden gebruikt;
3. opgesteld op een wijze die niet misleidend is. Er wordt zorg gedragen voor de consistentie, zowel wat woordgebruik als wat inhoud betreft;
4. op zodanige wijze gepresenteerd dat zij gemakkelijk leesbaar is;
5. opgesteld in de wettelijk opgelegde taal in het kader van de sociale betrekkingen tussen werkgevers en werknemers;
6. bewaard op een duurzame drager en, naar gelang het geval, kosteloos meegedeeld of ter beschikking gesteld op papier, via de website [www.mypension.be](http://www.mypension.be) of op een andere elektronische wijze. Indien de informatie op elektronische wijze wordt meegedeeld of ter beschikking gesteld, kunnen de bestemmingen verzoeken om naast de informatie in elektronische vorm, ook kosteloos een papieren afschrift te ontvangen.

§ 2. De inrichter of pensioeninstelling kan via de website [www.mypension.be](http://www.mypension.be) documenten ter beschikking stellen die informatie bevatten zoals voorgeschreven in deze titel en bestemd zijn voor alle aangeslotenen en/of rentegenieters.

De inrichter of de pensioeninstelling kan geheel of gedeeltelijk worden ontheven van de individuele informatieverplichtingen aan de aangeslotenen, rentegenieters en/of begunstigden voorzien in deze Titel, voor zover Sigedis zich er op grond van een overeenkomst met de inrichter of de pensioeninstelling toe verbindt om de verplichtingen over te nemen.

§ 3. De Koning kan de nadere regels en de methodologie vaststellen voor de berekening van de gegevens die op basis van deze titel moeten worden ter beschikking gesteld of meegedeeld aan de aangeslotenen, de rentegenieters en/of de begunstigden.

De FSMA kan bij reglement één of meerdere gestandaardiseerde presentatiewijze(n) bepalen voor de informatie die op basis van deze Titel, met uitzondering van het pensioenoverzicht zoals bedoeld in artikel 26, § 1, moet worden ter beschikking gesteld of meegedeeld aan de aangeslotenen, de rentegenieters en/of de begunstigden, met opgave van het toepassingsgebied ervan. De FSMA kan de vormgeving van de documenten, waaronder de structuur, de lengte, de inhoud en de volgorde van de rubrieken, de bewoordingen en de lay-out op een uniforme wijze vaststellen."

**Art. 15.** Dans le Titre II, Chapitre VIII, de la même loi, il est inséré, après l'article 41ter, insérée par l'article 14, une Section III intitulée:

"Section III - Informations à fournir avant ou lors de l'affiliation".

**Art. 16.** Dans la Section III insérée par l'article 15, il est inséré un article 41quater rédigé comme suit:

" § 1<sup>er</sup>. L'organisme de pension ou la personne désignée dans la convention collective de travail ou le règlement de pension met les données visées au paragraphe 2 à la disposition des travailleurs qui sont affiliés d'office à un engagement de pension, immédiatement après leur affiliation.

L'organisme de pension ou la personne désignée dans la convention collective de travail ou le règlement de pension communique les données visées au paragraphe 2 aux affiliés potentiels qui ne sont pas affiliés d'office à un engagement de pension, à une convention visée à l'article 32, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, ou à une structure d'accueil visée à l'article 32, § 2, avant qu'ils ne s'y affilient.

§ 2. Les informations visées au paragraphe 1<sup>er</sup> contiennent les éléments suivants:

1<sup>o</sup> les options pertinentes prévues par le règlement de pension, la convention de pension, la convention visée à l'article 32, § 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, ou la structure d'accueil visée à l'article 32, § 2, y compris les options d'investissement;

2<sup>o</sup> les caractéristiques pertinentes de l'engagement de pension, de la convention visée à l'article 32, § 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, ou de la structure d'accueil visée à l'article 32, § 2, y compris le type de prestations;

3<sup>o</sup> si et de quelle manière les facteurs environnementaux, climatiques, sociaux et de gouvernance d'entreprise sont pris en considération dans la stratégie d'investissement;

4<sup>o</sup> où il est possible de trouver des informations supplémentaires, en se référant notamment au site web [www.mypension.be](http://www.mypension.be).

Lorsque les affiliés supportent le risque d'investissement ou qu'ils peuvent prendre des décisions en matière de placements, les informations visées au paragraphe 1<sup>er</sup> contiennent également les éléments suivants:

1<sup>o</sup> les performances passées des investissements liés à l'engagement de pension, de la convention visée à l'article 32, § 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, ou de la structure d'accueil visée à l'article 32, § 2, sur une période minimale de cinq ans ou sur toute la période de fonctionnement de l'engagement de pension si elle est inférieure à cinq ans;

2<sup>o</sup> la structure des coûts supportés par les affiliés."

**Art. 17.** Dans le Titre II, Chapitre VIII, de la même loi, il est inséré, après l'article 41quater, inséré par l'article 16, une Section IV intitulée:

"Section IV - Informations à fournir aux affiliés et aux rentiers".

**Art. 18.** Dans la Section IV, insérée par l'article 17, il est inséré un article 41quinquies rédigé comme suit:

"L'organisme de pension ou la personne désignée dans la convention collective de travail ou le règlement de pension met à la disposition des affiliés et des rentiers les informations suivantes sur les conditions de l'engagement de pension, de la convention visée à l'article 32, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, ou de la structure d'accueil visée à l'article 32, § 2:

1. le nom de l'organisme de pension, l'État membre dans lequel l'organisme de pension est enregistré ou agréé et le nom de l'autorité compétente;

2. les droits et obligations des parties à l'engagement de pension ou à la convention de pension;

3. les conditions concernant les garanties totales ou partielles au titre de l'engagement de pension ou de la convention de pension ou d'un niveau donné de prestations ou, lorsque aucune garantie n'est prévue au titre de l'engagement de pension ou de la convention de pension, une déclaration à cet effet;

4. le cas échéant, des explications sur la garantie visée à l'article 24 et sur la méthode applicable conformément à l'article 24, § 4;

5. les options à la disposition des affiliés et des rentiers pour obtenir le versement de leurs prestations;

6. lorsqu'un affilié ou un rentier a le droit de transférer des droits à retraite, des informations supplémentaires sur les modalités d'un tel transfert;

**Art. 15.** In Titel II, Hoofdstuk VIII, van dezelfde wet, wordt na het artikel 41ter, ingevoegd bij artikel 14, een Afdeling III ingevoegd, luidende:

"Afdeling III - Informatie vóór of bij de aansluiting".

**Art. 16.** In Afdeling III, ingevoegd bij artikel 15, wordt een artikel 41quater ingevoegd, luidende:

" § 1. De pensioeninstelling of de in de collectieve arbeidsovereenkomst of het pensioenreglement aangeduide persoon stelt de gegevens bedoeld in § 2 ter beschikking van de werknemers die automatisch bij een pensioentoezegging worden aangesloten, zodra zij aangesloten zijn.

De pensioeninstelling of de in de collectieve arbeidsovereenkomst of het pensioenreglement aangeduide persoon deelt de gegevens bedoeld in paragraaf 2 mee aan de potentiële aangeslotenen die niet automatisch bij een pensioentoezegging, een overeenkomst bedoeld in artikel 32, § 1, eerste lid, 2<sup>o</sup>, of een onthaalstructuur zoals bedoeld in artikel 32, § 2 worden aangesloten, vóór zij zich aansluiten.

§ 2. De informatie zoals bedoeld in paragraaf 1 bevat de volgende gegevens:

1<sup>o</sup> de relevante opties die zijn voorzien in het pensioenreglement, de pensioenovereenkomst, de overeenkomst bedoeld in artikel 32, § 1, 2<sup>o</sup>, of de onthaalstructuur zoals bedoeld in artikel 32, § 2, met inbegrip van de beleggingsopties;

2<sup>o</sup> de relevante kenmerken van de pensioentoezegging, de overeenkomst bedoeld in artikel 32, § 1, 2<sup>o</sup>, of de onthaalstructuur zoals bedoeld in artikel 32, § 2, waaronder de soort uitkeringen;

3<sup>o</sup> of en hoe in het kader van de beleggingsstrategie rekening wordt gehouden met milieu-, klimaat-, sociale en corporate governancefactoren;

4<sup>o</sup> waar verdere informatie beschikbaar is, onder meer met verwijzing naar de website [www.mypension.be](http://www.mypension.be).

Indien de aangeslotenen een beleggingsrisico dragen of beleggingsbeslissingen kunnen nemen, bevat de informatie zoals bedoeld in paragraaf 1 eveneens de volgende gegevens:

1<sup>o</sup> de resultaten die de beleggingen in verband met de pensioentoezegging, de overeenkomst bedoeld in artikel 32, § 1, 2<sup>o</sup>, of de onthaalstructuur zoals bedoeld in artikel 32, § 2, in het verleden hebben behaald over ten minste de afgelopen vijf jaar, of de hele periode gedurende dewelke de pensioentoezegging is uitgevoerd indien die minder dan vijf jaar is;

2<sup>o</sup> de structuur van de kosten die door de aangeslotenen worden gedragen."

**Art. 17.** In Titel II, Hoofdstuk VIII, van dezelfde wet, wordt na het artikel 41quater, ingevoegd bij artikel 16, een Afdeling IV ingevoegd, luidende:

"Afdeling IV - Informatie aan de aangeslotenen en de rentegenieters".

**Art. 18.** In Afdeling IV, ingevoegd bij artikel 17, wordt een artikel 41quinquies ingevoegd, luidende:

"De pensioeninstelling of de in de collectieve arbeidsovereenkomst of het pensioenreglement aangeduide persoon stelt volgende informatie over de voorwaarden van de pensioentoezegging, van de overeenkomst bedoeld in artikel 32, § 1, eerste lid, 2<sup>o</sup>, of van de onthaalstructuur zoals bedoeld in artikel 32, § 2, ter beschikking van de aangeslotenen en de rentegenieters:

1. de naam van de pensioeninstelling, de lidstaat waar de pensioeninstelling geregistreerd is of een vergunning heeft gekregen en de naam van de bevoegde autoriteit;

2. de rechten en plichten van de bij de pensioentoezegging of de pensioenovereenkomst betrokken partijen;

3. de voorwaarden betreffende volledige of gedeeltelijke garanties uit hoofde van de pensioentoezegging of de pensioenovereenkomst of op een bepaalde hoogte van de uitkeringen, of een verklaring daarover wanneer er geen garantie uit hoofde van de pensioentoezegging of de pensioenovereenkomst is voorzien;

4. in voorkomend geval, een toelichting over de garantie bedoeld in artikel 24 en de toepasselijke methode overeenkomstig artikel 24, § 4;

5. de opties waarover de aangeslotenen en de rentegenieters beschikken bij het innen van hun prestaties;

6. indien een aangeslotene of rentegenieter het recht heeft om pensioenrechten over te dragen, verdere informatie over de regelingen voor die overdracht;



7. pour les engagements de pension ou les conventions de pension dans lesquels les affiliés ou les rentiers supportent un risque d'investissement et qui prévoient plusieurs options avec différents profils d'investissement:

— les conditions en ce qui concerne l'éventail des options d'investissement disponibles;

— le cas échéant, l'option d'investissement par défaut;

— les dispositions de l'engagement de pension ou de la convention de pension régissant l'attribution d'un affilié donné à une option d'investissement.

Toute information pertinente concernant d'éventuelles modifications des informations visées à l'alinéa 1<sup>er</sup> est mise à la disposition des affiliés et des rentiers ou de leurs représentants dans un délai raisonnable.

**Art. 19.** Dans l'article 42, § 1<sup>er</sup>, de la même loi, modifié par les lois des 27 octobre 2006 et 18 décembre 2015, les modifications suivantes sont apportées:

1<sup>o</sup> l'alinéa 1<sup>er</sup> est remplacé par ce qui suit:

"L'organisme de pension ou la personne désignée dans la convention collective de travail ou le règlement de pension, rédige chaque année un rapport sur la gestion de l'engagement de pension ou de la structure d'accueil visée à l'article 32, § 2. Ce rapport de transparence est mis à la disposition de l'organisateur, des affiliés et des rentiers.";

2<sup>o</sup> à l'alinéa 2, le 2<sup>o</sup> est remplacé par ce qui suit:

"le profil d'investissement, y compris la stratégie d'investissement à long et à court terme, la mesure dans laquelle sont pris en compte les facteurs environnementaux, climatiques, sociaux et de gouvernance d'entreprise, ainsi que la nature des risques financiers supportés par les affiliés et les rentiers";

3<sup>o</sup> dans le même alinéa, le 3<sup>o</sup> est complété par la phrase suivante:

"Lorsque les affiliés supportent le risque d'investissement ou qu'ils peuvent prendre des décisions en matière de placements, les performances passées des investissements liés à l'engagement de pension sur une période minimale de cinq ans ou sur toute la période de fonctionnement de l'engagement de pension si elle est inférieure à cinq ans,".

**Art. 20.** Dans l'article 42, § 2, de la même loi, inséré par la loi du 27 octobre 2006, les modifications suivantes sont apportées:

1<sup>o</sup> à l'alinéa 1<sup>er</sup>, phrase introductive, les mots "à leurs ayants droits" sont remplacés par les mots "aux rentiers";

2<sup>o</sup> l'alinéa 1<sup>er</sup> est complété par un 4<sup>o</sup> rédigé comme suit:

"4<sup>o</sup> Toute autre information sur les hypothèses utilisées pour établir les projections visées à l'article 26, § 1<sup>er</sup>/2, alinéa 1<sup>er</sup>, point 5.";

3<sup>o</sup> l'alinéa 2 est abrogé.

**Art. 21.** Dans le Titre II, Chapitre VIII, de la même loi, il est inséré, après l'article 42, une Section V intitulée:

"Section V - Informations supplémentaires à fournir aux rentiers".

**Art. 22.** Dans la Section V, insérée par l'article 21, il est inséré un article 42/1 rédigé comme suit:

"L'organisme de pension ou la personne désignée dans la convention collective de travail ou le règlement de pension communique régulièrement aux rentiers les informations relatives aux prestations qui leur sont dues et aux options de versement correspondantes.

L'organisme de pension communique aux rentiers sans délai qu'une décision définitive a été prise conduisant à une réduction du niveau des prestations qui leur sont dues, et au plus tard trois mois avant que cette décision ne soit mise en œuvre.

Lorsqu'un niveau important de risque d'investissement est supporté par les rentiers au cours de la phase de versement, l'organisme de pension communique régulièrement aux rentiers des informations appropriées."

7. bij pensioentoezeggingen of pensioenovereenkomsten waarbij de aangeslotenen of rentegenieters een beleggingsrisico dragen en waarbij meerdere beleggingsmogelijkheden met verschillende beleggingsprofielen worden geboden:

— de voorwaarden die aan het scala aan beschikbare beleggingsmogelijkheden verbonden zijn;

— indien van toepassing, de standaard beleggings-mogelijkheid;

— de in het kader van de pensioentoezegging of de pensioenovereenkomst gehanteerde regel om een bepaalde aangeslotene aan een beleggingsmogelijkheid toe te wijzen.

Binnen een redelijke termijn wordt alle relevante informatie over wijzigingen van de in het eerste lid bedoelde informatie ter beschikking gesteld van de aangeslotenen en rentegenieters of hun vertegenwoordigers.

**Art. 19.** In artikel 42, § 1, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wetten van 27 oktober 2006 en 18 december 2015, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1<sup>o</sup> het eerste lid wordt vervangen als volgt:

"De pensioeninstelling of de in de collectieve arbeidsovereenkomst of het pensioenreglement aangeduide persoon stelt elk jaar een verslag op over het beheer van de pensioentoezegging of van de onthaalstructuur zoals bedoeld in artikel 32, § 2. Dit transparantieverslag wordt ter beschikking gesteld van de inrichter, de aangeslotenen en de rentegenieters.";

2<sup>o</sup> in het tweede lid wordt de bepaling onder 2<sup>o</sup> vervangen als volgt:

"het beleggingsprofiel, waaronder de beleggingsstrategie op lange en korte termijn, de mate waarin daarbij rekening wordt gehouden met milieu-, klimaat-, sociale en corporate governancefactoren, alsook de aard van de financiële risico's die door de aangeslotenen en de rentegenieters worden gedragen";

3<sup>o</sup> in hetzelfde lid wordt de bepaling onder 3<sup>o</sup> aangevuld met de volgende zin:

"Indien de aangeslotenen een beleggingsrisico dragen of beleggingsbeslissingen kunnen nemen, de resultaten die de beleggingen van de pensioentoezegging in het verleden hebben behaald over ten minste de afgelopen vijf jaar, of alle jaren gedurende welke de pensioenregeling is uitgevoerd indien dat minder dan vijf jaar is,".

**Art. 20.** In artikel 42, § 2, van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 27 december 2006, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1<sup>o</sup> in het eerste lid worden in de inleidende zin de woorden "hun rechthebbenden" vervangen door de woorden "de rentegenieters";

2<sup>o</sup> het eerste lid wordt aangevuld met de bepaling onder 4<sup>o</sup>, luidende:

"4<sup>o</sup> eventuele verdere informatie over de gehanteerde hypothesen om de in artikel 26, § 1/2, eerste lid, 5. bedoelde projecties op te stellen";

3<sup>o</sup> het tweede lid wordt opgeheven.

**Art. 21.** In Titel II, Hoofdstuk VIII, van dezelfde wet, wordt na het artikel 42, een Afdeling V ingevoegd, luidende:

"Afdeling V - Bijkomende informatie aan de rentegenieters".

**Art. 22.** In Afdeling V, ingevoegd bij artikel 21, wordt een artikel 42/1 ingevoegd, luidende:

"De pensioeninstelling of de in de collectieve arbeidsovereenkomst of het pensioenreglement aangeduide persoon deelt de rentegenieters periodiek informatie mee over de verschuldigde uitkeringen en de overeenkomstige uitbetalingsmogelijkheden.

De pensioeninstelling deelt de rentegenieters onverwijld mee dat er een definitief besluit werd genomen dat in een verlaging van de hun toekomstige uitkeringen resulteert, en ten laatste drie maanden voordat dat besluit wordt toegepast.

Wanneer tijdens de uitbetalingsfase een aanzienlijk deel van het beleggingsrisico door de rentegenieters wordt gedragen, deelt de pensioeninstelling de rentegenieters hierover regelmatig passende informatie mee."

Titre 3. — *Modifications de la loi du 6 décembre 2018 instaurant une pension libre complémentaire pour les travailleurs salariés et portant des dispositions diverses en matière de pensions complémentaires*

**Art. 23.** L'article 2 de la loi du 6 décembre 2018 instaurant une pension libre complémentaire pour les travailleurs salariés et portant des dispositions diverses en matière de pensions complémentaires est complété par les 17°, 18° et 19° rédigés comme suit:

"17° rentier: toute personne qui reçoit des prestations périodiques tombant dans le champ d'application de la présente loi et de ses arrêtés d'exécution;

18° support durable: un instrument permettant à un affilié ou à un rentier de stocker des informations qui lui sont communiquées ou sont mises à sa disposition, personnellement, d'une manière permettant de s'y reporter à l'avenir et pendant un laps de temps adapté aux fins auxquelles les informations sont destinées et qui permet la reproduction à l'identique des informations stockées;

19° Sigedis: l'ASBL Sigedis, créée conformément à l'article 12 de l'arrêté royal du 12 juin 2006 portant exécution du Titre III, Chapitre II, de la loi du 23 décembre 2005 relative au pacte de solidarité entre les générations."

**Art. 24.** À l'article 6 de la même loi, les modifications suivantes sont apportées:

1° à l'alinéa 2, la phrase "Le Roi détermine également, dans cet arrêté, les règles spécifiques d'information ainsi que leurs modalités, à respecter lors de l'offre et de la conclusion d'une convention de pension." est remplacée par la phrase suivante: "Le Roi peut déterminer des règles spécifiques d'information ainsi que leurs modalités, à respecter lors de l'offre et de la conclusion d'une convention de pension.";

3° l'article est complété par deux alinéas rédigés comme suit:

"Le Roi peut préciser les règles et la méthodologie à suivre pour le calcul des données qui, en vertu du présent titre, doivent être communiquées aux affiliés, aux rentiers et/ou aux bénéficiaires ou être mises à leur disposition.

La FSMA peut, par voie de règlement, fixer une ou plusieurs présentations standard à utiliser pour les informations qui, en vertu du présent titre, à l'exception du relevé des droits à retraite visé à l'article 10, § 1<sup>er</sup>, doivent être communiquées aux affiliés, aux rentiers et/ou aux bénéficiaires ou être mises à leur disposition, en indiquant leur champ d'application. La FSMA peut déterminer la forme des documents, notamment leur structure, leur longueur, le contenu et l'ordre de leurs rubriques, leurs formulations et leur mise en page, d'une manière uniforme."

**Art. 25.** À l'article 10 de la même loi, les modifications suivantes sont apportées:

1° le paragraphe 1<sup>er</sup> est remplacé par ce qui suit:

" § 1<sup>er</sup>. Pour chaque affilié connu dans la banque de données des pensions complémentaires, Sigedis établit annuellement un document concis intitulé "relevé des droits à retraite", qui comprend les informations spécifiées au paragraphe 1<sup>er</sup>/2. Un relevé des droits à retraite est établi pour chaque affiliation.

Les informations contenues dans le relevé des droits à retraite doivent être précises et à jour.

Tout changement important dans les informations contenues dans le relevé des droits à retraite par rapport à l'année précédente est indiqué clairement.";

2° il est inséré un paragraphe 1<sup>er</sup>/1 rédigé comme suit:

" § 1<sup>er</sup>/1. Chaque année, Sigedis envoie sans frais le relevé des droits à retraite à la boîte aux lettres électronique sécurisée de la sécurité sociale (e-Box) des affiliés concernés et le place également dans leur environnement de documents sur le site web [www.mypension.be](http://www.mypension.be).

Pour les affiliés qui ont enregistré une adresse e-mail sur le site web [www.mypension.be](http://www.mypension.be) ou sur leur boîte aux lettres électronique sécurisée de la sécurité sociale (e-Box), Sigedis envoie une notification à cette adresse e-mail à l'occasion de cet envoi annuel pour informer la personne concernée des nouvelles informations disponibles.

Sigedis envoie également tous les relevés des droits à retraite sans frais à l'organisme de pension concerné, en précisant pour chaque relevé des droits à retraite si l'affilié concerné a été informé par courrier électronique comme indiqué à l'alinéa 2 et si l'affilié concerné a payé une contribution l'année précédente. L'organisme de pension fournit alors sans frais le relevé des droits à retraite aux affiliés qui ont payé une contribution l'année précédente et qui n'ont pas été informés par courrier électronique comme indiqué à l'alinéa 2.";

Titel 3. — *Wijzigingen van de wet van 6 december 2018 tot instelling van een vrij aanvullend pensioen voor de werknemers en houdende diverse bepalingen inzake aanvullende pensioenen*

**Art. 23.** Artikel 2 van de wet van 6 december 2018 tot instelling van een vrij aanvullend pensioen voor de werknemers en houdende diverse bepalingen inzake aanvullende pensioenen, wordt aangevuld met de bepalingen onder 17°, 18° en 19°, luidende:

"17° rentegenieter: een persoon die periodieke prestaties ontvangt die onder het toepassingsgebied van deze wet en haar uitvoeringsbesluiten vallen;

18° duurzame drager: een hulpmiddel dat een aangeslotene of rentegenieter in staat stelt om persoonlijk aan hem of haar meegedeelde of ter beschikking gestelde informatie op zodanige wijze op te slaan dat deze gedurende een voor het doel van de informatie toereikende periode kan worden geraadpleegd en waarmee de opgeslagen informatie ongewijzigd kan worden gereproduceerd;

19° Sigedis: de vzw Sigedis, opgericht overeenkomstig artikel 12 van het koninklijk besluit van 12 juni 2006 tot uitvoering van Titel III, Hoofdstuk II, van de wet van 23 december 2005 betreffende het generatiepact."

**Art. 24.** In artikel 6 van dezelfde wet, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het tweede lid wordt de zin "De Koning bepaalt in dit besluit eveneens de specifieke regels inzake informatieverstrekking en hun modaliteiten die nageleefd moeten worden bij het aanbieden of het afsluiten van een pensioenovereenkomst." vervangen als volgt: "De Koning kan specifieke regels bepalen inzake informatieverstrekking en hun modaliteiten die nageleefd moeten worden bij het aanbieden of het afsluiten van een pensioenovereenkomst.";

2° het artikel wordt aangevuld met twee leden, luidende:

"De Koning kan de nadere regels en de methodologie vaststellen voor de berekening van de gegevens die op basis van deze Titel moeten worden ter beschikking gesteld of meegedeeld aan de aangeslotenen, de rentegenieters en/of de begunstigten.

De FSMA kan bij reglement één of meerdere gestandaardiseerde presentatiewijze(n) bepalen voor de informatie die op basis van deze Titel, met uitzondering van het pensioenoverzicht zoals bedoeld in artikel 10, § 1, moet worden ter beschikking gesteld of meegedeeld aan de aangeslotenen, de rentegenieters en/of de begunstigten, met opgave van het toepassingsgebied ervan. De FSMA kan de vormgeving van de documenten, waaronder de structuur, de lengte, de inhoud en de volgorde van de rubrieken, de bewoordingen en de layout op een uniforme wijze vaststellen."

**Art. 25.** In artikel 10 van dezelfde wet, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° paragraaf 1 wordt vervangen als volgt:

" § 1. Sigedis stelt voor elke in de databank aanvullende pensioenen gekende aangeslotene jaarlijks een beknopt document op dat de titel "pensioenoverzicht" draagt en waarin de in paragraaf 1/2 bepaalde gegevens zijn opgenomen. Een pensioenoverzicht wordt opgesteld per aansluiting.

De informatie in het pensioenoverzicht moet nauwkeurig en bijgewerkt zijn.

Elke wezenlijke wijziging in de in het pensioenoverzicht opgenomen informatie ten opzichte van het voorgaande jaar wordt duidelijk aangegeven.";

2° er wordt een paragraaf 1/1 ingevoegd, luidende:

" § 1/1. Sigedis stuurt jaarlijks kosteloos het pensioenoverzicht naar de beveiligde elektronische brievenbus van de sociale zekerheid (e-Box) van de betrokken aangeslotenen en plaatst het eveneens in hun document-omgeving binnen de website [www.mypension.be](http://www.mypension.be).

Voor de aangeslotenen die een e-mailadres hebben geregistreerd bij de website [www.mypension.be](http://www.mypension.be) of bij hun beveiligde elektronische brievenbus van de sociale zekerheid (e-Box), stuurt Sigedis naar aanleiding van deze jaarlijkse verzending, een notificatie naar dat e-mailadres om de betrokkene te informeren over de nieuwe beschikbare informatie.

Sigedis bezorgt eveneens alle pensioenoverzichten kosteloos aan de betrokken pensioeninstelling met daarbij per pensioenoverzicht de indicatie of de betrokken aangeslotene per e-mail werd geïnformeerd zoals bedoeld in het tweede lid, en of de betrokken aangeslotene het voorgaande jaar een bijdrage heeft betaald. De pensioeninstelling bezorgt daarop kosteloos het pensioenoverzicht aan de aangeslotenen die het voorgaande jaar een bijdrage hebben betaalden die niet per e-mail werden geïnformeerd zoals bedoeld in het tweede lid.";

3° il est inséré un paragraphe 1<sup>er</sup>/2 rédigé comme suit:

” § 1<sup>er</sup>/2. Le relevé des droits à retraite contient au moins les informations suivantes:

1. la date exacte à laquelle les informations figurant dans le relevé des droits à retraite se réfèrent. Il s’agit toujours du 1<sup>er</sup> janvier d’une année déterminée;

2. le montant des réserves acquises au 1<sup>er</sup> janvier de l’année concernée calculées sur la base des données personnelles et des paramètres de la pension complémentaire pris en compte à la dernière date de recalcul prévue à la convention de pension;

3. le cas échéant, toute information concernant des garanties totales ou partielles au titre de la convention de pension et, dans ce cas, l’endroit où trouver de plus amples informations;

4. si les prestations acquises sont calculables, le montant de celles-ci au 1<sup>er</sup> janvier de l’année concernée calculées sur la base des données personnelles et des paramètres de la pension complémentaire pris en compte à la dernière date de recalcul prévue à la convention de pension;

5. le montant au 1<sup>er</sup> janvier de l’année concernée de la prestation attendue, à l’âge légal de la pension de l’affilié, calculée sur la base des hypothèses suivantes:

— l’affilié qui a payé une contribution l’année civile précédente, verse jusqu’à cet âge légal de la pension des contributions égales à celles versées au cours de l’année civile précédente;

— l’affilié qui n’a pas payé de contribution l’année civile précédente, reste affilié jusqu’à cet âge légal de la pension, mais sans versements de contributions supplémentaires;

— les données personnelles et les paramètres de la pension complémentaire pris en compte à la dernière date de recalcul prévue à la convention de pension restent inchangés.

Dans le cas où des scénarios économiques ont une incidence sur le calcul de la prestation attendue, celle-ci doit comprendre le scénario le plus réaliste, un scénario favorable et un scénario défavorable, tenant compte de la nature propre de la convention de pension.

Une clause de non-responsabilité précisant qu’il s’agit de projections qui peuvent différer du montant final des prestations à percevoir est ajoutée;

6. le montant au 1<sup>er</sup> janvier de l’année concernée de la prestation en cas de décès avant l’âge de retraite calculée sur la base des données personnelles et des paramètres de la pension complémentaire pris en compte à la dernière date de recalcul prévue par la convention de pension.

S’il existe une rente d’orphelin ou s’il existe une prestation complémentaire en cas de décès par accident, cela est également précisé;

7. le niveau actuel de financement au 1<sup>er</sup> janvier de l’année concernée des réserves acquises;

8. le montant visé au point 2, relatif au 1<sup>er</sup> janvier de l’année précédente;

9. les éléments qui sont pris en compte pour le calcul des contributions et des montants visés aux points 2 et 4.

Sont à cet égard également indiqués la date de recalcul à laquelle les données personnelles et les paramètres de la pension complémentaire sont pris en compte dans le calcul des montants visés aux points 2, 4, 5 et 6, ainsi que l’âge de retraite et l’âge légal de la pension qui est applicable à l’affilié concerné;

10. des informations sur les contributions qui ont été versées au cours de l’année civile précédente.

Si une partie des contributions est utilisée pour couvrir des charges fiscales et parafiscales ou pour financer des couvertures supplémentaires, ces montants doivent être indiqués séparément;

11. une ventilation des coûts qui ont été déduits par l’organisme de pension au cours de l’année civile précédente et qui ont un impact sur les droits de l’affilié;

12. le rendement qui a été attribué à l’affilié au cours de l’année civile précédente;

13. tout autre montant entrant et sortant autorisé par la loi qui a une incidence sur l’évolution des réserves acquises entre deux années consécutives.

3° er wordt een paragraaf 1/2 ingevoegd, luidende:

” § 1/2. Het pensioenoverzicht bevat ten minste de volgende informatie:

1. de precieze datum waarop de informatie in het pensioenoverzicht betrekking heeft. Het betreft steeds 1 januari van een bepaald jaar;

2. het bedrag van de verworven reserves op 1 januari van het betrokken jaar, berekend op basis van de persoonlijke gegevens en de parameters van het aanvullend pensioen die in aanmerking werden genomen bij de laatste herberekeningsdatum voorzien door de pensioenovereenkomst;

3. indien van toepassing, informatie over volledige of gedeeltelijke garanties uit hoofde van de pensioenovereenkomst en, in voorkomend geval, waar verdere informatie te vinden is;

4. als de verworven prestaties berekenbaar zijn, het bedrag ervan op 1 januari van het betrokken jaar, berekend op basis van de persoonlijke gegevens en de parameters van het aanvullend pensioen die in aanmerking werden genomen bij de laatste herberekeningsdatum voorzien door de pensioenovereenkomst;

5. het bedrag van de verwachte prestatie op de wettelijke pensioenleeftijd van de aangeslotene, op 1 januari van het betrokken jaar, berekend op basis van de volgende veronderstellingen:

— de aangeslotene die het voorgaande kalenderjaar een bijdrage heeft betaald, betaalt verder bijdragen tot aan de pensioenleeftijd en deze bijdragen zijn gelijk aan de bijdragen betaald in het vorige kalenderjaar;

— de aangeslotene die het voorgaande kalenderjaar geen bijdrage heeft betaald, blijft aangesloten tot aan de wettelijke pensioenleeftijd, maar zonder bijkomende bijdragestortingen;

— de persoonlijke gegevens en de parameters van het aanvullend pensioen die in aanmerking genomen werden op de laatste herberekeningsdatum voorzien door de pensioenovereenkomst blijven ongewijzigd.

In het geval economische scenario’s een invloed hebben op de berekening van de verwachte prestatie, moet deze een meest realistisch scenario, een gunstig scenario en een ongunstig scenario omvatten, rekening houdend met de specifieke aard van de pensioenovereenkomst.

Er wordt een waarschuwing toegevoegd dat het gaat om projecties die kunnen verschillen van de definitieve waarde van de te ontvangen uitkeringen;

6. het bedrag van de prestatie bij overlijden vóór de pensioenleeftijd op 1 januari van het betrokken jaar, berekend op basis van de persoonlijke gegevens en de parameters van het aanvullend pensioen die in aanmerking werden genomen op de laatste herberekeningsdatum voorzien in de pensioenovereenkomst.

Indien er een wezenrente bestaat of er een bijkomende prestatie wordt toegekend in geval van overlijden door een ongeval, wordt dit eveneens vermeld;

7. het actuele financieringsniveau van de verworven reserves op 1 januari van het betrokken jaar;

8. het in punt 2 bedoelde bedrag dat betrekking heeft op 1 januari van het voorgaande jaar;

9. de elementen waarmee bij de berekening van de bijdragen en de bedragen onder punten 2 en 4 rekening wordt gehouden.

Hierbij wordt eveneens de herberekeningsdatum vermeld waarop de persoonlijke gegevens en de parameters van het aanvullend pensioen in aanmerking werden genomen bij de berekening van de bedragen bedoeld in punten 2, 4, 5 en 6, alsook de pensioenleeftijd en de wettelijke pensioenleeftijd die op de betrokken aangeslotene van toepassing is;

10. informatie over de bijdragen die het vorige kalenderjaar werden betaald.

Indien een deel van de bijdragen wordt gebruikt tot dekking van fiscale en parafiscale lasten of voor de financiering van bijkomende dekkingen, dienen deze bedragen afzonderlijk te worden vermeld;

11. een uitsplitsing van de kosten die de pensioeninstelling het vorige kalenderjaar heeft ingehouden en die een impact hebben op de rechten van de aangeslotene;

12. het rendement dat het vorige kalenderjaar aan de aangeslotene werd toegekend.

13. de eventuele andere door de wetgeving toegelaten inkomende en uitgaande bedragen die een invloed hebben op de evolutie van de verworven reserves tussen twee opeenvolgende jaren.

Le relevé des droits à retraite doit également indiquer:

— que les montants mentionnés sont des montants bruts et que les prestations, lors de leur versement, seront encore assujetties à des impôts et à des cotisations sociales;

— les coordonnées de la personne à qui ou du service auquel l'affilié peut s'adresser en cas de questions ou de plaintes;

— que l'affilié peut consulter les données relatives à sa (ses) pension(s) complémentaire(s) sur le site web [www.mypension.be](http://www.mypension.be);

— où et comment obtenir des informations supplémentaires, notamment:

- de plus amples informations pratiques sur les options offertes à affilié par la convention de pension;

- les informations contenues dans les comptes et rapports annuels, ainsi que les informations contenues dans la déclaration relative aux principes fondant la politique de placement;

- le cas échéant, des informations sur les hypothèses utilisées pour estimer les montants exprimés en rente, en particulier les règles d'actualisation, le type de prestataire et la durée de la rente;

- des informations sur le niveau des prestations en cas de cessation de versement des contributions;

- des informations complémentaires s'il s'agit d'une convention de pension dans laquelle l'affilié supporte le risque d'investissement et où une option d'investissement est imposée à l'affilié par une règle spécifique prévue dans la convention de pension.”;

4° il est inséré un paragraphe 1<sup>er</sup>/3 rédigé comme suit:

” § 1<sup>er</sup>/3. Le Roi peut déterminer les règles, les hypothèses et la méthodologie à suivre pour le(s) mode(s) de présentation et le calcul des données visées au § 1<sup>er</sup>/2.”;

5° le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit:

” § 2. En vue du versement de la prestation de pension complémentaire, la procédure suivante est applicable:

1. lorsque l'organisme de pension reçoit la notification de Sigedis, telle que visée à l'article 11, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, l'organisme de pension communique à l'affilié les informations visées à l'alinéa 2 dans le délai suivant:

a) au plus tard soixante jours avant la mise à la retraite de l'affilié, si l'organisme de pension reçoit la notification de Sigedis au moins nonante jours avant la mise à la retraite de l'affilié;

b) dans les autres cas, dans les trente jours qui suivent la réception de la notification de Sigedis.

2. lorsque l'organisme de pension reçoit la demande de l'affilié, telle que visée à l'article 11, § 1<sup>er</sup>, alinéa 4 ou 5, l'organisme de pension communique à l'affilié les informations visées à l'alinéa 2 dans un délai de trente jours.

Les informations visées à l'alinéa 1<sup>er</sup> contiennent les données suivantes:

— les prestations qui sont dues, en mentionnant, si nécessaire, qu'un recalcul des prestations sera opéré lors de la mise à la retraite, ce qui implique que le montant effectivement versé peut être différent;

— les options de paiement possibles;

— les données nécessaires au paiement.

— le cas échéant, la notification que, sauf avis contraire, la pension complémentaire sera versée sur le numéro de compte sur lequel est versée la pension légale et pour l'utilisation duquel, dans le cadre du paiement de sa pension complémentaire, l'affilié a donné son accord.

Si l'organisme de pension n'a pas reçu de notification ou de demande telle que visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, il communique à l'affilié qui n'a pas payé de contribution l'année civile précédente, les données visées à l'alinéa 2 au plus tard soixante jours avant que ce dernier n'atteigne l'âge légal de la pension. Le cas échéant, l'organisme de pension informe l'affilié de la possibilité prévue par l'article 11, § 1<sup>er</sup>, alinéa 4.

Le non-respect des délais visés aux alinéas 1<sup>er</sup> et 3 a pour conséquence qu'à partir du lendemain de l'échéance du délai non respecté et jusqu'au jour où les informations visées à l'alinéa 2 sont effectivement communiquées à l'affilié, le taux d'intérêt légal tel que visé à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 5 mai 1865 relative au prêt à l'intérêt, commence à courir de plein droit et sans mise en demeure sur la prestation à octroyer.

Het pensioenoverzicht vermeldt tevens:

— dat de vermelde bedragen bruto bedragen betreffen en de prestaties bij uitkering nog onderhevig zijn aan belastingen en sociale bijdragen;

— de contactgegevens van de persoon of dienst waar de aangeslotene terecht kan met vragen of klachten;

— dat de aangeslotene de gegevens betreffende zijn aanvullend(e) pensioen(en) kan raadplegen op de website [www.mypension.be](http://www.mypension.be);

— waar en hoe aanvullende informatie kan worden verkregen, onder meer over:

- verdere praktische informatie over de opties waarover de aangeslotene in het kader van de pensioenovereenkomst beschikt;

- de in de jaarrekeningen, jaarverslagen en in de verklaring inzake de beleggingsbeginselen vermelde informatie;

- indien van toepassing, informatie over de gehanteerde hypothesen voor in rente uitgedrukte bedragen, met name over de actualisatieregels, het soort aanbieder en de duur van de rente;

- informatie over de hoogte van de uitkeringen in geval van beëindiging van de bijdragebetaling;

- aanvullende informatie indien het een pensioenovereenkomst betreft waarbij de aangeslotene het beleggingsrisico draagt en waarbij een beleggingsmogelijkheid krachtens een in het kader van de pensioenovereenkomst vastgelegde specifieke regel aan de aangeslotene wordt opgelegd.”;

4° er wordt een paragraaf 1/3 ingevoegd, luidende:

” § 1/3. De Koning kan de voorschriften, hypothesen en methodologie bepalen voor de voorstellingswijze(n) en de berekening van de gegevens vermeld in § 1/2.”;

5° paragraaf 2 wordt vervangen als volgt:

” § 2. Met het oog op de uitbetaling van de aanvullende pensioenprestatie geldt de volgende procedure:

1. indien de pensioeninstelling de kennisgeving van Sigedis ontvangt, zoals bedoeld in artikel 11, § 1, derde lid, deelt de pensioeninstelling aan de aangeslotene de informatie bedoeld in het tweede lid mee binnen de volgende termijn:

a) ten laatste zestig dagen vóór de pensionering van de aangeslotene, indien de pensioeninstelling de kennisgeving van Sigedis minstens negentig dagen vóór de pensionering van de aangeslotene ontvangt;

b) in de andere gevallen, binnen de dertig dagen na de ontvangst van de kennisgeving van Sigedis.

2. indien de pensioeninstelling het verzoek van de aangeslotene, zoals bedoeld in artikel 11, § 1, vierde of vijfde lid, ontvangt, deelt de pensioeninstelling binnen de dertig dagen aan de aangeslotene de informatie bedoeld in het tweede lid mee.

De informatie zoals bedoeld in het eerste lid bevat de volgende gegevens:

— de prestaties die verschuldigd zijn, met, indien nodig, de vermelding dat een herberekening van de prestaties zal gebeuren op het ogenblik van de pensionering waardoor het effectief uitgekeerde bedrag kan verschillen;

— de mogelijke uitbetalingswijzen;

— de noodzakelijke gegevens voor de uitbetaling

— desgevallend, de mededeling dat, behoudens tegenbericht, het aanvullend pensioen zal worden uitbetaald op het rekeningnummer waarop het wettelijk pensioen wordt betaald en voor het gebruik waarvan in het kader van de uitbetaling van zijn aanvullend pensioen de aangeslotene zijn akkoord heeft gegeven.

Indien de pensioeninstelling geen kennisgeving of verzoek heeft ontvangen zoals bedoeld in het eerste lid, deelt zij aan de aangeslotene die het voorgaande kalenderjaar geen bijdrage heeft betaald, de in het tweede lid bedoelde gegevens mee uiterlijk zestig dagen vóór het berekenen van diens wettelijke pensioenleeftijd. Indien van toepassing licht de pensioeninstelling de aangeslotene in over de mogelijkheid voorzien in artikel 11, § 1, vierde lid.

De niet-naleving van de termijnen bedoeld in het eerste en het derde lid heeft tot gevolg dat, vanaf de dag volgend op het verstrijken van de niet-nageleefde termijn tot op de dag van de effectieve mededeling van de in het tweede lid bedoelde gegevens aan de aangeslotene, van rechtswege en zonder ingebrekestelling de wettelijke intrestvoet zoals bepaald in artikel 2, § 1, van de wet van 5 mei 1865 betreffende de lening tegen intrest, begint te lopen op de uit te keren prestatie.

À condition que:

— les prestations acquises ou, à défaut, les réserves acquises, soient inférieures au montant déterminé conformément à l'article 32, § 1<sup>er</sup>, alinéas 4 et 5, de la loi du 28 avril 2003 relative aux pensions complémentaires et au régime fiscal de celles-ci et de certains avantages complémentaires en matière de sécurité sociale, et que;

— le numéro de compte sur lequel sera versée la pension légale de l'affilié soit disponible dans le réseau de la sécurité sociale et que l'affilié ait donné son accord pour son utilisation dans le cadre du paiement de sa pension complémentaire;

dans les cas visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1. et l'alinéa 3, et par dérogation à l'alinéa 2, l'information peut être limitée aux mentions suivantes:

— les prestations qui sont dues, en mentionnant, si nécessaire, qu'un recalcul des prestations sera opéré lors de la mise à la retraite, ce qui implique que le montant effectivement versé peut être différent;

— la notification que la pension complémentaire sera versée sur le numéro de compte sur lequel est versée la pension légale.

À condition que l'affilié ait enregistré une adresse e-mail sur le site web [www.mypension.be](http://www.mypension.be) ou sur sa boîte aux lettres électronique sécurisée de la sécurité sociale (e-Box), la communication d'informations visée à l'alinéa 5 est remplacée par une communication électronique d'informations par Sigedis.

Sigedis informe l'organisme de pension concerné de cette communication et la date de celle-ci.;

6° il est inséré un paragraphe 2/1 rédigé comme suit:

"§ 2/1. Dans les trente jours qui suivent la notification à l'organisme de pension du décès de l'affilié par Sigedis, ou à défaut de cette notification, sur présentation d'un document probant, par un bénéficiaire ou de toute autre manière, l'organisme de pension communique au(x) bénéficiaire(s) les informations suivantes:

- les prestations qui sont dues;
- les options de paiement possibles;
- les données nécessaires au paiement.

Le délai prévu à l'alinéa 1<sup>er</sup> est suspendu si l'organisme de pension ne dispose pas de données suffisantes pour identifier ou localiser un ou plusieurs bénéficiaires. L'organisme de pension prend toutes les mesures raisonnables pour obtenir ces données dans le délai le plus court possible, après quoi le délai défini à l'alinéa 1<sup>er</sup> reprend. Afin d'identifier et de rechercher les personnes ayant la qualité de bénéficiaire conformément à la convention de pension, l'organisme de pension recueille le cas échéant les données d'identification des personnes concernées auprès de Sigedis.

Si l'organisme de pension constate, après avoir reçu du (des) bénéficiaire(s) les données nécessaires au paiement visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>, que des renseignements complémentaires sont requis vu la nature et le contenu de ces informations, l'organisme de pension le fait savoir dans un délai de trente jours.

Dans un délai de trente jours à compter de la réception de toutes les informations nécessaires, telles que décrites aux alinéas 1<sup>er</sup> et 3, l'organisme de pension procède au versement de la prestation à octroyer. Ce délai est suspendu si le versement ne peut pas s'effectuer pour une raison étrangère à l'organisme de pension. Le délai commence à courir à nouveau lorsque la raison cesse d'exister. L'organisme de pension doit démontrer à l'aide du dossier le motif pour lequel le délai a été le cas échéant suspendu et il doit prouver que cette suspension est en conformité avec la loi.

Le non-respect des délais visés aux alinéas 1<sup>er</sup>, 3 et 4, a pour conséquence qu'à partir du lendemain de l'échéance du délai non respecté et jusqu'au jour où les renseignements nécessaires tels que décrits aux alinéas 1<sup>er</sup> et 3, sont demandés ou jusqu'au jour du versement effectif par l'organisme de pension tel que décrit à l'alinéa 4, le taux d'intérêt légal tel que visé à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 5 mai 1865 relative au prêt à l'intérêt, commence à courir de plein droit et sans mise en demeure sur la prestation à octroyer.

Les informations visées aux alinéas 1<sup>er</sup> et 3 doivent être raisonnables et pertinentes en vue du règlement du versement de la prestation.;

Op voorwaarde dat:

— de verworven prestaties, of bij ontstentenis de verworven reserves, minder bedragen dan het bedrag vastgesteld overeenkomstig art. 32, § 1, vierde en vijfde lid, van de wet van 28 april 2003 betreffende de aanvullende pensioenen en het belastingstelsel van die pensioenen en van sommige aanvullende voordelen inzake sociale zekerheid, en dat;

— het rekeningnummer waarop het wettelijk pensioen van de aangeslotene zal worden betaald beschikbaar is in het netwerk van de sociale zekerheid en de aangeslotene zijn akkoord heeft gegeven voor het gebruik ervan in het kader van de uitbetaling van zijn aanvullend pensioen;

kan, in de gevallen bedoeld in het eerste lid, 1. en in het derde lid, en in afwijking van het tweede lid, de informatie worden beperkt tot de volgende vermeldingen:

— de prestaties die verschuldigd zijn, met, indien nodig, de vermelding dat een herberekening van de prestaties zal gebeuren op het ogenblik van de pensioenering waardoor het effectief uitgekeerde bedrag kan verschillen;

— de mededeling dat het aanvullend pensioen zal worden uitbetaald op het rekeningnummer waarop het wettelijk pensioen wordt betaald.

Op voorwaarde dat de aangeslotene een e-mailadres heeft geregistreerd bij de website [www.mypension.be](http://www.mypension.be) of bij zijn beveiligde elektronische brievenbus van de sociale zekerheid (e-Box) wordt de in het vijfde lid bedoelde informatieverstrekking vervangen door een informatievertrekking langs elektronische weg door Sigedis.

Sigedis brengt de betrokken pensioeninstelling op de hoogte van deze informatieverstrekking en de datum ervan.;

6° er wordt een paragraaf 2/1 ingevoegd, luidende:

"§ 2/1. Binnen de dertig dagen nadat de pensioeninstelling op de hoogte is gebracht van het overlijden van de aangeslotene door Sigedis, of bij gebrek aan deze kennisgeving, aan de hand van een bewijskrachtig middel, door een begunstigde of op een andere wijze, deelt de pensioeninstelling aan de begunstigde(n) de volgende informatie mee:

- de prestaties die verschuldigd zijn;
- de mogelijke uitbetalingswijzen;
- de noodzakelijke gegevens voor de uitbetaling.

De termijn in het eerste lid wordt opgeschort indien de pensioeninstelling niet over voldoende gegevens beschikt om één of meerdere van de begunstigten te identificeren of te lokaliseren. De pensioeninstelling neemt alle redelijke maatregelen om binnen de kortst mogelijke termijn deze gegevens te bekomen, waarna de termijn bepaald in het eerste lid herneemt. Ter identificatie en opsporing van de personen die overeenkomstig de pensioenovereenkomst de hoedanigheid van begunstigde hebben, vraagt de pensioeninstelling desgevallend de identificatiegegevens van de betrokkenen op bij Sigedis.

Indien de pensioeninstelling, na de noodzakelijke gegevens voor de uitbetaling te hebben ontvangen van de begunstigde(n), zoals bedoeld in het eerste lid, vaststelt dat gezien de aard of de inhoud van deze informatie bijkomende inlichtingen vereist zijn, deelt de pensioeninstelling dit binnen een termijn van dertig dagen mee.

Binnen de termijn van dertig dagen na de ontvangst van alle nodige informatie zoals omschreven in het eerste en het derde lid, gaat de pensioeninstelling over tot de uitbetaling van de prestatie. Deze termijn wordt opgeschort indien omwille van een aan de pensioeninstelling externe oorzaak de uitbetaling niet kan plaatsvinden. De termijn begint opnieuw te lopen wanneer de oorzaak ophoudt te bestaan. De pensioeninstelling moet aan de hand van het dossier aantonen waarom de termijn desgevallend is geschorst en bewijzen dat deze schorsing in overeenstemming is met de wet.

De niet-naleving van de termijnen bedoeld in het eerste, derde en vierde lid, heeft tot gevolg dat, vanaf de dag volgend op het verstrijken van de niet-nageleefde termijn en tot op de dag van het opvragen van de nodige inlichtingen zoals beschreven in het eerste en derde lid, of van de effectieve uitbetaling door de pensioeninstelling zoals beschreven in het vierde lid, van rechtswege en zonder ingebrekestelling de wettelijke intrestvoet zoals bepaald in artikel 2, § 1, van de wet van 5 mei 1865 betreffende de lening tegen intrest, begint te lopen op de uit te keren prestatie.

De informatie bedoeld in het eerste en derde lid moet redelijk en relevant zijn met het oog op het regelen van de uitbetaling van de prestatie.;

7° dans le paragraphe 3, alinéa 1<sup>er</sup>, les modifications suivantes sont apportées:

— les mots “aux paragraphes 1<sup>er</sup> et 2” sont remplacés par les mots “aux paragraphes 1<sup>er</sup> à 2/1”;

— dans le 2°, les mots “le nom, l’adresse de contact et” sont insérés entre les mots “en ce compris” et les mots “le numéro BCE”;

8° les paragraphes 4 et 5 sont abrogés;

9° le paragraphe 6 est remplacé par ce qui suit:

“ § 6. L’organisme de pension communique à Sigedis les données nécessaires à l’établissement du relevé des droits à retraite visé au § 1<sup>er</sup>, ainsi qu’à l’information visée à l’article 306, § 2, 5°, de la loi-programme (I) du 27 décembre 2006.”.

**Art. 26.** Dans l’article 11, § 1<sup>er</sup>, de la même loi les modifications suivantes sont apportées:

1° dans l’alinéa 1<sup>er</sup>, la phrase “Les prestations sont calculées à la date de mise à la retraite de l’affilié et payées au plus tard dans les trente jours qui suivent la communication par l’affilié à l’organisme de pension des données nécessaires au paiement.” est remplacée par la phrase suivante: “Les prestations sont calculées à la date de mise à la retraite de l’affilié et payées au plus tard dans les trente jours qui suivent la mise à la retraite de l’affilié ou dans les trente jours qui suivent la communication par l’affilié et/ou Sigedis à l’organisme de pension des données nécessaires au paiement, la date la plus tardive étant retenue.”;

2° dans l’alinéa 3, les mots “L’asbl SIGeDIS, créée conformément à l’article 12 de l’arrêté royal du 12 juin 2006 portant exécution du Titre III, Chapitre II, de la loi du 23 décembre 2005 relative au pacte de solidarité entre les générations” sont remplacés par le mot “Sigedis”;

3° le paragraphe est complété par deux alinéas rédigés comme suit:

“À partir du 1<sup>er</sup> janvier 2025 au plus tard, si l’affilié fait connaître sans ambiguïté sa demande visée à l’alinéa 4 via [www.mypension.be](http://www.mypension.be), Sigedis sera tenue d’en informer sans délai l’organisme de pension concerné.

Le non-respect du délai visé à l’alinéa 1<sup>er</sup> a pour conséquence qu’à partir du lendemain de l’échéance du délai non respecté et jusqu’au jour du paiement effectif de la prestation par l’organisme de pension, tel que visé à l’alinéa 1<sup>er</sup>, le taux d’intérêt légal tel que visé à l’article 2, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 5 mai 1865 relative au prêt à l’intérêt, commence à courir de plein droit et sans mise en demeure sur la prestation à octroyer.”.

**Art. 27.** § 1<sup>er</sup>. Dans le Titre 2, Chapitre 5, de la même loi, il est inséré une Section 1re, comportant l’article 13, intitulée:

“Section 1re - Déclaration sur les principes de la politique de placement”.

§ 2. Dans l’article 13 de la même loi, l’alinéa 4 est abrogé.

**Art. 28.** Dans le Titre 2, Chapitre 5, de la même loi, il est inséré, après l’article 13, une Section 2 intitulée:

“Section 2 - Dispositions générales en matière de fourniture d’informations”.

**Art. 29.** Dans la Section 2, insérée par l’article 28, il est inséré un article 13/1, rédigé comme suit:

“ § 1<sup>er</sup>. Les informations visées au présent Titre sont:

1. mises à jour régulièrement;
2. rédigées de manière claire, dans un langage non ambigu, succinct et compréhensible, en évitant le jargon et l’emploi de termes techniques lorsque des mots du langage courant peuvent être utilisés à la place;
3. établies d’une manière non trompeuse, en veillant à ce que leur vocabulaire et leur contenu soient cohérents;
4. présentées d’une manière qui en rend la lecture aisée;
5. établies dans une langue officielle;
6. conservées sur un support durable et, selon le cas, communiquées ou mises à disposition gratuitement sur papier, via le site [www.mypension.be](http://www.mypension.be) ou par toute autre voie électronique. Si les informations ont été transmises ou mises à disposition par voie électronique, les destinataires peuvent demander à recevoir, en sus des informations sous format électronique, une copie papier qui leur sera fournie gratuitement.

7° in paragraaf 3, eerste lid, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

— de woorden “de paragrafen 1 en 2” worden vervangen door de woorden “de paragrafen 1 tot en met 2/1”;

— in de bepaling onder 2° worden de woorden “de naam, het contactadres en” ingevoegd tussen de woorden “met inbegrip van” en de woorden “het KBO-nummer”;

8° de paragrafen 4 en 5 worden opgeheven;

9° paragraaf 6 wordt vervangen als volgt:

“ § 6. De pensioeninstelling deelt aan Sigedis de gegevens mee die noodzakelijk zijn voor de opstelling van het in § 1 bedoelde pensioenoverzicht, alsook voor de in artikel 306, § 2, 5°, van de programmawet (I) van 27 december 2006 bedoelde informatieverstrekking.”.

**Art. 26.** In artikel 11, § 1, van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid wordt de zin “De prestaties worden berekend op de datum van de pensionering van de aangeslotene en uitbetaald ten laatste binnen de dertig dagen die volgen op de mededeling van de voor de uitbetaling noodzakelijke gegevens aan de pensioeninstelling door de aangeslotene.” vervangen als volgt: “De prestaties worden berekend op de datum van de pensionering van de aangeslotene en uitbetaald ten laatste binnen de dertig dagen na de pensionering van de aangeslotene of, wanneer dit later is, binnen de dertig dagen die volgen op de mededeling van de voor de uitbetaling noodzakelijke gegevens aan de pensioeninstelling door de aangeslotene en/of Sigedis.”;

2° in het derde lid, worden de woorden “De vzw SIGeDIS, opgericht overeenkomstig artikel 12 van het koninklijk besluit van 12 juni 2006 tot uitvoering van Titel III, Hoofdstuk II, van de wet van 23 december 2005 betreffende het generatiepact,” vervangen door het woord “Sigedis”;

3° de paragraaf wordt aangevuld met twee leden, luidende:

“Ten laatste vanaf 1 januari 2025 zal, indien de aangeslotene zijn verzoek zoals bedoeld in het vierde lid, ondubbelzinnig kenbaar maakt via [www.mypension.be](http://www.mypension.be), Sigedis ertoe gehouden zijn de betrokken pensioeninstelling hiervan onverwijld op de hoogte te brengen.

De niet-naleving van de termijn bedoeld in het eerste lid heeft tot gevolg dat, vanaf de dag volgend op het verstrijken van de niet-nageleefde termijn tot op de dag van de effectieve uitbetaling van de prestatie door de pensioeninstelling, zoals bedoeld in het eerste lid, van rechtswege en zonder ingebrekestelling de wettelijke intrestvoet zoals bepaald in artikel 2, § 1, van de wet van 5 mei 1865 betreffende de lening tegen intrest, begint te lopen op de uit te keren prestaties.”.

**Art. 27.** § 1. In Titel 2, Hoofdstuk 5, van dezelfde wet, wordt een Afdeling 1 ingevoegd die het artikel 13 bevat, luidende:

“Afdeling 1 - Verklaring met de beginselen van het beleggingsbeleid”.

§ 2. In artikel 13 van dezelfde wet, wordt het vierde lid opgeheven.

**Art. 28.** In Titel 2, Hoofdstuk 5, van dezelfde wet, wordt na het artikel 13 een Afdeling 2 ingevoegd, luidende:

“Afdeling 2 - Algemene bepalingen inzake informatie-verstrekking”.

**Art. 29.** In Afdeling 2, ingevoegd bij artikel 28, wordt een artikel 13/1 ingevoegd, luidende:

“ § 1. De informatie bedoeld in deze Titel wordt:

1. regelmatig bijgewerkt;
2. op een duidelijke wijze geschreven in een heldere, bondige en begrijpelijke taal, waarbij jargon en technische termen worden vermeden indien in plaats daarvan alledaagse woorden kunnen worden gebruikt;
3. opgesteld op een wijze die niet misleidend is. Er wordt zorg gedragen voor de consistentie, zowel wat woordgebruik als wat inhoud betreft;
4. op zodanige wijze gepresenteerd dat zij gemakkelijk leesbaar is;
5. opgesteld in een officiële taal;
6. bewaard op een duurzame drager en, naar gelang het geval, kosteloos meegedeeld of ter beschikking gesteld op papier, via de website [www.mypension.be](http://www.mypension.be) of op een andere elektronische wijze. Indien de informatie op elektronische wijze wordt meegedeeld of ter beschikking gesteld, kunnen de bestemmingen verzoeken om naast de informatie in elektronische vorm, ook kosteloos een papieren afschrift te ontvangen.

§ 2. L'organisme de pension peut mettre à disposition via le site web [www.mypension.be](http://www.mypension.be) les documents contenant des informations prescrites par le présent Titre.

L'organisme de pension peut pour tout ou partie être déchargé des obligations d'information individuelles à l'égard des affiliés, des rentiers et/ou des bénéficiaires, imposées par le présent titre, pour autant que Sigedis s'engage, sur la base d'une convention avec l'organisateur ou l'organisme de pension, à reprendre ces obligations."

**Art. 30.** Dans le Titre 2, Chapitre 5, de la même loi, il est inséré, après l'article 13/1, insérée par l'article 29, une Section 3 intitulée:

"Section 3 - Informations à fournir avant l'affiliation".

**Art. 31.** Dans la Section 3 insérée par l'article 30, il est inséré un article 13/2 rédigé comme suit:

L'organisme de pension communique les données suivantes aux affiliés potentiels avant la conclusion de la convention de pension:

1° les options pertinentes prévues par la convention de pension, y compris les options d'investissement;

2° les caractéristiques pertinentes de la convention de pension, y compris le type de prestations;

3° si et de quelle manière les facteurs environnementaux, climatiques, sociaux et de gouvernance d'entreprise sont pris en considération dans la stratégie d'investissement;

4° où il est possible de trouver des informations supplémentaires, notamment sur le site web [www.mypension.be](http://www.mypension.be).

Lorsque les affiliés supportent le risque d'investissement ou qu'ils peuvent prendre des décisions en matière de placements, les informations suivantes sont également communiquées:

1. les performances que les investissements liés à l'ensemble des conventions de pension tel que visé à l'article 14, § 1, alinéa 1<sup>er</sup>, ont réalisées dans le passé sur une période minimale de cinq ans ou sur toute la période de fonctionnement de ces conventions de pension si elle est inférieure à cinq ans;

2. la structure des coûts supportés par les affiliés.

**Art. 32.** Dans le Titre 2, Chapitre 5, de la même loi, il est inséré, après l'article 13/2, insérée par l'article 31, une Section 4 intitulée:

"Section 4 - Informations à fournir aux affiliés et aux rentiers".

**Art. 33.** Dans la Section 4, insérée par l'article 32, il est inséré un article 13/3 rédigé comme suit:

"L'organisme de pension met à la disposition des affiliés et des rentiers les informations suivantes sur les conditions de la convention de pension:

1° le nom de l'organisme de pension, l'État membre dans lequel l'organisme de pension est enregistré ou agréé et le nom de l'autorité compétente;

2° les droits et obligations des parties à la convention de pension;

3° les conditions concernant les garanties totales ou partielles au titre de la convention de pension ou d'un niveau donné de prestations ou, lorsque aucune garantie n'est prévue au titre de la convention de pension, une déclaration à cet effet;

4° les mécanismes de protection des droits accumulés et les mécanismes de réduction des prestations, le cas échéant;

5° les options à la disposition des affiliés et des rentiers pour obtenir le versement de leurs prestations;

6° lorsqu'un affilié ou un rentier a le droit de transférer des droits à retraite, des informations supplémentaires sur les modalités d'un tel transfert;

7° pour les conventions de pension dans lesquels les affiliés ou les rentiers supportent un risque d'investissement et qui prévoient plusieurs options avec différents profils d'investissement:

— les conditions en ce qui concerne l'éventail des options d'investissement disponibles;

— le cas échéant, l'option d'investissement par défaut;

§ 2. De pensioeninstelling kan via de website [www.mypension.be](http://www.mypension.be) documenten ter beschikking stellen die informatie bevatten zoals voorgeschreven in deze Titel.

De pensioeninstelling kan geheel of gedeeltelijk worden ontheven van de individuele informatieverplichtingen aan de aangeslotenen, rentegenieters en/of begunstigden voorzien in deze titel, voor zover Sigedis zich er op grond van een overeenkomst met de pensioeninstelling toe verbindt om de verplichtingen over te nemen."

**Art. 30.** In Titel 2, Hoofdstuk 5, van dezelfde wet, wordt na het artikel 13/1, ingevoegd bij artikel 29, een Afdeling 3 ingevoegd, luidende:

"Afdeling 3 - Informatie vóór de aansluiting".

**Art. 31.** In Afdeling 3, ingevoegd bij artikel 30, wordt een artikel 13/2 ingevoegd, luidende:

De pensioeninstelling deelt de volgende gegevens mee aan de potentiële aangeslotenen vóór zij de pensioenovereenkomst onderschrijven:

1° de relevante opties die zijn voorzien in de pensioenovereenkomst, met inbegrip van de beleggingsopties;

2° de relevante kenmerken van de pensioenovereenkomst, waaronder de soort uitkeringen;

3° of en hoe in het kader van de beleggingsstrategie rekening wordt gehouden met milieu-, klimaat-, sociale en corporate governancefactoren;

4° waar verdere informatie beschikbaar is, onder meer met verwijzing naar de website [mypension.be](http://mypension.be).

Indien de aangeslotenen een beleggingsrisico dragen of beleggingsbeslissingen kunnen nemen, wordt eveneens volgende informatie meegedeeld:

1. de resultaten die de beleggingen van het geheel van pensioenovereenkomsten zoals bedoeld in artikel 14, § 1, eerste lid, in het verleden hebben behaald over ten minste de afgelopen vijf jaar, of de hele periode gedurende dewelke deze pensioenovereenkomsten zijn uitgevoerd indien die minder dan vijf jaar is;

2. de structuur van de kosten die door de aangeslotenen worden gedragen.

**Art. 32.** In Titel 2, Hoofdstuk 5, van dezelfde wet, wordt na het artikel 13/2, ingevoegd bij artikel 31, een Afdeling 4 ingevoegd, luidende:

"Afdeling 4 - Informatie aan de aangeslotenen en de rentegenieters".

**Art. 33.** In Afdeling 4, ingevoegd bij artikel 32, wordt een artikel 13/3 ingevoegd, luidende:

"De pensioeninstelling stelt volgende informatie over de voorwaarden van de pensioenovereenkomst ter beschikking van de aangeslotenen en de rentegenieters:

1° de naam van de pensioeninstelling, de lidstaat waar de pensioeninstelling geregistreerd is of een vergunning heeft gekregen en de naam van de bevoegde autoriteit;

2° de rechten en plichten van de bij de pensioenovereenkomst betrokken partijen;

3° de voorwaarden betreffende volledige of gedeeltelijke garanties uit hoofde van de pensioenovereenkomst of op een bepaalde hoogte van de uitkeringen, of een verklaring daarover wanneer er geen garantie uit hoofde van de pensioenovereenkomst is voorzien;

4° de mechanismen ter bescherming van de opgebouwde pensioenrechten of de mechanismen ter verlaging van de uitkering, indien van toepassing;

5° de opties waarover de aangeslotenen en de rentegenieters beschikken bij het innen van hun prestaties;

6° indien een aangeslotene of rentegenieter het recht heeft om pensioenrechten over te dragen, verdere informatie over de regelingen voor die overdracht;

7° bij pensioenovereenkomsten waarbij de aangeslotenen of rentegenieters een beleggingsrisico dragen en waarbij meerdere beleggingsmogelijkheden met verschillende beleggingsprofielen worden geboden:

— de voorwaarden die aan het scala aan beschikbare beleggingsmogelijkheden verbonden zijn;

— indien van toepassing, de standaard beleggingsmogelijkheid;

— les dispositions de la convention de pension régissant l'attribution d'un affilié donné à une option d'investissement.

Toute information pertinente concernant d'éventuelles modifications des informations visées à l'alinéa 1<sup>er</sup> est mise à la disposition des affiliés et des rentiers ou de leurs représentants dans un délai raisonnable.”

**Art. 34.** Dans l'article 14, § 1<sup>er</sup>, de la même loi, les modifications suivantes sont apportées:

1<sup>o</sup> l'alinéa 1<sup>er</sup> est remplacé par ce qui suit:

“L'organisme de pension rédige chaque année un rapport sur la gestion de l'ensemble des conventions de pension qui, en ce qui concerne le contenu des éléments visés à l'alinéa 2, sont semblables. Ce rapport de transparence est mis à la disposition des affiliés et des rentiers.”;

2<sup>o</sup> à l'alinéa 2, le 1<sup>o</sup> est remplacé par ce qui suit:

“le profil d'investissement, y compris la stratégie d'investissement à long et à court terme, la mesure dans laquelle sont pris en compte les facteurs environnementaux, climatiques, sociaux et de gouvernance d'entreprise, ainsi que la nature des risques financiers supportés par les affiliés et les rentiers.”;

3<sup>o</sup> au même alinéa, le 2<sup>o</sup> est complété par la phrase suivante:

“Lorsque les affiliés supportent le risque d'investissement ou qu'ils peuvent prendre des décisions en matière de placements, les performances que les investissements liés aux conventions de pension concernées ont réalisées dans le passé sur une période minimale de cinq ans ou sur toute la période de fonctionnement de ces conventions de pension si elle est inférieure à cinq ans.”.

**Art. 35.** Dans l'article 14, § 2, de la même loi, les modifications suivantes sont apportées:

1<sup>o</sup> à l'alinéa 1<sup>er</sup>, la phrase introductive “L'organisme de pension remet sur simple demande, à l'affilié, à ses ayants droit ou à ses représentants:” est remplacé par la phrase suivante: “L'organisme de pension remet sur simple demande, aux affiliés, aux rentiers ou à leurs représentants:”;

2<sup>o</sup> l'alinéa 1<sup>er</sup> est complété par un 4<sup>o</sup> rédigé comme suit:

“4<sup>o</sup> toute autre information sur les hypothèses utilisées pour établir les projections visées à l'article 10, § 1<sup>er</sup>/2, alinéa 1<sup>er</sup>, point 5.”;

3<sup>o</sup> l'alinéa 2 est abrogé.

**Art. 36.** Dans le Titre 2, Chapitre 5, de la même loi, il est inséré, après l'article 14, une Section 5 intitulée:

“Section 5 - Informations supplémentaires à fournir aux rentiers”.

**Art. 37.** Dans la Section 5, insérée par l'article 36, il est inséré un article 14/1 rédigé comme suit:

“L'organisme de pension communique régulièrement aux rentiers les informations relatives aux prestations qui leur sont dues et aux options de versement correspondantes.

L'organisme de pension communique aux rentiers sans délai qu'une décision définitive a été prise conduisant à une réduction du niveau des prestations qui leur sont dues, et au plus tard trois mois avant que cette décision ne soit mise en œuvre.

Lorsqu'un niveau important de risque d'investissement est supporté par les rentiers au cours de la phase de versement, l'organisme de pension communique régulièrement aux rentiers des informations appropriées.”.

Titre 4. — *Modifications de la loi-programme (I) du 24 décembre 2002*

**Art. 38.** L'article 42 de la loi-programme (I) du 24 décembre 2002, modifié en dernier lieu par la loi du 18 février 2018, est complété par les 17<sup>o</sup>, 18<sup>o</sup> et 19<sup>o</sup> rédigés comme suit:

17<sup>o</sup> rentier: toute personne qui reçoit des prestations périodiques tombant dans le champ d'application de la présente loi et de ses arrêtés d'exécution;

18<sup>o</sup> support durable: un instrument permettant à un affilié ou à un rentier de stocker des informations qui lui sont communiquées ou sont mises à sa disposition, personnellement, d'une manière permettant de s'y reporter à l'avenir et pendant un laps de temps adapté aux fins auxquelles les informations sont destinées et qui permet la reproduction à l'identique des informations stockées;

— de in het kader van de pensioenovereenkomst gehanteerde regel om een bepaalde aangeslotene aan een beleggingsmogelijkheid toe te wijzen.

Binnen een redelijke termijn wordt alle relevante informatie over wijzigingen van de in het eerste lid bedoelde informatie ter beschikking gesteld van de aangeslotenen en rentegenieters of hun vertegenwoordigers.”.

**Art. 34.** In artikel 14, § 1, van dezelfde wet, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1<sup>o</sup> het eerste lid wordt vervangen als volgt:

“De pensioeninstelling stelt elk jaar een verslag op over het beheer van het geheel van pensioenovereenkomsten die, wat betreft de invulling van de elementen bedoeld in het tweede lid, gelijkaardig zijn. Dit transparantieverslag wordt ter beschikking gesteld van de aangeslotenen en de rentegenieters.”;

2<sup>o</sup> in het tweede lid wordt de bepaling onder 1<sup>o</sup> vervangen als volgt:

“het beleggingsprofiel, waaronder de beleggingsstrategie op lange en korte termijn, de mate waarin daarbij rekening wordt gehouden met milieu-, klimaat-, sociale en corporate governancefactoren, alsook de aard van de financiële risico's die door de aangeslotenen en de rentegenieters worden gedragen.”;

3<sup>o</sup> in hetzelfde lid wordt de bepaling onder 2<sup>o</sup> aangevuld met de volgende zin:

“Indien de aangeslotenen een beleggingsrisico dragen of beleggingsbeslissingen kunnen nemen, de resultaten die de beleggingen van de betrokken pensioenovereenkomsten in het verleden hebben behaald over ten minste de afgelopen vijf jaar, of alle jaren gedurende welke deze pensioenovereenkomsten werden uitgevoerd indien dat minder dan vijf jaar is.”.

**Art. 35.** In artikel 14, § 2, van dezelfde wet, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1<sup>o</sup> in het eerste lid wordt de inleidende zin “De pensioeninstelling verstrekt aan de aangeslotene, zijn rechthebbenden of zijn vertegenwoordigers op eenvoudig verzoek:” vervangen als volgt: “De pensioeninstelling verstrekt aan de aangeslotenen, de rentegenieters of hun vertegenwoordigers op eenvoudig verzoek:”;

2<sup>o</sup> het eerste lid wordt aangevuld met de bepaling onder 4<sup>o</sup>, luidende:

“4<sup>o</sup> eventuele verdere informatie over de gehanteerde hypothesen om de in artikel 10, § 1/2, eerste lid, 5. bedoelde projecties op te stellen.”;

3<sup>o</sup> het tweede lid wordt opgeheven.

**Art. 36.** In Titel 2, Hoofdstuk 5, van dezelfde wet, wordt na het artikel 14, een Afdeling 5 ingevoegd, luidende:

“Afdeling 5 - Bijkomende informatie aan de rentegenieters”.

**Art. 37.** In Afdeling 5, ingevoegd bij artikel 36, wordt een artikel 14/1 ingevoegd, luidende:

“De pensioeninstelling deelt de rentegenieters periodiek informatie mee over de verschuldigde uitkeringen en de overeenkomstige uitbetalingsmogelijkheden.

De pensioeninstelling deelt de rentegenieters onverwijld mee dat er een definitief besluit werd genomen dat in een verlaging van de hun toekomstige uitkeringen resulteert, en ten laatste drie maanden voordat dat besluit wordt toegepast.

Wanneer tijdens de uitbetalingsfase een aanzienlijk deel van het beleggingsrisico door de rentegenieters wordt gedragen, deelt de pensioeninstelling de rentegenieters hierover regelmatig passende informatie mee.”.

Titel 4. — *Wijzigingen van de programmawet (I) van 24 december 2002*

**Art. 38.** Artikel 42 van de programmawet (I) van 24 december 2002, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 18 februari 2018, wordt aangevuld met de bepalingen onder 17<sup>o</sup>, 18<sup>o</sup> en 19<sup>o</sup>, luidende:

17<sup>o</sup> rentegenieter: een persoon die periodieke prestaties ontvangt die onder het toepassingsgebied van deze wet en haar uitvoeringsbesluiten vallen;

18<sup>o</sup> duurzame drager: een hulpmiddel dat een aangeslotene of rentegenieter in staat stelt om persoonlijk aan hem of haar meegedeelde of ter beschikking gestelde informatie op zodanige wijze op te slaan dat deze gedurende een voor het doel van de informatie toereikende periode kan worden geraadpleegd en waarmee de opgeslagen informatie ongewijzigd kan worden gereproduceerd;



19° Sigedis: l'ASBL Sigedis, créée conformément à l'article 12 de l'arrêté royal du 12 juin 2006 portant exécution du Titre III, Chapitre II, de la loi du 23 décembre 2005 relative au pacte de solidarité entre les générations."

**Art. 39.** Dans l'article 48 de la même loi, modifié en dernier lieu par la loi du 20 septembre 2018, les modifications suivantes sont apportées:

1° le paragraphe 1<sup>er</sup> est remplacé par ce qui suit:

" § 1. Pour chaque affilié connu dans la banque de données des pensions complémentaires, Sigedis établit annuellement un document concis intitulé "relevé des droits à retraite", qui comprend les informations spécifiées au paragraphe 1<sup>er</sup>/2. Un relevé des droits à retraite est établi pour chaque affiliation.

Les informations contenues dans le relevé des droits à retraite doivent être précises et à jour.

Tout changement important dans les informations contenues dans le relevé des droits à retraite par rapport à l'année précédente est indiqué clairement."

2° il est inséré un paragraphe 1<sup>er</sup>/1 rédigé comme suit:

" § 1<sup>er</sup>/1. Chaque année, Sigedis envoie sans frais le relevé des droits à retraite à la boîte aux lettres électronique sécurisée de la sécurité sociale (e-Box) des affiliés concernés et le place également dans leur environnement de documents sur le site web [www.mypension.be](http://www.mypension.be).

Pour les affiliés qui ont enregistré une adresse e-mail sur le site web [www.mypension.be](http://www.mypension.be) ou sur leur boîte aux lettres électronique sécurisée de la sécurité sociale (e-Box), Sigedis envoie une notification à cette adresse e-mail à l'occasion de cet envoi annuel pour informer la personne concernée des nouvelles informations disponibles.

Sigedis envoie également tous les relevés des droits à retraite sans frais à l'organisme de pension concerné, en précisant pour chaque relevé des droits à retraite si l'affilié concerné a été informé par courrier électronique comme indiqué à l'alinéa 2 et si l'affilié concerné a payé une cotisation l'année précédente. L'organisme de pension fournit alors sans frais le relevé des droits à retraite aux affiliés qui ont payé une cotisation l'année précédente et qui n'ont pas été informés par courrier électronique comme indiqué à l'alinéa 2."

3° il est inséré un paragraphe 1<sup>er</sup>/2 rédigé comme suit:

§ 1<sup>er</sup>/2. Le relevé des droits à retraite contient au moins les informations suivantes:

1. la date exacte à laquelle les informations figurant dans le relevé des droits à retraite se réfèrent. Il s'agit toujours du 1<sup>er</sup> janvier d'une année déterminée;

2. les données personnelles de l'affilié, y compris le numéro NISS, l'identification de l'organisme de pension, en ce compris le nom, l'adresse postale et le numéro BCE, ainsi que l'identification de la convention de pension;

3. le montant des réserves acquises au 1<sup>er</sup> janvier de l'année concernée;

4. le montant garanti en vertu de l'article 47, alinéa 2, et l'endroit où trouver de plus amples informations;

5. si les prestations acquises sont calculables, le montant de celles-ci au 1<sup>er</sup> janvier de l'année concernée;

6. le montant au 1<sup>er</sup> janvier de l'année concernée de la prestation attendue à l'âge légal de la pension de l'affilié, calculée en supposant que:

— l'affilié qui a payé une cotisation l'année civile précédente verse jusqu'à cet âge légal de la pension des cotisations égales à celles versées au cours de l'année civile précédente;

— l'affilié qui n'a pas payé de cotisation l'année civile précédente reste affilié jusqu'à cet âge légal de la pension, mais sans versements de cotisations supplémentaires.

Dans le cas où des scénarios économiques ont une incidence sur le calcul de la prestation attendue, celle-ci doit comprendre le scénario le plus réaliste, un scénario favorable et un scénario défavorable, tenant compte de la nature propre de la convention de pension.

Une clause de non-responsabilité précisant qu'il s'agit de projections qui peuvent différer du montant final des prestations à percevoir est ajoutée;

7. le montant au 1<sup>er</sup> janvier de l'année concernée de la prestation en cas de décès avant l'âge de retraite à prendre en compte en vertu de la convention de pension;

19° Sigedis: de vzw Sigedis, opgericht overeenkomstig artikel 12 van het koninklijk besluit van 12 juni 2006 tot uitvoering van Titel III, Hoofdstuk II, van de wet van 23 december 2005 betreffende het generatiepact."

**Art. 39.** In artikel 48 van dezelfde wet, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 20 september 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° paragraaf 1 wordt vervangen als volgt:

" § 1. Sigedis stelt voor elke in de databank aanvullende pensioenen gekende aangeslotene jaarlijks een beknopt document op dat de titel "pensioenoverzicht" draagt en waarin de in paragraaf 1/2 bepaalde gegevens zijn opgenomen. Een pensioenoverzicht wordt opgesteld per aansluiting.

De informatie in het pensioenoverzicht moet nauwkeurig en bijgewerkt zijn.

Elke wezenlijke wijziging in de in het pensioenoverzicht opgenomen informatie ten opzichte van het voorgaande jaar wordt duidelijk aangegeven."

2° er wordt een paragraaf 1/1 ingevoegd, luidende:

" § 1/1. Sigedis stuurt jaarlijks kosteloos het pensioenoverzicht naar de beveiligde elektronische brievenbus van de sociale zekerheid (e-Box) van de betrokken aangeslotenen en plaatst het eveneens in hun document-omgeving binnen de website [www.mypension.be](http://www.mypension.be).

Voor de aangeslotenen die een e-mailadres hebben geregistreerd bij de website [www.mypension.be](http://www.mypension.be) of bij hun beveiligde elektronische brievenbus van de sociale zekerheid (e-Box), stuurt Sigedis naar aanleiding van deze jaarlijkse verzending, een notificatie naar dat e-mailadres om de betrokkene te informeren over de nieuwe beschikbare informatie.

Sigedis bezorgt eveneens alle pensioenoverzichten kosteloos aan de betrokken pensioeninstelling met daarbij per pensioenoverzicht de indicatie of de betrokken aangeslotene per e-mail werd geïnformeerd zoals bedoeld in het tweede lid, en of de betrokken aangeslotene het voorgaande jaar een bijdrage heeft betaald. De pensioeninstelling bezorgt daarop kosteloos het pensioenoverzicht aan de aangeslotenen die het voorgaande jaar een bijdrage hebben betaald en die niet per e-mail werden geïnformeerd zoals bedoeld in het tweede lid."

3° er wordt een paragraaf 1/2 ingevoegd, luidende:

" § 1/2. Het pensioenoverzicht bevat ten minste de volgende informatie:

1. de precieze datum waarop de informatie in het pensioenoverzicht betrekking heeft. Het betreft steeds 1 januari van een bepaald jaar;

2. de persoonsgegevens van de aangeslotene, met inbegrip van het INSZ-nummer, de identificatie van de pensioeninstelling, met inbegrip van de naam, het postadres en het KBO-nummer, alsook de identificatie van de pensioenovereenkomst;

3. het bedrag van de verworven reserves op 1 januari van het betrokken jaar;

4. het bedrag van de waarborg bedoeld in artikel 47, tweede lid, en waar verdere informatie te vinden is;

5. als de verworven prestaties berekenbaar zijn, het bedrag ervan op 1 januari van het betrokken jaar;

6. het bedrag van de verwachte prestatie op de wettelijke pensioenleeftijd van de aangeslotene, op 1 januari van het betrokken jaar, berekend op basis van de veronderstelling dat:

— de aangeslotene die het voorgaande kalenderjaar een bijdrage heeft betaald, verder bijdragen betaalt tot aan deze wettelijke pensioenleeftijd en deze bijdragen gelijk zijn aan die betaald in het vorige kalenderjaar.

— de aangeslotene die het voorgaande kalenderjaar geen bijdrage heeft betaald, aangesloten blijft tot aan deze wettelijke pensioenleeftijd, maar zonder bijkomende bijdragestortingen.

In het geval economische scenario's een invloed hebben op de berekening van de verwachte prestatie, moet deze een meest realistisch scenario, een gunstig scenario en een ongunstig scenario omvatten, rekening houdend met de specifieke aard van de pensioenovereenkomst.

Er wordt een waarschuwing toegevoegd dat het gaat om projecties die kunnen verschillen van de definitieve waarde van de te ontvangen uitkeringen;

7. het bedrag van de prestatie bij overlijden vóór de pensioenleeftijd op 1 januari van het betrokken jaar, rekening houdende met de pensioenovereenkomst;

8. le niveau actuel de financement au 1<sup>er</sup> janvier de l'année concernée des réserves acquises et de la garantie visée à l'article 47, alinéa 2;

9. le montant visé au point 3 relatif au 1<sup>er</sup> janvier de l'année précédente;

10. les éléments qui sont pris en compte pour le calcul des cotisations et des montants visés aux points 3 et 5.

Sont à cet égard indiqués l'âge de retraite ainsi que l'âge légal de la pension qui est applicable à l'affilié concerné;

11. des informations sur les cotisations qui ont été versées ou affectées à l'affilié au cours de l'année civile précédente, scindées par avantage;

12. une ventilation des coûts qui ont été mis à charge de l'affilié au cours de l'année civile précédente;

13. le rendement qui a été attribué à l'affilié au cours de l'année civile précédente;

14. tout autre montant entrant et sortant autorisé par la loi qui a une incidence sur l'évolution des réserves acquises entre deux années consécutives.

Le relevé des droits à retraite doit également indiquer:

— que les montants mentionnés sont des montants bruts et que les prestations, lors de leur versement, seront encore assujetties à des impôts et à des cotisations sociales;

— les coordonnées de la personne à qui ou du service auquel l'affilié peut s'adresser en cas de questions ou de plaintes;

— que l'affilié peut consulter les données relatives à sa (ses) pension(s) complémentaire(s) sur le site web [www.mypension.be](http://www.mypension.be);

— et comment obtenir des informations supplémentaires, notamment:

- de plus amples informations pratiques sur les options offertes à l'affilié par la convention de pension;

- les informations contenues dans les comptes et rapports annuels, ainsi que les informations contenues dans la déclaration relative aux principes fondant la politique de placement;

- le cas échéant, des informations sur les hypothèses utilisées pour estimer les montants exprimés en rente, en particulier les règles d'actualisation, le type de prestataire et la durée de la rente;

- des informations sur le niveau des prestations en cas de cessation de versement des cotisations;

- des informations complémentaires s'il s'agit d'une convention de pension dans laquelle l'affilié supporte le risque d'investissement et où une option d'investissement est imposée à l'affilié par une règle spécifique prévue dans la convention de pension.:"

4<sup>o</sup> il est inséré un paragraphe 1/3 rédigé comme suit:

" § 1<sup>er</sup>/3. Le Roi peut déterminer les règles, les hypothèses et la méthodologie à suivre pour le(s) mode(s) de présentation et le calcul des données visées au § 1<sup>er</sup>/2.;"

5<sup>o</sup> le paragraphe 3 est remplacé par ce qui suit:

" § 3. En vue du versement de la prestation de pension complémentaire, la procédure suivante est applicable:

1. Lorsque l'organisme de pension reçoit la notification de Sigedis, telle que visée à l'article 49, § 1<sup>er</sup>, alinéa 4, l'organisme de pension communique à l'affilié les informations visées à l'alinéa 2 dans le délai suivant:

a) au plus tard soixante jours avant la mise à la retraite de l'affilié, si l'organisme de pension reçoit la notification de Sigedis au moins nonante jours avant la mise à la retraite de l'affilié;

b) dans les autres cas, dans les trente jours qui suivent la réception de la notification de Sigedis.

2. Lorsque l'organisme de pension reçoit la demande de l'affilié, telle que visée à l'article 49, § 1<sup>er</sup>, alinéa 5 ou 6, l'organisme de pension communique à l'affilié les informations visées à l'alinéa 2 dans un délai de trente jours.

Les informations visées à l'alinéa 1<sup>er</sup> contiennent les données suivantes:

— les prestations qui sont dues, en mentionnant, si nécessaire, qu'un recalcul des prestations sera opéré lors de la mise à la retraite, ce qui implique que le montant effectivement versé peut être différent;

— les options de paiement possibles;

8. het actuele financieringsniveau van de verworven reserves en van de waarborg bedoeld in artikel 47, tweede lid, op 1 januari van het betrokken jaar;

9. het in punt 3 bedoelde bedrag dat betrekking heeft op 1 januari van het voorgaande jaar;

10. de elementen waarmee bij de berekening van de bijdragen en de in punten 3 en 5 bedoelde bedragen rekening wordt gehouden.

Hierbij wordt de pensioenleeftijd vermeld, alsook de wettelijke pensioenleeftijd die op de betrokken aangeslotene van toepassing is;

11. informatie over de bijdragen die het vorige kalenderjaar werden betaald of toegekend opgesplitst per voordeel;

12. een uitsplitsing van de kosten die het vorige kalenderjaar ten laste van de aangeslotene werden gelegd;

13. het rendement dat het vorige kalenderjaar aan de aangeslotene werd toegekend;

14. de eventuele andere door de wetgeving toegelaten inkomende en uitgaande bedragen die een invloed hebben op de evolutie van de verworven reserves tussen twee opeenvolgende jaren.

Het pensioenoverzicht vermeldt tevens:

— dat de vermelde bedragen bruto bedragen betreffen en de prestaties bij uitkering nog onderhevig zijn aan belastingen en sociale bijdragen;

— de contactgegevens van de persoon of dienst waar de aangeslotene terecht kan met vragen of klachten;

— dat de aangeslotene de gegevens betreffende zijn aanvullend(e) pensioen(en) kan raadplegen op de website [www.mypension.be](http://www.mypension.be);

— waar en hoe aanvullende informatie kan worden verkregen, onder meer over:

- verdere praktische informatie over de opties waarover de aangeslotene in het kader van de pensioenovereenkomst beschikt;

- de in de jaarrekeningen, jaarverslagen en in de verklaring inzake de beleggingsbeginselen vermelde informatie;

- indien van toepassing, informatie over de gehanteerde hypothesen voor in rente uitgedrukte bedragen, met name over de actualisatieregels, het soort aanbieder en de duur van de rente;

- informatie over de hoogte van de uitkeringen in geval van beëindiging van de bijdragebetaling;

- aanvullende informatie indien het een pensioenovereenkomst betreft waarbij de aangeslotene het beleggingsrisico draagt en waarbij een beleggingsmogelijkheid krachtens een in het kader van de pensioenovereenkomst vastgelegde specifieke regel aan de aangeslotene wordt opgelegd.;"

4<sup>o</sup> er wordt een paragraaf 1/3 ingevoegd, luidende:

" § 1/3. De Koning kan de voorschriften, hypothesen en methodologie bepalen voor de voorstellingswijze(n) en de berekening van de gegevens vermeld in § 1/2.;"

5<sup>o</sup> paragraaf 3 wordt vervangen als volgt:

" § 3. Met het oog op de uitbetaling van de aanvullende pensioenprestatie geldt de volgende procedure:

1. Indien de pensioeninstelling de kennisgeving van Sigedis ontvangt, zoals bedoeld in artikel 49, § 1, vierde lid, deelt de pensioeninstelling aan de aangeslotene de informatie bedoeld in het tweede lid mee binnen de volgende termijn:

a) ten laatste zestig dagen vóór de pensionering van de aangeslotene, indien de pensioeninstelling de kennisgeving van Sigedis minstens negentig dagen vóór de pensionering van de aangeslotene ontvangt;

b) in de andere gevallen, binnen de dertig dagen na de ontvangst van de kennisgeving van Sigedis.

2. Indien de pensioeninstelling het verzoek van de aangeslotene, zoals bedoeld in artikel 49, § 1, vijfde of zesde lid, ontvangt, deelt de pensioeninstelling binnen de dertig dagen aan de aangeslotene de informatie bedoeld in het tweede lid mee.

De informatie zoals bedoeld in het eerste lid bevat de volgende gegevens:

— de prestaties die verschuldigd zijn, met, indien nodig, de vermelding dat een herberekening van de prestaties zal gebeuren op het ogenblik van de pensionering waardoor het effectief uitgekeerde bedrag kan verschillen;

— de mogelijke uitbetalingswijzen;

— le cas échéant, le droit de transformer en rente prévu à l'article 50, § 1<sup>er</sup>, et le montant de la rente correspondante, en mentionnant, si nécessaire, qu'un recalcul des prestations sera opéré lors de la mise à la retraite, ce qui implique que le montant effectif de la rente peut être différent;

— les données nécessaires au paiement;

— le cas échéant, la notification que, sauf avis contraire, la pension complémentaire sera versée sur le numéro de compte sur lequel est versée la pension légale et pour l'utilisation duquel, dans le cadre du paiement de sa pension complémentaire, l'affilié a donné son accord.

Si l'organisme de pension n'a pas reçu de notification ou de demande telle que visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, il communique à l'affilié qui n'a pas payé de cotisation l'année civile précédente, les données visées à l'alinéa 2 au plus tard soixante jours avant que ce dernier n'atteigne l'âge légal de la pension. Le cas échéant, l'organisme de pension informe l'affilié de la possibilité prévue par l'article 49, § 1<sup>er</sup>, alinéa 5.

Le non-respect des délais visés aux alinéas 1<sup>er</sup> et 3 a pour conséquence qu'à partir du lendemain de l'échéance du délai non respecté et jusqu'au jour où les informations visées à l'alinéa 2 sont effectivement communiquées à l'affilié, le taux d'intérêt légal tel que visé à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 5 mai 1865 relative au prêt à l'intérêt, commence à courir de plein droit et sans mise en demeure sur la prestation à octroyer.

À condition que:

— les prestations acquises ou, à défaut, les réserves acquises, soient inférieures au montant déterminé conformément à l'article 32, § 1<sup>er</sup>, alinéas 4 et 5, de la loi du 28 avril 2003 relative aux pensions complémentaires et au régime fiscal de celles-ci et de certains avantages complémentaires en matière de sécurité sociale, et que;

— le numéro de compte sur lequel sera versée la pension légale de l'affilié soit disponible dans le réseau de la sécurité sociale et que l'affilié ait donné son accord pour son utilisation dans le cadre du paiement de sa pension complémentaire;

dans les cas visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1. et l'alinéa 3, et par dérogation à l'alinéa 2, l'information peut être limitée aux mentions suivantes:

— les prestations qui sont dues, en mentionnant, si nécessaire, qu'un recalcul des prestations sera opéré lors de la mise à la retraite, ce qui implique que le montant effectivement versé peut être différent;

— la notification que la pension complémentaire sera versée sur le numéro de compte sur lequel est versée la pension légale.

À condition que l'affilié ait enregistré une adresse e-mail sur le site web [www.mypension.be](http://www.mypension.be) ou sur sa boîte aux lettres électronique sécurisée de la sécurité sociale (e-Box), la communication d'informations visée à l'alinéa 5 est remplacée par une communication électronique d'informations par Sigedis.

Sigedis informe l'organisme de pension concerné de cette communication et la date de celle-ci.;

6° il est inséré un paragraphe 3/1 rédigé comme suit:

” § 3/1. Dans les trente jours qui suivent la notification à l'organisme de pension du décès de l'affilié par Sigedis, ou à défaut de cette notification, sur présentation d'un document probant, par un bénéficiaire ou de toute autre manière, l'organisme de pension communique au(x) bénéficiaire(s) les informations suivantes:

— les prestations qui sont dues;

— les options de paiement possibles;

— le cas échéant, le droit de transformer en rente prévu à l'article 50, § 1<sup>er</sup>, et le montant de la rente correspondante;

— les données nécessaires au paiement.

Le délai prévu à l'alinéa 1<sup>er</sup> est suspendu si l'organisme de pension ne dispose pas de données suffisantes pour identifier ou localiser un ou plusieurs bénéficiaires. L'organisme de pension prend toutes les mesures raisonnables pour obtenir ces données dans le délai le plus court possible, après quoi le délai défini à l'alinéa 1<sup>er</sup> reprend. Afin d'identifier et de rechercher les personnes ayant la qualité de bénéficiaire conformément à la convention de pension, l'organisme de pension recueille, le cas échéant, les données d'identification des personnes concernées auprès de Sigedis.

— in voorkomend geval, het recht op omzetting in een rente voorzien in artikel 50, § 1, en het bedrag van de daarmee overeenstemmende rente met, indien nodig, de vermelding dat een herberekening van de prestaties zal gebeuren op het ogenblik van de pensionering waardoor het effectieve bedrag van de rente kan verschillen;

— de noodzakelijke gegevens voor de uitbetaling;

— desgevallend, de mededeling dat, behoudens tegenbericht, het aanvullend pensioen zal worden uitbetaald op het rekeningnummer waarop het wettelijk pensioen wordt betaald en voor het gebruik waarvan in het kader van de uitbetaling van zijn aanvullend pensioen de aangeslotene zijn akkoord heeft gegeven.

Indien de pensioeninstelling geen kennisgeving of verzoek heeft ontvangen zoals bedoeld in het eerste lid, deelt zij aan de aangeslotene die het voorgaande kalenderjaar geen bijdrage heeft betaald, de in het tweede lid bedoelde gegevens mee uiterlijk zestig dagen vóór het bereiken van diens wettelijke pensioenleeftijd. Indien van toepassing licht de pensioeninstelling de aangeslotene in over de mogelijkheid voorzien in artikel 49, § 1, vijfde lid.

De niet-naleving van de termijnen bedoeld in het eerste en het derde lid heeft tot gevolg dat, vanaf de dag volgend op het verstrijken van de niet-nageleefde termijn tot op de dag van de effectieve mededeling van de in het tweede lid bedoelde gegevens aan de aangeslotene, van rechtswege en zonder ingebrekestelling de wettelijke intrestvoet zoals bepaald in artikel 2, § 1, van de wet van 5 mei 1865 betreffende de lening tegen intrest, begint te lopen op de uit te keren prestatie.

Op voorwaarde dat:

— de verworven prestaties, of bij ontstentenis de verworven reserves, minder bedragen dan het bedrag vastgesteld overeenkomstig art. 32, § 1, vierde en vijfde lid, van de wet van 28 april 2003 betreffende de aanvullende pensioenen en het belastingstelsel van die pensioenen en van sommige aanvullende voordelen inzake sociale zekerheid, en dat;

— het rekeningnummer waarop het wettelijk pensioen van de aangeslotene zal worden betaald beschikbaar is in het netwerk van de sociale zekerheid en de aangeslotene zijn akkoord heeft gegeven voor het gebruik ervan in het kader van de uitbetaling van zijn aanvullend pensioen;

kan, in de gevallen bedoeld in het eerste lid, 1. en in het derde lid, en in afwijking van het tweede lid, de informatie worden beperkt tot de volgende vermeldingen:

— de prestaties die verschuldigd zijn, met, indien nodig, de vermelding dat een herberekening van de prestaties zal gebeuren op het ogenblik van de pensionering waardoor het effectief uitgekeerde bedrag kan verschillen;

— de mededeling dat het aanvullend pensioen zal worden uitbetaald op het rekeningnummer waarop het wettelijk pensioen wordt betaald.

Op voorwaarde dat de aangeslotene een e-mailadres heeft geregistreerd bij de website [www.mypension.be](http://www.mypension.be) of bij zijn beveiligde elektronische brievenbus van de sociale zekerheid (e-Box) wordt de in het vijfde lid bedoelde informatieverstrekking vervangen door een informatievertrekking langs elektronische weg door Sigedis.

Sigedis brengt de betrokken pensioeninstelling op de hoogte van deze informatieverstrekking en de datum ervan.;

6° er wordt een paragraaf 3/1 ingevoegd, luidende:

” § 3/1. Binnen de dertig dagen nadat de pensioeninstelling op de hoogte is gebracht van het overlijden van de aangeslotene door Sigedis, of bij gebrek aan deze kennisgeving, aan de hand van een bewijskrachtig middel, door een begunstigde of op een andere wijze, deelt de pensioeninstelling aan de begunstigde(n) de volgende informatie mee:

— de prestaties die verschuldigd zijn;

— de mogelijke uitbetalingswijzen;

— in voorkomend geval, het recht op omzetting in een rente voorzien in artikel 50, § 1, en het bedrag van de daarmee overeenstemmende rente;

— de noodzakelijke gegevens voor de uitbetaling.

De termijn in het eerste lid wordt opgeschort indien de pensioeninstelling niet over voldoende gegevens beschikt om één of meerdere van de begunstigten te identificeren of te lokaliseren. De pensioeninstelling neemt alle redelijke maatregelen om binnen de kortst mogelijke termijn deze gegevens te bekomen, waarna de termijn bepaald in het eerste lid herneemt. Ter identificatie en opsporing van de personen die overeenkomstig de pensioenovereenkomst de hoedanigheid van begunstigde hebben, vraagt de pensioeninstelling desgevallend de identificatiegegevens van de betrokkenen op bij Sigedis.

Si l'organisme de pension constate, après avoir reçu du (des) bénéficiaires les données nécessaires au paiement visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>, que des renseignements complémentaires sont requis vu la nature et le contenu de ces informations, l'organisme de pension le fait savoir dans un délai de trente jours.

Dans un délai de trente jours à compter de la réception de toutes les informations nécessaires, telles que décrites aux alinéas 1<sup>er</sup> et 3, l'organisme de pension procède au versement de la prestation à octroyer. Ce délai est suspendu si le versement ne peut pas s'effectuer pour une raison étrangère à l'organisme de pension. Le délai commence à courir à nouveau lorsque la raison cesse d'exister. L'organisme de pension doit démontrer à l'aide du dossier le motif pour lequel le délai a été le cas échéant suspendu et il doit prouver que cette suspension est en conformité avec la loi.

Le non-respect des délais visés aux alinéas 1<sup>er</sup>, 3 et 4 a pour conséquence qu'à partir du lendemain de l'échéance du délai non respecté et jusqu'au jour où les renseignements nécessaires tels que décrits aux alinéas 1<sup>er</sup> et 3 sont demandés ou jusqu'au jour du versement effectif par l'organisme de pension tel que décrit à l'alinéa 4, le taux d'intérêt légal tel que visé à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 5 mai 1865 relative au prêt à l'intérêt, commence à courir de plein droit et sans mise en demeure sur la prestation à octroyer.

Les informations visées aux alinéas 1<sup>er</sup> et 3 doivent être raisonnables et pertinentes en vue du règlement du versement de la prestation.”;

7° le paragraphe 4 est abrogé;

8° le paragraphe 5 est remplacé par ce qui suit:

” § 5. L'organisme de pension communique à Sigedis les données nécessaires à l'établissement du relevé des droits à retraite visé au paragraphe 1<sup>er</sup>, ainsi qu'à l'information visée à l'article 306, § 2, 5°, de la loi-programme (I) du 27 décembre 2006.”.

**Art. 40.** Dans l'article 49, § 1<sup>er</sup>, de la même loi, modifié en dernier lieu par la loi du 18 décembre 2015, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans l'alinéa 1<sup>er</sup>, la phrase “Les prestations sont calculées à la date de mise à la retraite de l'affilié et payées au plus tard dans les trente jours qui suivent la communication par l'affilié à l'organisme de pension des données nécessaires au paiement.” est remplacée par la phrase suivante: “Les prestations sont calculées à la date de mise à la retraite de l'affilié et payées au plus tard dans les trente jours qui suivent la mise à la retraite de l'affilié ou dans les trente jours qui suivent la communication par l'affilié et/ou Sigedis à l'organisme de pension des données nécessaires au paiement, la date la plus tardive étant retenue.”;

2° dans l'alinéa 4, les mots “l'asbl Sigedis, créée suivant l'article 12 de l'arrêté royal du 12 juin 2006 portant exécution du Titre III, Chapitre II, de la loi du 23 décembre 2005 relative au pacte de solidarité entre les générations” sont remplacés par le mot “Sigedis”;

3° le paragraphe est complété par deux alinéas rédigés comme suit:

”À partir du 1<sup>er</sup> janvier 2025 au plus tard, si l'affilié fait connaître sans ambiguïté sa demande visée à l'alinéa 5 via mypension.be, Sigedis sera tenue d'en informer sans délai l'organisme de pension concerné.

Le non-respect du délai visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> a pour conséquence qu'à partir du lendemain de l'échéance du délai non respecté et jusqu'au jour du paiement effectif de la prestation par l'organisme de pension, tel que visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le taux d'intérêt légal tel que visé à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 5 mai 1865 relative au prêt à l'intérêt, commence à courir de plein droit et sans mise en demeure sur la prestation à octroyer.”.

**Art. 41.** Dans l'article 50, § 1<sup>er</sup>, de la même loi, l'alinéa 3 est abrogé.

**Art. 42.** L'article 52 de la même loi est abrogé.

**Art. 43.** § 1<sup>er</sup>. Dans le Titre II, Chapitre I, Section 4, Sous-section 5 de la même loi, il est inséré une rubrique, comportant l'article 52bis, intitulée:

”Déclaration sur les principes de la politique de placement”.

§ 2. Dans l'article 52bis de la même loi, inséré par la loi du 27 octobre 2006 et modifié par la loi du 15 mai 2014, l'alinéa 4 est abrogé.

Indien de pensioeninstelling, na ontvangst van de noodzakelijke gegevens voor de uitbetaling van de begunstigde(n) zoals bedoeld in het eerste lid, vaststelt dat gezien de aard of de inhoud van deze informatie bijkomende inlichtingen vereist zijn, deelt de pensioeninstelling dit binnen een termijn van dertig dagen mee.

Binnen de termijn van dertig dagen na de ontvangst van alle nodige informatie zoals omschreven in het eerste en het derde lid, gaat de pensioeninstelling over tot de uitbetaling van de prestatie. Deze termijn wordt opgeschort indien omwille van een aan de pensioeninstelling externe oorzaak de uitbetaling niet kan plaatsvinden. De termijn begint opnieuw te lopen wanneer de oorzaak ophoudt te bestaan. De pensioeninstelling moet aan de hand van het dossier aantonen waarom de termijn desgevallend is geschorst en bewijzen dat deze schorsing in overeenstemming is met de wet.

De niet-naleving van de termijnen bedoeld in het eerste, derde en vierde lid heeft tot gevolg dat, vanaf de dag volgend op het verstrijken van de niet-nageleefde termijn en tot op de dag van het opvragen van de nodige inlichtingen zoals beschreven in het eerste en derde lid of van de effectieve uitbetaling door de pensioeninstelling zoals beschreven in het vierde lid, van rechtswege en zonder ingebrekestelling de wettelijke intrestvoet zoals bepaald in artikel 2, § 1, van de wet van 5 mei 1865 betreffende de lening tegen intrest, begint te lopen op de uit te keren prestatie.

De informatie bedoeld in het eerste en derde lid moet redelijk en relevant zijn met het oog op het regelen van de uitbetaling van de prestatie.”;

7° paragraaf 4 wordt opgeheven;

8° paragraaf 5 wordt vervangen als volgt:

” § 5. De pensioeninstelling deelt aan Sigedis de gegevens mee die noodzakelijk zijn voor de opstelling van het in paragraaf 1 bedoelde pensioenoverzicht, alsook voor de in artikel 306, § 2, 5°, van de programmawet (I) van 27 december 2006 bedoelde informatieverstrekking.”.

**Art. 40.** In artikel 49, § 1, van dezelfde wet, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 18 december 2015, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid wordt de zin “De prestaties worden berekend op de datum van de pensionering van de aangeslotene en uitbetaald ten laatste binnen de dertig dagen die volgen op de communicatie van de voor de uitbetaling noodzakelijke gegevens aan de pensioeninstelling door de aangeslotene.” vervangen als volgt: “De prestaties worden berekend op de datum van de pensionering van de aangeslotene en uitbetaald ten laatste binnen de dertig dagen na de pensionering van de aangeslotene of, wanneer dit later is, binnen de dertig dagen die volgen op de communicatie van de voor de uitbetaling noodzakelijke gegevens aan de pensioeninstelling door de aangeslotene en/of Sigedis.”;

2° in het vierde lid, worden de woorden “de vzw Sigedis, opgericht overeenkomstig artikel 12 van het koninklijk besluit van 12 juni 2006 tot uitvoering van Titel III, Hoofdstuk II, van de wet van 23 december 2005 betreffende het generatiepact,” vervangen door het woord “Sigedis”;

3° de paragraaf wordt aangevuld met twee leden, luidende:

”Ten laatste vanaf 1 januari 2025 zal, indien de aangeslotene zijn verzoek zoals bedoeld in het vijfde lid, ondubbelzinnig kenbaar maakt via mypension.be, Sigedis ertoe gehouden zijn de betrokken pensioeninstelling hiervan onverwijld op de hoogte te brengen.

De niet-naleving van de termijn bedoeld in het eerste lid heeft tot gevolg dat, vanaf de dag volgend op het verstrijken van de niet-nageleefde termijn tot op de dag van de effectieve uitbetaling van de prestatie door de pensioeninstelling, zoals bedoeld in het eerste lid, van rechtswege en zonder ingebrekestelling de wettelijke intrestvoet zoals bepaald in artikel 2, § 1, van de wet van 5 mei 1865 betreffende de lening tegen intrest, begint te lopen op de uit te keren prestatie.”.

**Art. 41.** In artikel 50, § 1, van dezelfde wet, wordt het derde lid opgeheven.

**Art. 42.** Artikel 52 van dezelfde wet wordt opgeheven.

**Art. 43.** § 1. In Titel II, Hoofdstuk I, Afdeling 4, onderafdeling 5 van dezelfde wet, wordt een hoofding ingevoegd die het artikel 52bis bevat, luidende:

”Verklaring met de beginselen van het beleggings-beleid”.

§ 2. In artikel 52bis van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 27 oktober 2006 en gewijzigd bij de wet van 15 mei 2014, wordt het vierde lid opgeheven.

**Art. 44.** Dans le Titre II, Chapitre I, Section 4, Sous-section 5 de la même loi, il est inséré après l'article 52bis, une rubrique intitulée:

"Dispositions générales en matière de fourniture d'informations".

**Art. 45.** Dans la même loi, il est inséré un article 52ter, rédigé comme suit:

" § 1<sup>er</sup>. Les informations visées dans le Titre II, Chapitre I, Section 4, sont:

1. mises à jour régulièrement;
2. rédigées de manière claire, dans un langage non ambigu, succinct et compréhensible, en évitant le jargon et l'emploi de termes techniques lorsque des mots du langage courant peuvent être utilisés à la place;
3. établies d'une manière non trompeuse, en veillant à ce que leur vocabulaire et leur contenu soient cohérents;
4. présentées d'une manière qui en rend la lecture aisée;
5. établies dans une langue officielle;
6. conservées sur un support durable et, selon le cas, communiquées ou mises à disposition gratuitement sur papier, via le site web [www.mypension.be](http://www.mypension.be) ou par toute autre voie électronique. Si les informations ont été transmises ou mises à disposition par voie électronique, les destinataires peuvent demander à recevoir, en sus des informations sous format électronique, une copie papier qui leur sera fournie gratuitement.

§ 2. L'organisme de pension peut mettre à disposition via le site web [www.mypension.be](http://www.mypension.be) les documents contenant des informations prescrites par la présente section.

L'organisme de pension peut pour tout ou partie être déchargé des obligations d'information individuelles à l'égard des affiliés, des rentiers et/ou des bénéficiaires, imposées par la présente Section, pour autant que Sigedis s'engage, sur la base d'une convention avec l'organisme de pension, à reprendre ces obligations.

§ 3. Le Roi peut préciser les règles et la méthodologie à suivre pour le calcul des données en, vertu de la présente Section et de ses arrêtés d'exécution, doivent être communiquées aux affiliés, aux rentiers et/ou aux bénéficiaires ou être mises à leur disposition.

La FSMA peut, par voie de règlement, fixer une ou plusieurs présentations standard à utiliser pour les informations qui, en vertu de la présente Section et de ses arrêtés d'exécution, à l'exception du relevé des droits à retraite visé à l'article 48, § 1<sup>er</sup>, doivent être communiquées aux affiliés, aux rentiers et/ou aux bénéficiaires ou être mises à leur disposition, en indiquant leur champ d'application. La FSMA peut déterminer la forme des documents, notamment leur structure, leur longueur, le contenu et l'ordre de leurs rubriques, leurs formulations et leur mise en page, d'une manière uniforme."

**Art. 46.** Dans le Titre II, Chapitre I, Section 4, Sous-section 5, de la même loi, il est inséré après l'article 52ter, inséré par l'article 45, une rubrique intitulée:

"Informations à fournir avant l'affiliation".

**Art. 47.** Dans la même loi, il est inséré un article 52quater rédigé comme suit:

"L'organisme de pension communique les données suivantes aux affiliés potentiels avant la conclusion de la convention de pension:

- 1° les options pertinentes prévues par la convention de pension, y compris les options d'investissement;
- 2° les caractéristiques pertinentes de la convention de pension, y compris le type de prestations;
- 3° si et de quelle manière les facteurs environnementaux, climatiques, sociaux et de gouvernance d'entreprise sont pris en considération dans la stratégie d'investissement;
- 4° où il est possible de trouver des informations supplémentaires, en se référant notamment au site web [www.mypension.be](http://www.mypension.be).

Lorsque les affiliés supportent le risque d'investissement ou qu'ils peuvent prendre des décisions en matière de placements, les informations suivantes sont également communiquées:

- 1° les performances que les investissements liés à l'ensemble des conventions de pension tel que visé à l'article 53, § 1, alinéa 1<sup>er</sup>, ont réalisées dans le passé sur une période minimale de cinq ans ou sur toute la période de fonctionnement de ces conventions de pension si elle est inférieure à cinq ans;

**Art. 44.** In Titel II, Hoofdstuk I, Afdeling 4, onderafdeling 5 van dezelfde wet, wordt na het artikel 52bis een hoofding ingevoegd, luidende:

"Algemene bepalingen inzake informatieverstrekking".

**Art. 45.** In dezelfde wet wordt een artikel 52ter ingevoegd, luidende:

" § 1. De informatie bedoeld in Titel II, Hoofdstuk I, Afdeling 4, wordt:

1. regelmatig bijgewerkt;
2. op een duidelijke wijze geschreven in een heldere, bondige en begrijpelijke taal, waarbij jargon en technische termen worden vermeden indien in plaats daarvan alledaagse woorden kunnen worden gebruikt;
3. opgesteld op een wijze die niet misleidend is. Er wordt zorg gedragen voor de consistentie, zowel wat woordgebruik als wat inhoud betreft;
4. op zodanige wijze gepresenteerd dat zij gemakkelijk leesbaar is;
5. opgesteld in een officiële taal;
6. bewaard op een duurzame drager en, naar gelang het geval, kosteloos meegedeeld of ter beschikking gesteld op papier, via de website [www.mypension.be](http://www.mypension.be) of op een andere elektronische wijze. Indien de informatie op elektronische wijze wordt meegedeeld of ter beschikking gesteld, kunnen de bestemmingen verzoeken om naast de informatie in elektronische vorm, ook kosteloos een papieren afschrift te ontvangen.

§ 2. De pensioeninstelling kan via de website [www.mypension.be](http://www.mypension.be) documenten ter beschikking stellen die informatie bevatten zoals voorgeschreven in deze afdeling.

De pensioeninstelling kan geheel of gedeeltelijk worden ontheven van de individuele informatieverplichtingen aan de aangeslotenen, rentegenieters en/of begunstigen voorzien in deze Afdeling, voor zover Sigedis zich er op grond van een overeenkomst met de pensioeninstelling toe verbindt om die verplichtingen over te nemen.

§ 3. De Koning kan de nadere regels en de methodologie vaststellen voor de berekening van de gegevens die op basis van deze Afdeling en haar uitvoeringsbesluiten moeten worden ter beschikking gesteld of meegedeeld aan de aangeslotenen, de rentegenieters en/of de begunstigen.

De FSMA kan bij reglement één of meerdere gestandaardiseerde presentatiewijze(n) bepalen voor de informatie die op basis van deze Afdeling, en haar uitvoeringsbesluiten, met uitzondering van het pensioenoverzicht zoals bedoeld in artikel 48 § 1, moet worden ter beschikking gesteld of meegedeeld aan de aangeslotenen, de rentegenieters en/of de begunstigen, met opgave van het toepassingsgebied ervan. De FSMA kan de vormgeving van de documenten, waaronder de structuur, de lengte, de inhoud en de volgorde van de rubrieken, de bewoordingen en de lay-out op een uniforme wijze vaststellen."

**Art. 46.** In Titel II, Hoofdstuk I, Afdeling 4, onderafdeling 5, van dezelfde wet, wordt na het artikel 52ter, ingevoegd bij artikel 45, een hoofding ingevoegd, luidende:

"Informatie vóór de aansluiting".

**Art. 47.** In dezelfde wet wordt een artikel 52quater ingevoegd, luidende:

"De pensioeninstelling deelt de volgende gegevens mee aan de potentiële aangeslotenen vóór zij de pensioenovereenkomst onderschrijven:

- 1° de relevante opties die zijn voorzien in de pensioenovereenkomst, met inbegrip van de beleggingsopties;
- 2° de relevante kenmerken van de pensioenovereenkomst, waaronder de soort uitkeringen;
- 3° of en hoe in het kader van de beleggingsstrategie rekening wordt gehouden met milieu-, klimaat-, sociale en corporate governancefactoren;
- 4° waar verdere informatie beschikbaar is, onder meer met verwijzing naar de website [www.mypension.be](http://www.mypension.be).

Indien de aangeslotenen een beleggingsrisico dragen of beleggingsbeslissingen kunnen nemen, wordt eveneens volgende informatie meegedeeld:

- 1° de resultaten die de beleggingen van het geheel van pensioenovereenkomsten zoals bedoeld in artikel 53, § 1, eerste lid, in het verleden hebben behaald over ten minste de afgelopen vijf jaar, of de hele periode gedurende dewelke deze pensioenovereenkomsten zijn uitgevoerd indien die minder dan vijf jaar is;

2° la structure des coûts supportés par les affiliés.

Le Roi peut compléter la liste des données visées aux alinéas 1<sup>er</sup> et 2<sup>o</sup>.

**Art. 48.** Dans le Titre II, Chapitre I, Section 4, Sous-section 5, de la même loi, il est inséré après l'article 52quater, inséré par l'article 47, une rubrique intitulée:

"Informations à fournir aux affiliés et aux rentiers".

**Art. 49.** Dans la même loi, il est inséré un article 52quinquies rédigé comme suit:

"L'organisme de pension met à la disposition des affiliés et des rentiers les informations suivantes sur les conditions de la convention de pension:

1. le nom de l'organisme de pension, l'État membre dans lequel l'organisme de pension est enregistré ou agréé et le nom de l'autorité compétente;

2. les droits et obligations des parties à la convention de pension;

3. les conditions concernant les garanties totales ou partielles au titre de la convention de pension ou d'un niveau donné de prestations ou, lorsque aucune garantie n'est prévue au titre de la convention de pension, une déclaration à cet effet;

4. des explications sur la garantie visée à l'article 47, alinéa 2;

5. les options à la disposition des affiliés et des rentiers pour obtenir le versement de leurs prestations;

6. lorsqu'un affilié ou un rentier a le droit de transférer des droits à retraite, des informations supplémentaires sur les modalités d'un tel transfert;

7. pour les conventions de pension dans lesquelles les affiliés ou les rentiers supportent un risque d'investissement et qui prévoient plusieurs options avec différents profils d'investissement:

— les conditions en ce qui concerne l'éventail des options d'investissement disponibles;

— le cas échéant, l'option d'investissement par défaut;

— les dispositions de la convention de pension régissant l'attribution d'un affilié donné à une option d'investissement.

Toute information pertinente concernant d'éventuelles modifications des informations visées à l'alinéa 1<sup>er</sup> est mise à la disposition des affiliés et des rentiers dans un délai raisonnable."

**Art. 50.** Dans l'article 53, § 1<sup>er</sup>, de la même loi, modifié par la loi du 27 octobre 2006, les modifications suivantes sont apportées:

1° l'alinéa 1<sup>er</sup> est remplacé par ce qui suit:

"L'organisme de pension rédige chaque année un rapport sur la gestion de l'ensemble des conventions de pension qui, en ce qui concerne le contenu des éléments visés à l'alinéa 2, sont semblables. Ce rapport de transparence est mis à la disposition des affiliés et des rentiers."

2° à l'alinéa 2, le 1° est remplacé par ce qui suit:

"le profil d'investissement, y compris la stratégie d'investissement à long et à court terme, la mesure dans laquelle sont pris en compte les facteurs environnementaux, climatiques, sociaux et de gouvernance d'entreprise ainsi que la nature des risques financiers supportés par les affiliés et les rentiers";

3° au même alinéa, le 2° est complété par la phrase suivante:

"Lorsque les affiliés supportent le risque d'investissement ou qu'ils peuvent prendre des décisions en matière de placements, les performances que les investissements liés aux conventions de pension concernées ont réalisées dans le passé sur une période minimale de cinq ans ou sur toute la période de fonctionnement de ces conventions de pension si elle est inférieure à cinq ans."

**Art. 51.** Dans l'article 53, § 2, de la même loi, inséré par la loi du 27 octobre 2006 et modifié en dernier lieu par la loi du 15 mai 2014, les modifications suivantes sont apportées:

1° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, phrase introductive, les mots "à leurs ayants droits" sont remplacés par les mots "aux rentiers";

2° l'alinéa 1<sup>er</sup> est complété par un 4° rédigé comme suit:

"4° toute autre information sur les hypothèses utilisées pour établir les projections visées à l'article 48, § 1<sup>er</sup>/2, alinéa 1<sup>er</sup>, point 6."

2° de structuur van de kosten die door de aangeslotenen worden gedragen.

De Koning kan de lijst met gegevens vermeld in het eerste en het tweede lid aanvullen."

**Art. 48.** In Titel II, Hoofdstuk I, Afdeling 4, onderafdeling 5, van dezelfde wet wordt na het artikel 52quater, ingevoegd bij artikel 47, een hoofding ingevoegd, luidende:

"Informatie aan de aangeslotenen en de rentegenieters".

**Art. 49.** In dezelfde wet wordt een artikel 52quinquies ingevoegd, luidende:

"De pensioeninstelling stelt volgende informatie over de voorwaarden van de pensioenovereenkomst ter beschikking van de aangeslotenen en de rentegenieters:

1. de naam van de pensioeninstelling, de lidstaat waar de pensioeninstelling geregistreerd is of een vergunning heeft gekregen en de naam van de bevoegde autoriteit;

2. de rechten en plichten van de bij de pensioenovereenkomst betrokken partijen;

3. de voorwaarden betreffende volledige of gedeeltelijke garanties uit hoofde van de pensioenovereenkomst of op een bepaalde hoogte van de uitkeringen, of een verklaring daarover wanneer er geen garantie uit hoofde van de pensioenovereenkomst is voorzien;

4. een toelichting over de garantie bedoeld in artikel 47, tweede lid;

5. de opties waarover de aangeslotenen en de rentegenieters beschikken bij het innen van hun prestaties;

6. indien een aangeslotene of rentegenieter het recht heeft om pensioenrechten over te dragen, verdere informatie over de regelingen voor die overdracht;

7. bij pensioenovereenkomsten waarbij de aangeslotenen of rentegenieters een beleggingsrisico dragen en waarbij meerdere beleggingsmogelijkheden met verschillende beleggingsprofielen worden geboden:

— de voorwaarden die aan het scala aan beschikbare beleggingsmogelijkheden verbonden zijn;

— indien van toepassing, de standaard beleggingsmogelijkheid;

— de in het kader van de pensioenovereenkomst gehanteerde regel om een bepaalde aangeslotene aan een beleggingsmogelijkheid toe te wijzen.

Binnen een redelijke termijn wordt alle relevante informatie over wijzigingen van de in het eerste lid bedoelde informatie ter beschikking gesteld van de aangeslotenen en rentegenieters."

**Art. 50.** In artikel 53, § 1, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 27 oktober 2006, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° het eerste lid wordt vervangen als volgt:

"De pensioeninstelling stelt elk jaar een verslag op over het beheer van het geheel van pensioenovereenkomsten die, wat betreft de invulling van de elementen bedoeld in het tweede lid, gelijkaardig zijn. Dit transparantieverslag wordt ter beschikking gesteld van de aangeslotenen en de rentegenieters."

2° in het tweede lid wordt de bepaling onder 1° vervangen als volgt:

"het beleggingsprofiel, waaronder de beleggingsstrategie op lange en korte termijn, de mate waarin daarbij rekening wordt gehouden met milieu-, klimaat-, sociale en corporate governancefactoren, alsook de aard van de financiële risico's die door de aangeslotenen en de rentegenieters worden gedragen";

3° in hetzelfde lid wordt de bepaling onder 2° aangevuld met de volgende zin:

"Indien de aangeslotenen een beleggingsrisico dragen of beleggingsbeslissingen kunnen nemen, de resultaten die de beleggingen van de betrokken pensioenovereenkomsten in het verleden hebben behaald over ten minste de afgelopen vijf jaar, of alle jaren gedurende welke deze pensioenovereenkomsten werden uitgevoerd indien dat minder dan vijf jaar is."

**Art. 51.** In artikel 53, § 2, van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 27 december 2006 en laatstelijk gewijzigd bij de wet van 15 mei 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid worden in de inleidende zin de woorden "hun rechthebbenden" vervangen door de woorden "de rentegenieters";

2° het eerste lid wordt aangevuld met de bepaling onder 4°, luidende:

"4° eventuele verdere informatie over de gehanteerde hypothesen om de in artikel 48, § 1/2, eerste lid, 6., bedoelde projecties op te stellen."

3° l'alinéa 2 est abrogé.

**Art. 52.** Dans le Titre II, Chapitre I, Section 4, Sous-section 5, de la même loi, il est inséré après l'article 53, une rubrique intitulée:

"Informations supplémentaires à fournir aux rentiers".

**Art. 53.** Dans la même loi, il est inséré un article 53/1 rédigé comme suit:

"L'organisme de pension communique régulièrement aux rentiers les informations relatives aux prestations qui leur sont dues et aux options de versement correspondantes.

L'organisme de pension communique aux rentiers sans délai qu'une décision définitive a été prise conduisant à une réduction du niveau des prestations qui leur sont dues, et au plus tard trois mois avant que cette décision ne soit mise en œuvre.

Lorsqu'un niveau important de risque d'investissement est supporté par les rentiers au cours de la phase de versement, l'organisme de pension communique régulièrement aux rentiers des informations appropriées."

*Titre 5. — Modifications de la loi du 18 février 2018 portant des dispositions diverses en matière de pensions complémentaires et instaurant une pension complémentaire pour les travailleurs indépendants personnes physiques, pour les conjoints aidants et pour les aidants indépendants*

**Art. 54.** L'article 2 de la loi du 18 février 2018 portant des dispositions diverses en matière de pensions complémentaires et instaurant une pension complémentaire pour les travailleurs indépendants personnes physiques, pour les conjoints aidants et pour les aidants indépendants est complété par les 17°, 18° et 19° rédigés comme suit:

"17° rentier: toute personne qui reçoit des prestations périodiques tombant dans le champ d'application de la présente loi et de ses arrêtés d'exécution;

18° support durable: un instrument permettant à un affilié ou à un rentier de stocker des informations qui lui sont communiquées ou sont mises à sa disposition, personnellement, d'une manière permettant de s'y reporter à l'avenir et pendant un laps de temps adapté aux fins auxquelles les informations sont destinées et qui permet la reproduction à l'identique des informations stockées;

19° Sigedis: l'ASBL Sigedis, créée conformément à l'article 12 de l'arrêté royal du 12 juin 2006 portant exécution du Titre III, Chapitre II, de la loi du 23 décembre 2005 relative au pacte de solidarité entre les générations."

**Art. 55.** Dans l'article 4 de la même loi, les modifications suivantes sont apportées:

1° à l'alinéa 2, la phrase "Le Roi détermine également, dans cet arrêté, les règles spécifiques d'information ainsi que leurs modalités, à respecter lors de l'offre et de la conclusion d'une convention de pension." est remplacée par la phrase suivante: "Le Roi peut déterminer des règles spécifiques d'information ainsi que leurs modalités, à respecter lors de l'offre et de la conclusion d'une convention de pension.";

2° l'article est complété par deux alinéas rédigés comme suit:

"Le Roi peut préciser les règles et la méthodologie à suivre pour le calcul des données qui, en vertu du présent titre, doivent être communiquées aux affiliés, aux rentiers et/ou aux bénéficiaires ou être mises à leur disposition.

La FSMA peut, par voie de règlement, fixer une ou plusieurs présentations standard à utiliser pour les informations qui, en vertu du présent titre, à l'exception du relevé des droits à retraite visé à l'article 6 § 1<sup>er</sup>, doivent être communiquées aux affiliés, aux rentiers et/ou aux bénéficiaires ou être mises à leur disposition, en indiquant leur champ d'application. La FSMA peut déterminer la forme des documents, notamment leur structure, leur longueur, le contenu et l'ordre de leurs rubriques, leurs formulations et leur mise en page, d'une manière uniforme."

**Art. 56.** Dans l'article 6 de la même loi, les modifications suivantes sont apportées:

1° le paragraphe 1<sup>er</sup> est remplacé par ce qui suit:

" § 1<sup>er</sup>. Pour chaque affilié connu dans la banque de données des pensions complémentaires, Sigedis établit annuellement un document concis intitulé "relevé des droits à retraite", qui comprend les informations spécifiées au paragraphe 1<sup>er</sup>/2. Un relevé des droits à retraite est établi pour chaque affiliation.

3° het tweede lid wordt opgeheven.

**Art. 52.** In Titel II, Hoofdstuk I, Afdeling 4, onderafdeling 5, van dezelfde wet, wordt na het artikel 53 een hoofding ingevoegd, luidende:

"Bijkomende informatie aan de rentegenieters".

**Art. 53.** In dezelfde wet wordt een artikel 53/1 ingevoegd, luidende:

"De pensioeninstelling deelt de rentegenieters periodiek informatie mee over de verschuldigde uitkeringen en de overeenkomstige uitbetalingsmogelijkheden.

De pensioeninstelling deelt de rentegenieters onverwijld mee dat er een definitief besluit werd genomen dat in een verlaging van de hun toekomende uitkeringen resulteert, en ten laatste drie maanden voordat dat besluit wordt toegepast.

Wanneer tijdens de uitbetalingsfase een aanzienlijk deel van het beleggingsrisico door de rentegenieters wordt gedragen, deelt de pensioeninstelling de rentegenieters hierover regelmatig passende informatie mee."

*Titel 5. — Wijzigingen van de wet van 18 februari 2018 houdende diverse bepalingen inzake aanvullende pensioenen en tot instelling van een aanvullend pensioen voor de zelfstandigen actief als natuurlijk persoon, voor de meewerkende echtgenoten en voor de zelfstandige helpers*

**Art. 54.** Artikel 2 van de wet van 18 februari 2018 houdende diverse bepalingen inzake aanvullende pensioenen en tot instelling van een aanvullend pensioen voor de zelfstandigen actief als natuurlijk persoon, voor de meewerkende echtgenoten en voor de zelfstandige helpers, wordt aangevuld met de bepalingen onder 17°, 18° en 19°, luidende:

"17° rentegenieter: een persoon die periodieke prestaties ontvangt die onder het toepassingsgebied van deze wet en haar uitvoeringsbesluiten vallen;

18° duurzame drager: een hulpmiddel dat een aangeslotene of rentegenieter in staat stelt om persoonlijk aan hem of haar meegeedeelde of ter beschikking gestelde informatie op zodanige wijze op te slaan dat deze gedurende een voor het doel van de informatie toereikende periode kan worden geraadpleegd en waarmee de opgeslagen informatie ongewijzigd kan worden gereproduceerd;

19° Sigedis: de vzw Sigedis, opgericht overeenkomstig artikel 12 van het koninklijk besluit van 12 juni 2006 tot uitvoering van Titel III, Hoofdstuk II, van de wet van 23 december 2005 betreffende het generatiepact."

**Art. 55.** In artikel 4 van dezelfde wet, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het tweede lid wordt de zin "De Koning bepaalt in dit besluit eveneens de specifieke regels inzake informatieverstrekking en hun modaliteiten die nageleefd moeten worden bij het aanbieden of het afsluiten van een pensioenovereenkomst." vervangen als volgt: "De Koning kan specifieke regels bepalen inzake informatieverstrekking en hun modaliteiten die nageleefd moeten worden bij het aanbieden of het afsluiten van een pensioenovereenkomst.";

2° het artikel wordt aangevuld met twee leden, luidende:

"De Koning kan de nadere regels en de methodologie vaststellen voor de berekening van de gegevens die op basis van deze Titel moeten worden ter beschikking gesteld of meegedeeld aan de aangeslotenen, de rentegenieters en/of de begunstigen.

De FSMA kan bij reglement één of meerdere gestandaardiseerde presentatiewijze(n) bepalen voor de informatie die op basis van deze Titel, met uitzondering van het pensioenoverzicht zoals bedoeld in artikel 6, § 1, moet worden ter beschikking gesteld of meegedeeld aan de aangeslotenen, de rentegenieters en/of de begunstigen, met opgave van het toepassingsgebied ervan. De FSMA kan de vormgeving van de documenten, waaronder de structuur, de lengte, de inhoud en de volgorde van de rubrieken, de bewoordingen en de layout op een uniforme wijze vaststellen."

**Art. 56.** In artikel 6 van dezelfde wet, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° paragraaf 1 wordt vervangen als volgt:

" § 1. Sigedis stelt voor elke in de databank aanvullende pensioenen gekende aangeslotene jaarlijks een beknopt document op dat de titel "pensioenoverzicht" draagt en waarin de in paragraaf 1/2 bepaalde gegevens zijn opgenomen. Een pensioenoverzicht wordt opgesteld per aansluiting.

Les informations contenues dans le relevé des droits à retraite doivent être précises et à jour.

Tout changement important dans les informations contenues dans le relevé des droits à retraite par rapport à l'année précédente est indiqué clairement.”;

2° il est inséré un paragraphe 1<sup>er</sup>/1 rédigé comme suit:

” § 1<sup>er</sup>/1. Chaque année, Sigedis envoie sans frais le relevé des droits à retraite à la boîte aux lettres électronique sécurisée de la sécurité sociale (e-Box) des affiliés concernés et le place également dans leur environnement de documents sur le site web [www.mypension.be](http://www.mypension.be).

Pour les affiliés qui ont enregistré une adresse e-mail sur le site web [www.mypension.be](http://www.mypension.be) ou sur leur boîte aux lettres électronique sécurisée de la sécurité sociale (e-Box), Sigedis envoie une notification à cette adresse e-mail à l'occasion de cet envoi annuel pour informer la personne concernée des nouvelles informations disponibles.

Sigedis envoie également tous les relevés des droits à retraite sans frais à l'organisme de pension concerné, en précisant pour chaque relevé des droits à retraite si l'affilié concerné a été informé par courrier électronique comme indiqué à l'alinéa 2 et si l'affilié concerné a payé une contribution l'année précédente. L'organisme de pension fournit alors sans frais le relevé des droits à retraite aux affiliés qui ont payé une contribution l'année précédente et qui n'ont pas été informés par courrier électronique comme indiqué à l'alinéa 2.”;

3° il est inséré un paragraphe 1<sup>er</sup>/2 rédigé comme suit:

” § 1<sup>er</sup>/2. Le relevé des droits à retraite contient au moins les informations suivantes:

1. la date exacte à laquelle les informations figurant dans le relevé des droits à retraite se réfèrent. Il s'agit toujours du 1<sup>er</sup> janvier d'une année déterminée;

2. le montant des réserves acquises au 1<sup>er</sup> janvier de l'année concernée calculées sur la base des données personnelles et des paramètres de la pension complémentaire pris en compte à la dernière date de recalcul prévue à la convention de pension;

3. le cas échéant, toute information concernant des garanties totales ou partielles au titre de la convention de pension et, dans ce cas, l'endroit où trouver de plus amples informations;

4. si les prestations acquises sont calculables, le montant de celles-ci au 1<sup>er</sup> janvier de l'année concernée calculées sur la base des données personnelles et des paramètres de la pension complémentaire pris en compte à la dernière date de recalcul prévue à la convention de pension;

5. le montant au 1<sup>er</sup> janvier de l'année concernée de la prestation attendue, à l'âge légal de la pension de l'affilié, calculée sur la base des hypothèses suivantes:

— l'affilié qui a payé une contribution l'année civile précédente, verse jusqu'à cet âge légal de la pension des contributions égales à celles versées au cours de l'année civile précédente;

— l'affilié qui n'a pas payé de contribution l'année civile précédente, reste affilié jusqu'à cet âge légal de la pension, mais sans versements de contributions supplémentaires;

— les données personnelles et les paramètres de la pension complémentaire pris en compte à la dernière date de recalcul prévue à la convention de pension restent inchangés.

Dans le cas où des scénarios économiques ont une incidence sur le calcul de la prestation attendue, celle-ci doit comprendre le scénario le plus réaliste, un scénario favorable et un scénario défavorable, tenant compte de la nature propre de la convention de pension.

Une clause de non-responsabilité précisant qu'il s'agit de projections qui peuvent différer du montant final des prestations à percevoir est ajoutée;

6. le montant au 1<sup>er</sup> janvier de l'année concernée de la prestation en cas de décès avant l'âge de retraite calculée sur la base des données personnelles et des paramètres de la pension complémentaire pris en compte à la dernière date de recalcul prévue par la convention de pension.

S'il existe une rente d'orphelin ou s'il existe une prestation complémentaire en cas de décès par accident, cela est également précisé;

7. le niveau actuel de financement au 1<sup>er</sup> janvier de l'année concernée des réserves acquises;

De informatie in het pensioenoverzicht moet nauwkeurig en bijgewerkt zijn.

Elke wezenlijke wijziging in de in het pensioenoverzicht opgenomen informatie ten opzichte van het voorgaande jaar wordt duidelijk aangegeven.”;

2° er wordt een paragraaf 1/1 ingevoegd, luidende:

” § 1/1. Sigedis stuurt jaarlijks kosteloos het pensioenoverzicht naar de beveiligde elektronische brievenbus van de sociale zekerheid (e-Box) van de betrokken aangeslotenen en plaatst het eveneens in hun document-omgeving binnen de website [www.mypension.be](http://www.mypension.be).

Voor de aangeslotenen die een e-mailadres hebben geregistreerd bij de website [www.mypension.be](http://www.mypension.be) of bij hun beveiligde elektronische brievenbus van de sociale zekerheid (e-Box), stuurt Sigedis naar aanleiding van deze jaarlijkse verzending, een notificatie naar dat e-mailadres om de betrokkene te informeren over de nieuwe beschikbare informatie.

Sigedis bezorgt eveneens alle pensioenoverzichten kosteloos aan de betrokken pensioeninstelling met daarbij per pensioenoverzicht de indicatie of de betrokken aangeslotene per e-mail werd geïnformeerd zoals bedoeld in het tweede lid, en of de betrokken aangeslotene het voorgaande jaar een bijdrage heeft betaald. De pensioeninstelling bezorgt daarop kosteloos het pensioenoverzicht aan de aangeslotenen die het voorgaande jaar een bijdrage hebben betaald en die niet per e-mail werden geïnformeerd zoals bedoeld in het tweede lid.”;

3° er wordt een paragraaf 1/2 ingevoegd, luidende:

” § 1/2. Het pensioenoverzicht bevat ten minste de volgende informatie:

1. de precieze datum waarop de informatie in het pensioenoverzicht betrekking heeft. Het betreft steeds 1 januari van een bepaald jaar;

2. het bedrag van de verworven reserves op 1 januari van het betrokken jaar, berekend op basis van de persoonlijke gegevens en de parameters van het aanvullend pensioen die in aanmerking werden genomen bij de laatste herberekeningsdatum bepaald in de pensioenovereenkomst;

3. indien van toepassing, informatie over volledige of gedeeltelijke garanties uit hoofde van de pensioenovereenkomst en, in voorkomend geval, waar verdere informatie te vinden is;

4. als de verworven prestaties berekenbaar zijn, het bedrag ervan op 1 januari van het betrokken jaar, berekend op basis van de persoonlijke gegevens en de parameters van het aanvullend pensioen die in aanmerking werden genomen bij de laatste herberekeningsdatum bepaald in de pensioenovereenkomst;

5. het bedrag van de verwachte prestatie op de wettelijke pensioenleeftijd van de aangeslotene, op 1 januari van het betrokken jaar, berekend op basis van de volgende veronderstellingen:

— de aangeslotene die het voorgaande kalenderjaar een bijdrage heeft betaald, betaalt verder bijdragen tot aan de pensioenleeftijd en deze bijdragen zijn gelijk aan de bijdragen betaald in het vorige kalenderjaar;

— de aangeslotene die het voorgaande kalenderjaar geen bijdrage heeft betaald, blijft aangesloten tot aan de wettelijke pensioenleeftijd, maar zonder bijkomende bijdragestortingen;

— de persoonlijke gegevens en de parameters van het aanvullend pensioen die in aanmerking werden genomen bij de laatste herberekeningsdatum bepaald in de pensioenovereenkomst blijven ongewijzigd.

In het geval economische scenario's een invloed hebben op de berekening van de verwachte prestatie, moet deze een meest realistisch scenario, een gunstig scenario en een ongunstig scenario omvatten, rekening houdend met de specifieke aard van de pensioenovereenkomst.

Er wordt een waarschuwing toegevoegd dat het gaat om projecties die kunnen verschillen van de definitieve waarde van de te ontvangen uitkeringen;

6. het bedrag van de prestatie bij overlijden vóór de pensioenleeftijd op 1 januari van het betrokken jaar, berekend op basis van de persoonlijke gegevens en de parameters van het aanvullend pensioen die in aanmerking werden genomen bij de laatste herberekeningsdatum bepaald in de pensioenovereenkomst.

Indien er een wezenrente bestaat of er een bijkomende prestatie wordt toegekend in geval van overlijden door een ongeval, wordt dit eveneens vermeld;

7. het actuele financieringsniveau van de verworven reserves op 1 januari van het betrokken jaar;



8. le montant visé au point 2, relatif au 1<sup>er</sup> janvier de l'année précédente;

9. les éléments qui sont pris en compte pour le calcul des contributions et des montants visés aux points 2 et 4;

Sont à cet égard également indiqués la date de recalcul à laquelle les données personnelles et les paramètres de la pension complémentaire sont pris en compte dans le calcul des montants visés aux points 2, 4, 5 et 6, ainsi que l'âge de retraite et l'âge légal de la pension qui est applicable à l'affilié concerné;

10. des informations sur les contributions qui ont été versées au cours de l'année civile précédente.

Si une partie des contributions est utilisée pour couvrir des charges fiscales et parafiscales ou pour financer des couvertures supplémentaires, ces montants doivent être indiqués séparément;

11. une ventilation des coûts qui ont été déduits par l'organisme de pension au cours de l'année civile précédente et qui ont un impact sur les droits de l'affilié;

12. le rendement qui a été attribué à l'affilié au cours de l'année civile précédente;

13. tout autre montant entrant et sortant autorisé par la loi qui a une incidence sur l'évolution des réserves acquises entre deux années consécutives.

Le relevé des droits à retraite doit également indiquer:

— que les montants mentionnés sont des montants bruts et que les prestations, lors de leur versement, seront encore assujetties à des impôts et à des cotisations sociales;

— les coordonnées de la personne à qui ou du service auquel l'affilié peut s'adresser en cas de questions ou de plaintes;

— que l'affilié peut consulter les données relatives à sa (ses) pension(s) complémentaire(s) sur le site web [www.mypension.be](http://www.mypension.be);

— où et comment obtenir des informations supplémentaires, notamment:

- de plus amples informations pratiques sur les options offertes à affilié par la convention de pension;

- les informations contenues dans les comptes et rapports annuels, ainsi que les informations contenues dans la déclaration relative aux principes fondant la politique de placement;

- le cas échéant, des informations sur les hypothèses utilisées pour estimer les montants exprimés en rente, en particulier les règles d'actualisation, le type de prestataire et la durée de la rente;

- des informations sur le niveau des prestations en cas de cessation de versement des contributions;

- des informations complémentaires s'il s'agit d'une convention de pension dans laquelle l'affilié supporte le risque d'investissement et où une option d'investissement est imposée à l'affilié par une règle spécifique prévue dans la convention de pension.:"

4<sup>o</sup> il est inséré un paragraphe 1<sup>er</sup>/3 rédigé comme suit:

" § 1<sup>er</sup>/3. Le Roi peut déterminer les règles, les hypothèses et la méthodologie à suivre pour le(s) mode(s) de présentation et le calcul des données visées au § 1<sup>er</sup>/2.:"

5<sup>o</sup> le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit:

" § 2. En vue du versement de la prestation de pension complémentaire, la procédure suivante est applicable:

1. lorsque l'organisme de pension reçoit la notification de Sigedis, telle que visée à l'article 7, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, l'organisme de pension communique à l'affilié les informations visées à l'alinéa 2 dans le délai suivant:

a) au plus tard soixante jours avant la mise à la retraite de l'affilié, si l'organisme de pension reçoit la notification de Sigedis au moins nonante jours avant la mise à la retraite de l'affilié;

b) dans les autres cas, dans les trente jours qui suivent la réception de la notification de Sigedis.

2. Lorsque l'organisme de pension reçoit la demande de l'affilié, telle que visée à l'article 7, § 1<sup>er</sup>, alinéa 4 ou 5, l'organisme de pension communique à l'affilié les informations visées à l'alinéa 2 dans un délai de trente jours.

8. het in punt 2 bedoelde bedrag dat betrekking heeft op 1 januari van het voorgaande jaar;

9. de elementen waarmee bij de berekening van de bijdragen en de bedragen onder punten 2 en 4 rekening wordt gehouden;

Hierbij wordt eveneens de herberekeningsdatum vermeld waarop de persoonlijke gegevens en de parameters van het aanvullend pensioen in aanmerking werden genomen bij de berekening van de bedragen bedoeld in punten 2, 4, 5 en 6, alsook de pensioenleeftijd en de wettelijke pensioenleeftijd die op de betrokken aangeslotene van toepassing is;

10. informatie over de bijdragen die het vorige kalenderjaar werden betaald.

Indien een deel van de bijdragen wordt gebruikt tot dekking van fiscale en parafiscale lasten of voor de financiering van bijkomende dekkingen, dienen deze bedragen afzonderlijk te worden vermeld;

11. een uitsplitsing van de kosten die de pensioeninstelling het vorige kalenderjaar heeft ingehouden en die een impact hebben op de rechten van de aangeslotene;

12. het rendement dat het vorige kalenderjaar aan de aangeslotene werd toegekend;

13. de eventuele andere door de wetgeving toegelaten inkomende en uitgaande bedragen die een invloed hebben op de evolutie van de verworven reserves tussen twee opeenvolgende jaren.

Het pensioenoverzicht vermeldt tevens:

— dat de vermelde bedragen bruto bedragen betreffen en de prestaties bij uitkering nog onderhevig zijn aan belastingen en sociale bijdragen;

— de contactgegevens van de persoon of dienst waar de aangeslotene terecht kan met vragen of klachten;

— dat de aangeslotene de gegevens betreffende zijn aanvullend(e) pensioen(en) kan raadplegen op de website [www.mypension.be](http://www.mypension.be).

— waar en hoe aanvullende informatie kan worden verkregen, onder meer over:

- verdere praktische informatie over de opties waarover de aangeslotene in het kader van de pensioenovereenkomst beschikt;

- de in de jaarrekeningen, jaarverslagen en in de verklaring inzake de beleggingsbeginselen vermelde informatie;

- indien van toepassing, informatie over de gehanteerde hypothesen voor in rente uitgedrukte bedragen, met name over de actualisatieregels, het soort aanbieder en de duur van de rente;

- informatie over de hoogte van de uitkeringen in geval van beëindiging van de bijdragebetaling;

- aanvullende informatie indien het een pensioenovereenkomst betreft waarbij de aangeslotene het beleggingsrisico draagt en waarbij een beleggingsmogelijkheid krachtens een in het kader van de pensioenovereenkomst vastgelegde specifieke regel aan de aangeslotene wordt opgelegd.:"

4<sup>o</sup> er wordt een paragraaf 1/3 ingevoegd, luidende:

" § 1/3. De Koning kan de voorschriften, hypothesen en methodologie bepalen voor de voorstellingswijze(n) en de berekening van de gegevens vermeld in § 1/2.:"

5<sup>o</sup> paragraaf 2 wordt vervangen als volgt:

" § 2. Met het oog op de uitbetaling van de aanvullende pensioenprestatie geldt de volgende procedure:

1. indien de pensioeninstelling de kennisgeving van Sigedis ontvangt, zoals bedoeld in artikel 7, § 1, derde lid, deelt de pensioeninstelling aan de aangeslotene de informatie bedoeld in het tweede lid mee binnen de volgende termijn:

a) ten laatste zestig dagen vóór de pensionering van de aangeslotene, indien de pensioeninstelling de kennisgeving van Sigedis minstens negentig dagen vóór de pensionering van de aangeslotene ontvangt;

b) in de andere gevallen, binnen de dertig dagen na de ontvangst van de kennisgeving van Sigedis.

2. Indien de pensioeninstelling het verzoek van de aangeslotene, zoals bedoeld in artikel 7, § 1, vierde of vijfde lid, ontvangt, deelt de pensioeninstelling binnen de dertig dagen aan de aangeslotene de informatie bedoeld in het tweede lid mee.

Les informations visées à l'alinéa 1<sup>er</sup> contiennent les données suivantes:

— les prestations qui sont dues, en mentionnant, si nécessaire, qu'un recalcul des prestations sera opéré lors de la mise à la retraite, ce qui implique que le montant effectivement versé peut être différent;

- les options de paiement possibles;
- les données nécessaires au paiement;

— le cas échéant, la notification que, sauf avis contraire, la pension complémentaire sera versée sur le numéro de compte sur lequel est versée la pension légale et pour l'utilisation duquel, dans le cadre du paiement de sa pension complémentaire, l'affilié a donné son accord.

Si l'organisme de pension n'a pas reçu de notification ou de demande telle que visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, il communique à l'affilié qui n'a pas payé de contribution l'année civile précédente, les données visées à l'alinéa 2 au plus tard soixante jours avant que ce dernier n'atteigne l'âge légal de la pension. Le cas échéant, l'organisme de pension informe l'affilié de la possibilité prévue par l'article 7, § 1<sup>er</sup>, alinéa 4.

Le non-respect des délais visés aux alinéas 1<sup>er</sup> et 3 a pour conséquence qu'à partir du lendemain de l'échéance du délai non respecté et jusqu'au jour où les informations visées à l'alinéa 2 sont effectivement communiquées à l'affilié, le taux d'intérêt légal tel que visé à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 5 mai 1865 relative au prêt à l'intérêt, commence à courir de plein droit et sans mise en demeure sur la prestation à octroyer.

À condition que:

— les prestations acquises ou, à défaut, les réserves acquises, soient inférieures au montant déterminé conformément à l'article 32, § 1<sup>er</sup>, alinéas 4 et 5, de la loi du 28 avril 2003 relative aux pensions complémentaires et au régime fiscal de celles-ci et de certains avantages complémentaires en matière de sécurité sociale, et que;

— le numéro de compte sur lequel sera versée la pension légale de l'affilié soit disponible dans le réseau de la sécurité sociale et que l'affilié ait donné son accord pour son utilisation dans le cadre du paiement de sa pension complémentaire;

dans les cas visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1. et l'alinéa 3, et par dérogation à l'alinéa 2, l'information peut être limitée aux mentions suivantes:

— les prestations qui sont dues, en mentionnant, si nécessaire, qu'un recalcul des prestations sera opéré lors de la mise à la retraite, ce qui implique que le montant effectivement versé peut être différent;

— la notification que la pension complémentaire sera versée sur le numéro de compte sur lequel est versée la pension légale.

À condition que l'affilié ait enregistré une adresse e-mail sur le site web [www.mypension.be](http://www.mypension.be) ou sur sa boîte aux lettres électronique sécurisée de la sécurité sociale (e-Box), la communication d'informations visée à l'alinéa 5 est remplacée par une communication électronique d'informations par Sigedis.

Sigedis informe l'organisme de pension concerné de cette communication et la date de celle-ci.”;

6° il est inséré un paragraphe 2/1 rédigé comme suit:

§ 2/1. Dans les trente jours qui suivent la notification à l'organisme de pension du décès de l'affilié par Sigedis, ou à défaut de cette notification, sur présentation d'un document probant, par un bénéficiaire ou de toute autre manière, l'organisme de pension communique au(x) bénéficiaire(s) les informations suivantes:

- les prestations qui sont dues;
- les options de paiement possibles;
- les données nécessaires au paiement.

Le délai prévu à l'alinéa 1<sup>er</sup> est suspendu si l'organisme de pension ne dispose pas de données suffisantes pour identifier ou localiser un ou plusieurs bénéficiaires. L'organisme de pension prend toutes les mesures raisonnables pour obtenir ces données dans le délai le plus court possible, après quoi le délai défini à l'alinéa 1<sup>er</sup> reprend. Afin d'identifier et de rechercher les personnes ayant la qualité de bénéficiaire conformément à la convention de pension, l'organisme de pension recueille le cas échéant les données d'identification des personnes concernées auprès de Sigedis.

De informatie zoals bedoeld in het eerste lid bevat de volgende gegevens:

— de prestaties die verschuldigd zijn, met, indien nodig, de vermelding dat een herberekening van de prestaties zal gebeuren op het ogenblik van de pensionering waardoor het effectief uitgekeerde bedrag kan verschillen;

- de mogelijke uitbetalingswijzen;
- de noodzakelijke gegevens voor de uitbetaling;

— desgevallend, de mededeling dat, behoudens tegenbericht, het aanvullend pensioen zal worden uitbetaald op het rekeningnummer waarop het wettelijk pensioen wordt betaald en voor het gebruik waarvan in het kader van de uitbetaling van zijn aanvullend pensioen de aangeslotene zijn akkoord heeft gegeven.

Indien de pensioeninstelling geen kennisgeving of verzoek heeft ontvangen zoals bedoeld in het eerste lid, deelt zij aan de aangeslotene die het voorgaande kalenderjaar geen bijdrage heeft betaald, de in het tweede lid bedoelde gegevens mee uiterlijk zestig dagen vóór het bereken van diens wettelijke pensioenleeftijd. Indien van toepassing licht de pensioeninstelling de aangeslotene in over de mogelijkheid voorzien in artikel 7, § 1, vierde lid.

De niet-naleving van de termijnen bedoeld in het eerste en het derde lid heeft tot gevolg dat, vanaf de dag volgend op het verstrijken van de niet-nageleefde termijn tot op de dag van de effectieve mededeling van de in het tweede lid bedoelde gegevens aan de aangeslotene, van rechtswege en zonder ingebrekestelling de wettelijke intrestvoet zoals bepaald in artikel 2, § 1, van de wet van 5 mei 1865 betreffende de lening tegen intrest, begint te lopen op de uit te keren prestatie.

Op voorwaarde dat:

— de verworven prestaties, of bij ontstentenis de verworven reserves, minder bedragen dan het bedrag vastgesteld overeenkomstig art. 32, § 1, vierde en vijfde lid, van de wet van 28 april 2003 betreffende de aanvullende pensioenen en het belastingstelsel van die pensioenen en van sommige aanvullende voordelen inzake sociale zekerheid, en dat;

— het rekeningnummer waarop het wettelijk pensioen van de aangeslotene zal worden betaald beschikbaar is in het netwerk van de sociale zekerheid en de aangeslotene zijn akkoord heeft gegeven voor het gebruik ervan in het kader van de uitbetaling van zijn aanvullend pensioen;

kan, in de gevallen bedoeld in het eerste lid, 1. en in het derde lid, en in afwijking van het tweede lid, de informatie worden beperkt tot de volgende vermeldingen:

— de prestaties die verschuldigd zijn, met, indien nodig, de vermelding dat een herberekening van de prestaties zal gebeuren op het ogenblik van de pensionering waardoor het effectief uitgekeerde bedrag kan verschillen;

— de mededeling dat het aanvullend pensioen zal worden uitbetaald op het rekeningnummer waarop het wettelijk pensioen wordt betaald.

Op voorwaarde dat de aangeslotene een e-mailadres heeft geregistreerd bij de website [www.mypension.be](http://www.mypension.be) of bij zijn beveiligde elektronische brievenbus van de sociale zekerheid (e-Box) wordt de in het vijfde lid bedoelde informatieverstrekking vervangen door een informatieverstrekking langs elektronische weg door Sigedis.

Sigedis brengt de betrokken pensioeninstelling op de hoogte van deze informatieverstrekking en de datum ervan.”;

6° er wordt een paragraaf 2/1 ingevoegd, luidende:

” § 2/1. Binnen de dertig dagen nadat de pensioeninstelling op de hoogte is gebracht van het overlijden van de aangeslotene door Sigedis, of bij gebrek aan deze kennisgeving, aan de hand van een bewijskrachtig middel, door een begunstigde of op een andere wijze, deelt de pensioeninstelling aan de begunstigde(n) de volgende informatie mee:

- de prestaties die verschuldigd zijn;
- de mogelijke uitbetalingswijzen;
- de noodzakelijke gegevens voor de uitbetaling;

De termijn in het eerste lid wordt opgeschort indien de pensioeninstelling niet over voldoende gegevens beschikt om één of meerdere van de begunstigten te identificeren of te lokaliseren. De pensioeninstelling neemt alle redelijke maatregelen om binnen de kortst mogelijke termijn deze gegevens te bekomen, waarna de termijn bepaald in het eerste lid herneemt. Ter identificatie en opsporing van de personen die overeenkomstig de pensioenovereenkomst de hoedanigheid van begunstigde hebben, vraagt de pensioeninstelling desgevallend de identifiatiegegevens van de betrokkenen op bij Sigedis.

Si l'organisme de pension constate, après avoir reçu du (des) bénéficiaire(s) les données nécessaires au paiement visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>, que des renseignements complémentaires sont requis vu la nature et le contenu de ces informations, l'organisme de pension le fait savoir dans un délai de trente jours.

Dans un délai de trente jours à compter de la réception de toutes les informations nécessaires, telles que décrites aux alinéas 1<sup>er</sup> et 3, l'organisme de pension procède au versement de la prestation à octroyer. Ce délai est suspendu si le versement ne peut pas s'effectuer pour une raison étrangère à l'organisme de pension. Le délai commence à courir à nouveau lorsque la raison cesse d'exister. L'organisme de pension doit démontrer à l'aide du dossier le motif pour lequel le délai a été le cas échéant suspendu et il doit prouver que cette suspension est en conformité avec la loi.

Le non-respect des délais visés aux alinéas 1<sup>er</sup>, 3 et 4 a pour conséquence qu'à partir du lendemain de l'échéance du délai non respecté et jusqu'au jour où les renseignements nécessaires tels que décrits aux alinéas 1<sup>er</sup> et 3 sont demandés ou jusqu'au jour du versement effectif par l'organisme de pension tel que décrit à l'alinéa 4, le taux d'intérêt légal tel que visé à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 5 mai 1865 relative au prêt à l'intérêt, commence à courir de plein droit et sans mise en demeure sur la prestation à octroyer.

Les informations visées aux alinéas 1<sup>er</sup> et 3 doivent être raisonnables et pertinentes en vue du règlement du versement de la prestation.”;

7<sup>o</sup> dans le paragraphe 3, alinéa 1<sup>er</sup>, les modifications suivantes sont apportées:

— les mots “aux paragraphes 1<sup>er</sup> à 2” sont remplacés par les mots “aux paragraphes 1<sup>er</sup> à 2/1”;

— dans le 2<sup>o</sup>, les mots “le nom, l'adresse de contact et” sont insérés entre les mots “en ce compris” et les mots “le numéro BCE”;

8<sup>o</sup> les paragraphes 4 et 5 sont abrogés;

9<sup>o</sup> le paragraphe 6 est remplacé par ce qui suit:

“ § 6. L'organisme de pension communique à Sigedis les données nécessaires à l'établissement du relevé des droits à retraite visé au § 1<sup>er</sup>, ainsi qu'à l'information visée à l'article 306, § 2, 5<sup>o</sup>, de la loi-programme (I) du 27 décembre 2006.”.

**Art. 57.** Dans l'article 7, § 1<sup>er</sup>, de la même loi les modifications suivantes sont apportées:

1<sup>o</sup> dans l'alinéa 1<sup>er</sup>, la phrase “Les prestations sont calculées à la date de mise à la retraite de l'affilié et payées au plus tard dans les trente jours qui suivent la communication par l'affilié à l'organisme de pension des données nécessaires au paiement.” est remplacée par la phrase suivante: “Les prestations sont calculées à la date de mise à la retraite de l'affilié et payées au plus tard dans les trente jours qui suivent la mise à la retraite de l'affilié ou dans les trente jours qui suivent la communication par l'affilié et/ou Sigedis à l'organisme de pension des données nécessaires au paiement, la date la plus tardive étant retenue.”;

2<sup>o</sup> dans l'alinéa 3, les mots “L'asbl SIGeDIS, créée suivant l'article 12 de l'arrêté royal du 12 juin 2006 portant exécution du Titre III, Chapitre II, de la loi du 23 décembre 2005 relative au pacte de solidarité entre les générations” sont remplacés par le mot “Sigedis”.

3<sup>o</sup> le paragraphe est complété par deux alinéas rédigés comme suit:

“À partir du 1<sup>er</sup> janvier 2025 au plus tard, si l'affilié fait connaître sans ambiguïté sa demande visée à l'alinéa 4 via [www.mypension.be](http://www.mypension.be), Sigedis sera tenue d'en informer sans délai l'organisme de pension concerné.

Le non-respect du délai visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> a pour conséquence qu'à partir du lendemain de l'échéance du délai non respecté et jusqu'au jour du paiement effectif de la prestation par l'organisme de pension, tel que visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le taux d'intérêt légal tel que visé à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 5 mai 1865 relative au prêt à l'intérêt, commence à courir de plein droit et sans mise en demeure sur la prestation à octroyer.”.

**Art. 58.** § 1<sup>er</sup>. Dans le Titre II, Chapitre 4, de la même loi, il est inséré une Section 1<sup>re</sup>, comportant l'article 9, intitulée:

“Section 1<sup>re</sup> - Déclaration sur les principes de la politique de placement”.

§ 2. Dans l'article 9 de la même loi, l'alinéa 4 est abrogé.

Indien de pensioeninstelling, na de noodzakelijke gegevens voor de uitbetaling te hebben ontvangen van de begunstigde(n), zoals bedoeld in het eerste lid, vaststelt dat gezien de aard of de inhoud van deze informatie bijkomende inlichtingen vereist zijn, deelt de pensioeninstelling dit binnen een termijn van dertig dagen mee.

Binnen de termijn van dertig dagen na de ontvangst van alle nodige informatie zoals omschreven in het eerste en het derde lid, gaat de pensioeninstelling over tot de uitbetaling van de prestatie. Deze termijn wordt opgeschort indien omwille van een aan de pensioeninstelling externe oorzaak de uitbetaling niet kan plaatsvinden. De termijn begint opnieuw te lopen wanneer de oorzaak ophoudt te bestaan. De pensioeninstelling moet aan de hand van het dossier aantonen waarom de termijn desgevallend is geschorst en bewijzen dat deze schorsing in overeenstemming is met de wet.

De niet-naleving van de termijnen bedoeld in het eerste, derde en vierde lid heeft tot gevolg dat, vanaf de dag volgend op het verstrijken van de niet-nageleefde termijn en tot op de dag van het opvragen van de nodige inlichtingen zoals beschreven in het eerste en derde lid of van de effectieve uitbetaling door de pensioeninstelling zoals beschreven in het vierde lid, van rechtswege en zonder ingebrekestelling de wettelijke intrestvoet zoals bepaald in artikel 2, § 1, van de wet van 5 mei 1865 betreffende de lening tegen intrest, begint te lopen op de uit te keren prestatie.

De informatie bedoeld in het eerste en derde lid moet redelijk en relevant zijn met het oog op het regelen van de uitbetaling van de prestatie.”;

7<sup>o</sup> in paragraaf 3, eerste lid, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

— de woorden “de paragrafen 1 en 2” worden vervangen door de woorden “de paragrafen 1 tot en met 2/1”;

— in de bepaling onder 2<sup>o</sup> worden de woorden “de naam, het contactadres en” ingevoegd tussen de woorden “met inbegrip van” en de woorden “het KBO-nummer”;

8<sup>o</sup> de paragrafen 4 en 5 worden opgeheven;

9<sup>o</sup> paragraaf 6 wordt vervangen als volgt:

“ § 6. De pensioeninstelling deelt aan Sigedis de gegevens mee die noodzakelijk zijn voor de opstelling van het in § 1 bedoelde pensioenoverzicht, alsook voor de in artikel 306, § 2, 5<sup>o</sup>, van de programmawet (I) van 27 december 2006 bedoelde informatieverstrekking.”.

**Art. 57.** In artikel 7, § 1, van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1<sup>o</sup> in het eerste lid wordt de zin “De prestaties worden berekend op de datum van de pensionering van de aangeslotene en uitbetaald ten laatste binnen de dertig dagen die volgen op de mededeling van de voor de uitbetaling noodzakelijke gegevens aan de pensioeninstelling door de aangeslotene.” vervangen als volgt: “De prestaties worden berekend op de datum van de pensionering van de aangeslotene en uitbetaald ten laatste binnen de dertig dagen na de pensionering van de aangeslotene of, wanneer dit later is, binnen de dertig dagen die volgen op de mededeling van de voor de uitbetaling noodzakelijke gegevens aan de pensioeninstelling door de aangeslotene en/of Sigedis.”;

2<sup>o</sup> in het derde lid, worden de woorden “De vzw SIGeDIS, opgericht overeenkomstig artikel 12 van het koninklijk besluit van 12 juni 2006 tot uitvoering van Titel III, Hoofdstuk II, van de wet van 23 december 2005 betreffende het generatiepact,” vervangen door het woord “Sigedis”.

3<sup>o</sup> de paragraaf wordt aangevuld met twee leden, luidende:

“Ten laatste vanaf 1 januari 2025 zal, indien de aangeslotene zijn verzoek zoals bedoeld in het vierde lid, ondubbelzinnig kenbaar maakt via [www.mypension.be](http://www.mypension.be), Sigedis ertoe gehouden zijn de betrokken pensioeninstelling hiervan onverwijld op de hoogte te brengen.

De niet-naleving van de termijn bedoeld in het eerste lid heeft tot gevolg dat, vanaf de dag volgend op het verstrijken van de niet-nageleefde termijn tot op de dag van de effectieve uitbetaling van de prestatie door de pensioeninstelling, zoals bedoeld in het eerste lid, van rechtsweg en zonder ingebrekestelling de wettelijke intrestvoet zoals bepaald in artikel 2, § 1, van de wet van 5 mei 1865 betreffende de lening tegen intrest, begint te lopen op de uit te keren prestaties.”.

**Art. 58.** § 1. In Titel II, Hoofdstuk 4, van dezelfde wet, wordt een Afdeling 1 ingevoegd die het artikel 9 bevat, luidende:

“Afdeling 1 - Verklaring met de beginselen van het beleggingsbeleid”.

§ 2. In artikel 9 van dezelfde wet, wordt het vierde lid opgeheven.

**Art. 59.** Dans le Titre II, Chapitre 4, de la même loi, il est inséré, après l'article 9, une Section 2 intitulée:

"Section 2 - Dispositions générales en matière de fourniture d'informations".

**Art. 60.** Dans la Section 2, insérée par l'article 59, il est inséré un article 9/1, rédigé comme suit:

" § 1<sup>er</sup>. Les informations visées au présent Titre sont:

1. mises à jour régulièrement;
2. rédigées de manière claire, dans un langage non ambigu, succinct et compréhensible, en évitant le jargon et l'emploi de termes techniques lorsque des mots du langage courant peuvent être utilisés à la place;
3. établies d'une manière non trompeuse, en veillant à ce que leur vocabulaire et leur contenu soient cohérents;
4. présentées d'une manière qui en rend la lecture aisée;
5. établies dans une langue officielle;
6. conservées sur un support durable et, selon le cas, communiquées ou mises à disposition gratuitement sur papier, via le site web [www.mypension.be](http://www.mypension.be) ou par toute autre voie électronique. Si les informations ont été transmises ou mises à disposition par voie électronique, les destinataires peuvent demander à recevoir, en sus des informations sous format électronique, une copie papier qui leur sera fournie gratuitement.

§ 2. L'organisme de pension peut mettre à disposition via le site web [www.mypension.be](http://www.mypension.be) les documents contenant des informations prescrites par le présent Titre.

L'organisme de pension peut pour tout ou partie être déchargé des obligations d'information individuelles à l'égard des affiliés, des rentiers et/ou des bénéficiaires, imposées par le présent Titre, pour autant que Sigedis s'engage, sur la base d'une convention avec l'organisateur ou l'organisme de pension, à reprendre ces obligations."

**Art. 61.** Dans le Titre II, Chapitre 4, de la même loi, il est inséré, après l'article 9/1, insérée par l'article 60, une Section 3 intitulée:

"Section 3 - Informations à fournir avant l'affiliation".

**Art. 62.** Dans la Section 3 insérée par l'article 61, il est inséré un article 9/2 rédigé comme suit:

L'organisme de pension communique les données suivantes aux affiliés potentiels avant la conclusion de la convention de pension:

- 1<sup>o</sup> les options pertinentes prévues par la convention de pension, y compris les options d'investissement;
- 2<sup>o</sup> les caractéristiques pertinentes de la convention de pension, y compris le type de prestations;
- 3<sup>o</sup> si et de quelle manière les facteurs environnementaux, climatiques, sociaux et de gouvernance d'entreprise sont pris en considération dans la stratégie d'investissement;
- 4<sup>o</sup> où il est possible de trouver des informations supplémentaires, notamment sur le site web [www.mypension.be](http://www.mypension.be).

Lorsque les affiliés supportent le risque d'investissement ou qu'ils peuvent prendre des décisions en matière de placements, les informations suivantes sont également communiquées:

- 1<sup>o</sup> les performances que les investissements liés à l'ensemble des conventions de pension tel que visé à l'article 10, § 1, alinéa 1<sup>er</sup>, ont réalisées dans le passé sur une période minimale de cinq ans ou sur toute la période de fonctionnement de ces conventions de pension si elle est inférieure à cinq ans;
- 2<sup>o</sup> la structure des coûts supportés par les affiliés;"

**Art. 63.** Dans le Titre II, Chapitre 4, de la même loi, il est inséré, après l'article 9/2, inséré par l'article 62, une Section 4 intitulée:

"Section 4 - Informations à fournir aux affiliés et aux rentiers".

**Art. 59.** In Titel II, Hoofdstuk 4, van dezelfde wet, wordt na het artikel 9 een Afdeling 2 ingevoegd, luidende:

"Afdeling 2 - Algemene bepalingen inzake informatie-verstreking".

**Art. 60.** In Afdeling 2, ingevoegd bij artikel 59, wordt een artikel 9/1 ingevoegd, luidende:

" § 1. De informatie bedoeld in deze Titel wordt:

1. regelmatig bijgewerkt;
2. op een duidelijke wijze geschreven in een heldere, bondige en begrijpelijke taal, waarbij jargon en technische termen worden vermeden indien in plaats daarvan alledaagse woorden kunnen worden gebruikt;
3. opgesteld op een wijze die niet misleidend is. Er wordt zorg gedragen voor de consistentie, zowel wat woordgebruik als wat inhoud betreft;
4. op zodanige wijze gepresenteerd dat zij gemakkelijk leesbaar is;
5. opgesteld in een officiële taal;
6. bewaard op een duurzame drager en, naar gelang het geval, kosteloos meegedeeld of ter beschikking gesteld op papier, via de website [www.mypension.be](http://www.mypension.be) of op een andere elektronische wijze. Indien de informatie op elektronische wijze wordt meegedeeld of ter beschikking gesteld, kunnen de bestemmingen verzoeken om naast de informatie in elektronische vorm, ook kosteloos een papieren afschrift te ontvangen.

§ 2. De pensioeninstelling kan via de website [www.mypension.be](http://www.mypension.be) documenten ter beschikking stellen die informatie bevatten zoals voorgeschreven in deze Titel.

De pensioeninstelling kan geheel of gedeeltelijk worden ontheven van de individuele informatieverplichtingen aan de aangeslotenen, rentegenieters en/of begunstigden voorzien in deze Titel, voor zover Sigedis zich er op grond van een overeenkomst met de pensioeninstelling toe verbindt om de verplichtingen over te nemen."

**Art. 61.** In Titel II, Hoofdstuk 4, van dezelfde wet, wordt na het artikel 9/1, ingevoegd bij artikel 60, een Afdeling 3 ingevoegd, luidende:

"Afdeling 3 - Informatie vóór de aansluiting".

**Art. 62.** In Afdeling 3, ingevoegd bij artikel 61, wordt een artikel 9/2 ingevoegd, luidende:

De pensioeninstelling deelt de volgende gegevens mee aan de potentiële aangeslotenen vóór zij de pensioenovereenkomst onderschrijven:

- 1<sup>o</sup> de relevante opties die zijn voorzien in de pensioenovereenkomst, met inbegrip van de beleggingsopties;
- 2<sup>o</sup> de relevante kenmerken van de pensioenovereenkomst, waaronder de soort uitkeringen;
- 3<sup>o</sup> of en hoe in het kader van de beleggingsstrategie rekening wordt gehouden met milieu-, klimaat-, sociale en corporate governancefactoren;
- 4<sup>o</sup> waar verdere informatie beschikbaar is, onder meer met verwijzing naar de website [www.mypension.be](http://www.mypension.be).

Indien de aangeslotenen een beleggingsrisico dragen of beleggingsbeslissingen kunnen nemen, wordt eveneens volgende informatie meegedeeld:

- 1<sup>o</sup> de resultaten die de beleggingen van het geheel van pensioenovereenkomsten zoals bedoeld in artikel 10, § 1, eerste lid, in het verleden hebben behaald over ten minste de afgelopen vijf jaar, of de hele periode gedurende dewelke deze pensioenovereenkomsten zijn uitgevoerd indien die minder dan vijf jaar is;
- 2<sup>o</sup> de structuur van de kosten die door de aangeslotenen worden gedragen."

**Art. 63.** In Titel II, Hoofdstuk 4, van dezelfde wet, wordt na het artikel 9/2, ingevoegd bij artikel 62, een Afdeling 4 ingevoegd, luidende:

"Afdeling 4 - Informatie aan de aangeslotenen en de rentegenieters".

**Art. 64.** Dans la Section 4, insérée par l'article 63, il est inséré un article 9/3 rédigé comme suit:

"L'organisme de pension met à la disposition des affiliés et des rentiers les informations suivantes sur les conditions de la convention de pension:

1. le nom de l'organisme de pension, l'État membre dans lequel l'organisme de pension est enregistré ou agréé et le nom de l'autorité compétente;

2. les droits et obligations des parties à la convention de pension;

3. les conditions concernant les garanties totales ou partielles au titre de la convention de pension ou d'un niveau donné de prestations ou, lorsque aucune garantie n'est prévue au titre de la convention de pension, une déclaration à cet effet;

4. les mécanismes de protection des droits accumulés et les mécanismes de réduction des prestations, le cas échéant;

5. les options à la disposition des affiliés et des rentiers pour obtenir le versement de leurs prestations;

6. lorsqu'un affilié ou un rentier a le droit de transférer des droits à retraite, des informations supplémentaires sur les modalités d'un tel transfert;

7. pour les conventions de pension dans lesquels les affiliés ou les rentiers supportent un risque d'investissement et qui prévoient plusieurs options avec différents profils d'investissement:

— les conditions en ce qui concerne l'éventail des options d'investissement disponibles;

— le cas échéant, l'option d'investissement par défaut;

— les dispositions de la convention de pension régissant l'attribution d'un affilié donné à une option d'investissement.

Toute information pertinente concernant d'éventuelles modifications des informations visées à l'alinéa 1<sup>er</sup> est mise à la disposition des affiliés et des rentiers ou de leurs représentants dans un délai raisonnable."

**Art. 65.** Dans l'article 10, § 1<sup>er</sup>, de la même loi, les modifications suivantes sont apportées:

1<sup>o</sup> L'alinéa 1<sup>er</sup> est remplacé par ce qui suit:

"L'organisme de pension rédige chaque année un rapport sur la gestion de l'ensemble des conventions de pension qui, en ce qui concerne le contenu des éléments visés à l'alinéa 2, sont semblables. Ce rapport de transparence est mis à la disposition des affiliés et des rentiers."

2<sup>o</sup> à l'alinéa 2, le 1<sup>o</sup> est remplacé par ce qui suit:

"le profil d'investissement, y compris la stratégie d'investissement à long et à court terme, la mesure dans laquelle sont pris en compte les facteurs environnementaux, climatiques, sociaux et de gouvernance d'entreprise, ainsi que la nature des risques financiers supportés par les affiliés et les rentiers;"

3<sup>o</sup> au même alinéa, le 2<sup>o</sup> est complété par la phrase suivante:

"Lorsque les affiliés supportent le risque d'investissement ou qu'ils peuvent prendre des décisions en matière de placements, les performances que les investissements liés aux conventions de pension concernées ont réalisées dans le passé sur une période minimale de cinq ans ou sur toute la période de fonctionnement de ces conventions de pension si elle est inférieure à cinq ans."

**Art. 66.** Dans l'article 10, § 2, de la même loi, les modifications suivantes sont apportées:

"1<sup>o</sup> à l'alinéa 1<sup>er</sup> la phrase introductive "L'organisme de pension remet sur simple demande, à l'affilié, à ses ayants droit ou à ses représentants:" est remplacé par la phrase suivante: "L'organisme de pension remet sur simple demande, aux affiliés, aux rentiers ou à leurs représentants:"

2<sup>o</sup> l'alinéa 1<sup>er</sup> est complété par un 4<sup>o</sup> rédigé comme suit:

"4<sup>o</sup> toute autre information sur les hypothèses utilisées pour établir les projections visées à l'article 6, § 1<sup>er</sup>/2, alinéa 1<sup>er</sup>, point 5.;"

3<sup>o</sup> l'alinéa 2 est abrogé.

**Art. 67.** Dans le Titre II, Chapitre 4, de la même loi, il est inséré, après l'article 10, une Section 5 intitulée:

"Section 5 - Informations supplémentaires à fournir aux rentiers".

**Art. 64.** In Afdeling 4, ingevoegd bij artikel 63, wordt een artikel 9/3 ingevoegd, luidende:

"De pensioeninstelling stelt volgende informatie over de voorwaarden van de pensioenovereenkomst ter beschikking van de aangeslotenen en de rentegenieters:

1. de naam van de pensioeninstelling, de lidstaat waar de pensioeninstelling geregistreerd is of een vergunning heeft gekregen en de naam van de bevoegde autoriteit;

2. de rechten en plichten van de bij de pensioenovereenkomst betrokken partijen;

3. de voorwaarden betreffende volledige of gedeeltelijke garanties uit hoofde van de pensioenovereenkomst of op een bepaalde hoogte van de uitkeringen, of een verklaring daarover wanneer er geen garantie uit hoofde van de pensioenovereenkomst is voorzien;

4. de mechanismen ter bescherming van de opgebouwde pensioenrechten of de mechanismen ter verlaging van de uitkering, indien van toepassing;

5. de opties waarover de aangeslotenen en de rentegenieters beschikken bij het innen van hun prestaties;

6. indien een aangeslotene of rentegenieter het recht heeft om pensioenrechten over te dragen, verdere informatie over de regelingen voor die overdracht;

7. bij pensioenovereenkomsten waarbij de aangeslotenen of rentegenieters een beleggingsrisico dragen en waarbij meerdere beleggingsmogelijkheden met verschillende beleggingsprofielen worden geboden:

— de voorwaarden die aan het scala aan beschikbare beleggingsmogelijkheden verbonden zijn;

— indien van toepassing, de standaard beleggingsmogelijkheid;

— de in het kader van de pensioenovereenkomst gehanteerde regel om een bepaalde aangeslotene aan een beleggingsmogelijkheid toe te wijzen.

Binnen een redelijke termijn wordt alle relevante informatie over wijzigingen van de in het eerste lid bedoelde informatie ter beschikking gesteld van de aangeslotenen en rentegenieters of hun vertegenwoordigers."

**Art. 65.** In artikel 10, § 1, van dezelfde wet, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1<sup>o</sup> Het eerste lid wordt vervangen als volgt:

"§ 1. De pensioeninstelling stelt elk jaar een verslag op over het beheer van het geheel van pensioenovereenkomsten die, wat betreft de invulling van de elementen bedoeld in het tweede lid, gelijkaardig zijn. Dit transparantieverslag wordt ter beschikking gesteld van de aangeslotenen en de rentegenieters."

2<sup>o</sup> in het tweede lid wordt de bepaling onder 1<sup>o</sup> vervangen als volgt:

"het beleggingsprofiel, waaronder de beleggingsstrategie op lange en korte termijn, de mate waarin daarbij rekening wordt gehouden met milieu-, klimaat-, sociale en corporate governancefactoren, alsook de aard van de financiële risico's die door de aangeslotenen en de rentegenieters worden gedragen;"

3<sup>o</sup> in hetzelfde lid wordt de bepaling onder 2<sup>o</sup> aangevuld met de volgende zin:

"Indien de aangeslotenen een beleggingsrisico dragen of beleggingsbeslissingen kunnen nemen, de resultaten die de beleggingen van de betrokken pensioenovereenkomsten in het verleden hebben behaald over ten minste de afgelopen vijf jaar, of alle jaren gedurende welke deze pensioenovereenkomsten werden uitgevoerd indien dat minder dan vijf jaar is."

**Art. 66.** In artikel 10, § 2, van dezelfde wet, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

"1<sup>o</sup> in het eerste lid wordt de inleidende zin "De pensioeninstelling verstrekt aan de aangeslotene, zijn rechthebbenden of zijn vertegenwoordigers op eenvoudig verzoek:" vervangen als volgt: "De pensioeninstelling verstrekt aan de aangeslotenen, de rentegenieters of hun vertegenwoordigers op eenvoudig verzoek:"

2<sup>o</sup> het eerste lid wordt aangevuld met de bepaling onder 4<sup>o</sup>, luidende:

"4<sup>o</sup> eventuele verdere informatie over de gehanteerde hypothesen om de in artikel 6, § 1/2, eerste lid, 5. bedoelde projecties op te stellen;"

3<sup>o</sup> het tweede lid wordt opgeheven.

**Art. 67.** In Titel II, Hoofdstuk 4, van dezelfde wet, wordt na het artikel 10, een Afdeling 5 ingevoegd, luidende:

"Afdeling 5 - Bijkomende informatie aan de rentegenieters".

**Art. 68.** Dans la Section 5, insérée par l'article 67, il est inséré un article 10/1 rédigé comme suit:

"L'organisme de pension communique régulièrement aux rentiers les informations relatives aux prestations qui leur sont dues et aux options de versement correspondantes.

L'organisme de pension communique aux rentiers sans délai qu'une décision définitive a été prise conduisant à une réduction du niveau des prestations qui leur sont dues, et au plus tard trois mois avant que cette décision ne soit mise en œuvre.

Lorsqu'un niveau important de risque d'investissement est supporté par les rentiers au cours de la phase de versement, l'organisme de pension communique régulièrement aux rentiers des informations appropriées."

**Titre 6. — Modifications de la loi du 15 mai 2014 portant des dispositions diverses**

**Art. 69.** L'article 35 de la loi du 15 mai 2014 portant des dispositions diverses, modifiée en dernier lieu par la loi du 18 février 2018, est complété par les 20°, 21° et 22° rédigés comme suit:

"20° rentier: toute personne qui reçoit des prestations périodiques tombant dans le champ d'application de la présente loi et de ses arrêtés d'exécution;

21° support durable: un instrument permettant à un affilié ou à un rentier de stocker des informations qui lui sont communiquées ou sont mises à sa disposition, personnellement, d'une manière permettant de s'y reporter à l'avenir et pendant un laps de temps adapté aux fins auxquelles les informations sont destinées et qui permet la reproduction à l'identique des informations stockées;

22° Sigedis: l'ASBL Sigedis, créée conformément à l'article 12 de l'arrêté royal du 12 juin 2006 portant exécution du Titre III, Chapitre II, de la loi du 23 décembre 2005 relative au pacte de solidarité entre les générations."

**Art. 70.** Dans l'article 37 de la même loi, les mots "l'article 3, § 3, 1° et 2°," sont remplacés par les mots "l'article 2/1, § 2,".

**Art. 71.** Dans l'article 39 de la même loi, modifié en dernier lieu par la loi du 18 février 2018, les modifications suivantes sont apportées:

1° le paragraphe 1<sup>er</sup> est remplacé par ce qui suit:

" § 1<sup>er</sup>. Pour chaque affilié connu dans la banque de données des pensions complémentaires, Sigedis établit annuellement un document concis intitulé "relevé des droits à retraite", qui comprend les informations spécifiées au paragraphe 1<sup>er</sup>/2. Un relevé des droits à retraite est établi pour chaque affiliation.

Les informations contenues dans le relevé des droits à retraite doivent être précises et à jour.

Tout changement important dans les informations contenues dans le relevé des droits à retraite par rapport à l'année précédente est indiqué clairement;"

2° il est inséré un paragraphe 1<sup>er</sup>/1 rédigé comme suit:

" § 1<sup>er</sup>/1. Chaque année, Sigedis envoie sans frais le relevé des droits à retraite à la boîte aux lettres électronique sécurisée de la sécurité sociale (e-Box) des affiliés concernés et le place également dans leur environnement de documents sur le site web [www.mypension.be](http://www.mypension.be).

Pour les affiliés qui ont enregistré une adresse e-mail sur le site web [www.mypension.be](http://www.mypension.be) ou sur leur boîte aux lettres électronique sécurisée de la sécurité sociale (e-Box), Sigedis envoie une notification à cette adresse e-mail à l'occasion de cet envoi annuel pour informer la personne concernée des nouvelles informations disponibles.

Sigedis envoie également tous les relevés des droits à retraite sans frais à l'organisme de pension concerné ou, si la gestion de l'engagement de pension n'a pas été confiée à un organisme de pension, à l'organisateur, en précisant pour chaque relevé des droits à retraite si l'affilié concerné a été informé par courrier électronique comme indiqué à l'alinéa 2 et si l'affilié concerné était encore dirigeant d'entreprise de l'organisateur à la date à laquelle les informations du relevé des droits à retraite se rapportent. L'organisme de pension ou l'organisateur fournit alors sans frais le relevé des droits à retraite aux affiliés qui sont encore dirigeants d'entreprise de l'organisateur et qui n'ont pas été informés par courrier électronique comme indiqué à l'alinéa 2."

**Art. 68.** In Afdeling 5, ingevoegd bij artikel 67, wordt een artikel 10/1 ingevoegd, luidende:

"De pensioeninstelling deelt de rentegenieters periodiek informatie mee over de verschuldigde uitkeringen en de overeenkomstige uitbetalingsmogelijkheden.

De pensioeninstelling deelt de rentegenieters onverwijld mee dat er een definitief besluit werd genomen dat in een verlaging van de hun toekomstige uitkeringen resulteert, en ten laatste drie maanden voordat dat besluit wordt toegepast.

Wanneer tijdens de uitbetalingsfase een aanzienlijk deel van het beleggingsrisico door de rentegenieters wordt gedragen, deelt de pensioeninstelling de rentegenieters hierover regelmatig passende informatie mee."

**Titel 6. — Wijzigingen van de wet van 15 mei 2014 houdende diverse bepalingen**

**Art. 69.** Artikel 35 van de wet van 15 mei 2014 houdende diverse bepalingen, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 18 februari 2018, wordt aangevuld met de bepalingen onder 20°, 21° en 22°, luidende:

"20° rentegenieter: een persoon die periodieke prestaties ontvangt die onder het toepassingsgebied van deze wet en haar uitvoeringsbesluiten vallen;

21° duurzame drager: een hulpmiddel dat een aangeslotene of rentegenieter in staat stelt om persoonlijk aan hem of haar meegedeelde of ter beschikking gestelde informatie op zodanige wijze op te slaan dat deze gedurende een voor het doel van de informatie toereikende periode kan worden geraadpleegd en waarmee de opgeslagen informatie ongewijzigd kan worden gereproduceerd;

22° Sigedis: de vzw Sigedis, opgericht overeenkomstig artikel 12 van het koninklijk besluit van 12 juni 2006 tot uitvoering van Titel III, Hoofdstuk II, van de wet van 23 december 2005 betreffende het generatiepact."

**Art. 70.** In artikel 37 van dezelfde wet, worden de woorden "artikel 3, § 3, 1° en 2°," vervangen door de woorden "artikel 2/1, § 2,".

**Art. 71.** In artikel 39 van dezelfde wet, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 18 februari 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° paragraaf 1 wordt vervangen als volgt:

" § 1. Sigedis stelt voor elke in de databank aanvullende pensioenen gekende aangeslotene jaarlijks een beknopt document op dat de titel "pensioenoverzicht" draagt en waarin de in paragraaf 1/2 bepaalde gegevens zijn opgenomen. Een pensioenoverzicht wordt opgesteld per aansluiting.

De informatie in het pensioenoverzicht moet nauwkeurig en bijgewerkt zijn.

Elke wezenlijke wijziging in de in het pensioenoverzicht opgenomen informatie ten opzichte van het voorgaande jaar wordt duidelijk aangegeven;"

2° er wordt een paragraaf 1/1 ingevoegd, luidende:

" § 1/1. Sigedis stuurt jaarlijks kosteloos het pensioenoverzicht naar de beveiligde elektronische brievenbus van de sociale zekerheid (e-Box) van de betrokken aangeslotenen en plaatst het eveneens in hun document-omgeving binnen de website [www.mypension.be](http://www.mypension.be).

Voor de aangeslotenen die een e-mailadres hebben geregistreerd bij de website [www.mypension.be](http://www.mypension.be) of bij hun beveiligde elektronische brievenbus van de sociale zekerheid (e-Box), stuurt Sigedis naar aanleiding van deze jaarlijkse verzending, een notificatie naar dat e-mailadres om de betrokkene te informeren over de nieuwe beschikbare informatie.

Sigedis bezorgt eveneens alle pensioenoverzichten kosteloos aan de betrokken pensioeninstelling of, indien het beheer van de pensioentoezegging niet is toevertrouwd aan een pensioeninstelling, aan de inrichter, met daarbij per pensioenoverzicht de indicatie of de betrokken aangeslotene per e-mail werd geïnformeerd zoals bedoeld in het tweede lid, en of de betrokken aangeslotene nog bedrijfsleider van de inrichter was op de datum waarop de informatie in het pensioenoverzicht betrekking heeft. De pensioeninstelling of de inrichter bezorgt daarop kosteloos het pensioenoverzicht aan de aangeslotenen die nog bedrijfsleider van de inrichter zijn en die niet per e-mail werden geïnformeerd zoals bedoeld in het tweede lid."

3° Il est inséré un paragraphe 1<sup>er</sup>/2 rédigé comme suit:

” § 1<sup>er</sup>/2. Le relevé des droits à retraite contient au moins les informations suivantes:

1. la date exacte à laquelle les informations figurant dans le relevé des droits à retraite se réfèrent. Il s'agit toujours du 1<sup>er</sup> janvier d'une année déterminée;

2. le montant des réserves acquises au 1<sup>er</sup> janvier de l'année concernée calculées sur la base des données personnelles et des paramètres de la pension complémentaire pris en compte à la dernière date de recalcul prévue par le règlement de pension ou la convention de pension.

En outre, le montant des réserves acquises relatif au financement par l'organisateur et celui relatif au financement par le dirigeant d'entreprise sont renseignés;

3. le cas échéant, toute information concernant des garanties totales ou partielles au titre du règlement de pension ou de la convention de pension et, dans ce cas, l'endroit où trouver de plus amples informations;

4. si les prestations acquises sont calculables, le montant de celles-ci au 1<sup>er</sup> janvier de l'année concernée calculées sur la base des données personnelles et des paramètres de la pension complémentaire pris en compte à la dernière date de recalcul prévue par le règlement de pension ou la convention de pension;

5. le montant au 1<sup>er</sup> janvier de l'année concernée de la prestation attendue, à l'âge légal de la pension de l'affilié, calculée sur la base des hypothèses suivantes:

— l'affilié reste dirigeant d'entreprise de l'organisateur et bénéficiaire de l'engagement de pension jusqu'à cet âge légal de la pension;

— l'affilié qui n'est plus dirigeant d'entreprise de l'organisateur, reste affilié jusqu'à cet âge légal de la pension, mais sans versements de contributions supplémentaires;

— les données personnelles et les paramètres de la pension complémentaire pris en compte à la dernière date de recalcul prévue par le règlement de pension ou la convention de pension restent inchangés.

Dans le cas où des scénarios économiques ont une incidence sur le calcul de la prestation attendue, celle-ci doit comprendre le scénario le plus réaliste, un scénario favorable et un scénario défavorable, tenant compte de la nature propre de l'engagement de pension ou de la convention de pension.

Une clause de non-responsabilité précisant qu'il s'agit de projections qui peut différer du montant final des prestations à percevoir est ajoutée;

6. le montant au 1<sup>er</sup> janvier de l'année concernée de la prestation en cas de décès avant l'âge de retraite calculée sur la base des données personnelles et des paramètres de la pension complémentaire pris en compte à la dernière date de recalcul prévue par le règlement de pension ou la convention de pension.

S'il existe une rente d'orphelin ou s'il existe une prestation complémentaire en cas de décès par accident, cela est également précisé;

7. le niveau actuel de financement au 1<sup>er</sup> janvier de l'année concernée des réserves acquises;

8. les montants visés au point 2, relatifs au 1<sup>er</sup> janvier de l'année précédente;

9. les éléments qui sont pris en compte pour le calcul, selon le cas, des contributions ou des montants visés aux points 2 et 4.

Sont à cet égard également indiqués la date de recalcul à laquelle les données personnelles et les paramètres de la pension complémentaire sont pris en compte dans le calcul des montants visés aux points 2, 4, 5 et 6, ainsi que l'âge de retraite et l'âge légal de la pension qui est applicable à l'affilié concerné;

10. des informations sur les contributions qui ont été affectées à l'affilié au cours de l'année civile précédente.

Si une partie des contributions est utilisée pour couvrir des charges fiscales et parafiscales ou pour financer des couvertures supplémentaires, ces montants doivent être indiqués séparément;

11. une ventilation des coûts qui ont été déduits par l'organisme de pension au cours de l'année civile précédente et qui ont un impact sur les droits des affiliés;

3° Er wordt een paragraaf 1/2 ingevoegd, luidende:

” § 1/2. Het pensioenoverzicht bevat ten minste de volgende informatie:

1. de precieze datum waarop de informatie in het pensioenoverzicht betrekking heeft. Het betreft steeds 1 januari van een bepaald jaar;

2. het bedrag van de verworven reserves op 1 januari van het betrokken jaar, berekend op basis van de persoonlijke gegevens en de parameters van het aanvullend pensioen die in aanmerking werden genomen bij de laatste herberekeningsdatum bepaald in het pensioenreglement of de pensioenovereenkomst.

Bovendien worden het bedrag van de verworven reserves met betrekking tot de financiering door de inrichter en het bedrag van de verworven reserves met betrekking tot de financiering door de bedrijfsleider vermeld;

3. indien van toepassing, informatie over volledige of gedeeltelijke garanties uit hoofde van het pensioenreglement of de pensioenovereenkomst en, in voorkomend geval, waar verdere informatie te vinden is;

4. als de verworven prestaties berekenbaar zijn, het bedrag ervan op 1 januari van het betrokken jaar, berekend op basis van de persoonlijke gegevens en de parameters van het aanvullend pensioen die in aanmerking werden genomen bij de laatste herberekeningsdatum bepaald in het pensioenreglement of de pensioenovereenkomst;

5. het bedrag van de verwachte prestatie op de wettelijke pensioenleeftijd van de aangeslotene, op 1 januari van het betrokken jaar, berekend op basis van de volgende veronderstellingen:

— de aangeslotene blijft bedrijfsleider van de inrichter en geniet van de pensioentoezegging tot aan deze wettelijke pensioenleeftijd;

— de aangeslotene die niet langer bedrijfsleider van de inrichter is, blijft aangesloten tot aan deze wettelijke pensioenleeftijd, maar zonder bijkomende bijdragestortingen;

— de persoonlijke gegevens en de parameters van het aanvullend pensioen die beschikbaar zijn op de laatste herberekeningsdatum bepaald in het pensioenreglement of de pensioenovereenkomst blijven ongewijzigd.

In het geval economische scenario's een invloed hebben op de berekening van de verwachte prestatie, moet deze een meest realistisch scenario, een gunstig scenario en een ongunstig scenario omvatten, rekening houdend met de specifieke aard van de pensioentoezegging of de pensioenovereenkomst.

Er wordt een waarschuwing toegevoegd dat het gaat om projecties die kunnen verschillen van de definitieve waarde van de te ontvangen uitkeringen;

6. het bedrag van de prestatie bij overlijden vóór de pensioenleeftijd op 1 januari van het betrokken jaar, berekend op basis van de persoonlijke gegevens en de parameters van het aanvullend pensioen die in aanmerking werden genomen bij de laatste herberekeningsdatum bepaald in het pensioenreglement of de pensioenovereenkomst.

Indien er een wezenrente bestaat of er een bijkomende prestatie wordt toegekend in geval van overlijden door een ongeval, wordt dit eveneens vermeld;

7. het actuele financieringsniveau van de verworven reserves op 1 januari van het betrokken jaar;

8. de in punt 2 bedoelde bedragen die betrekking hebben op 1 januari van het voorgaande jaar;

9. de elementen waarmee bij de berekening van, naar gelang het geval, de bijdragen of de in punten 2 en 4 bedoelde bedragen rekening wordt gehouden.

Hierbij wordt eveneens de herberekeningsdatum vermeld waarop de persoonlijke gegevens en de parameters van het aanvullend pensioen in aanmerking werden genomen bij de berekening van de bedragen bedoeld in punten 2, 4, 5 en 6, alsook de pensioenleeftijd en de wettelijke pensioenleeftijd die op de betrokken aangeslotene van toepassing is;

10. informatie over de bijdragen die het vorige kalenderjaar werden toegekend aan de aangeslotene.

Indien een deel van de bijdragen wordt gebruikt tot dekking van fiscale en parafiscale lasten of voor de financiering van bijkomende dekkingen, dienen deze bedragen afzonderlijk te worden vermeld;

11. een uitsplitsing van de kosten die de pensioeninstelling het vorige kalenderjaar heeft ingehouden en die een impact hebben op de rechten van de aangeslotenen;

12. le rendement qui a été attribué à l'affilié au cours de l'année civile précédente;

13. tout autre montant entrant et sortant autorisé par la loi qui a une incidence sur l'évolution des réserves acquises entre deux années consécutives.

Le relevé des droits à retraite doit également indiquer:

— que les montants mentionnés sont des montants bruts et que les prestations, lors de leur versement, seront encore assujetties à des impôts et à des cotisations sociales;

— les coordonnées de la personne à qui ou du service auquel l'affilié peut s'adresser en cas de questions ou de plaintes;

— où le règlement de pension ou la convention de pension peut être obtenu;

— que l'affilié peut consulter le règlement de pension ou la convention de pension et les données relatives à sa (ses) pension(s) complémentaire(s) sur le site web [www.mypension.be](http://www.mypension.be);

— où et comment obtenir des informations supplémentaires, notamment:

- de plus amples informations pratiques sur les options offertes aux affiliés par l'engagement de pension ou la convention de pension;

- les informations contenues dans les comptes et rapports annuels, ainsi que les informations contenues dans la déclaration relative aux principes fondant la politique de placement;

- le cas échéant, des informations sur les hypothèses utilisées pour estimer les montants exprimés en rente, en particulier les règles d'actualisation, le type de prestataire et la durée de la rente;

- des informations sur le niveau des prestations lorsque l'affilié cesse d'être dirigeant d'entreprise de l'organisateur;

- des informations complémentaires s'il s'agit d'un engagement de pension ou d'une convention de pension dans lequel les affiliés supportent le risque d'investissement et où une option d'investissement est imposée à l'affilié par une règle spécifique prévue dans l'engagement de pension ou la convention de pension.”;

4° il est inséré un paragraphe 1/3 rédigé comme suit:

” § 1<sup>er</sup>/3. Le Roi peut déterminer les règles, les hypothèses et la méthodologie à suivre pour le(s) mode(s) de présentation et le calcul des données visées au § 1<sup>er</sup>/2.”;

5° le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit:

” § 2. En vue du versement de la prestation de pension complémentaire, la procédure suivante est applicable:

1. lorsque l'organisme de pension reçoit la notification de Sigedis, telle que visée à l'article 40, § 1<sup>er</sup>, alinéa 4, l'organisme de pension ou l'organisateur lui-même, si ce dernier le demande, communique à l'affilié les informations visées à l'alinéa 2 dans le délai suivant:

a) au plus tard soixante jours avant la mise à la retraite de l'affilié, si l'organisme de pension reçoit la notification de Sigedis au moins nonante jours avant la mise à la retraite de l'affilié;

b) dans les autres cas, dans les trente jours qui suivent la réception de la notification de Sigedis;

2. lorsque l'organisme de pension reçoit la demande de l'affilié, telle que visée à l'article 40, § 1<sup>er</sup>, alinéa 5 ou 6, l'organisme de pension ou l'organisateur lui-même, si ce dernier le demande, communique à l'affilié les informations visées à l'alinéa 2 dans un délai de trente jours.

Les informations visées à l'alinéa 1<sup>er</sup> contiennent les données suivantes:

— les prestations qui sont dues, en mentionnant, si nécessaire, qu'un recalcul des prestations sera opéré lors de la mise à la retraite, ce qui implique que le montant effectivement versé peut être différent;

— les options de paiement possibles;

— les données nécessaires au paiement;

— le cas échéant, la notification que, sauf avis contraire, la pension complémentaire sera versée sur le numéro de compte sur lequel est versée la pension légale et pour l'utilisation duquel, dans le cadre du paiement de sa pension complémentaire, l'affilié a donné son accord.

Si l'organisme de pension n'a pas reçu de notification ou de demande telle que visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, il communique à l'affilié qui n'est plus dirigeant d'entreprise de l'organisateur, les données visées à l'alinéa 2

12. het rendement dat het vorige kalenderjaar aan de aangeslotene werd toegekend;

13. de eventuele andere door de wetgeving toegelaten inkomende en uitgaande bedragen die een invloed hebben op de evolutie van de verworven reserves tussen twee opeenvolgende jaren.

Het pensioenoverzicht vermeldt tevens:

— dat de vermelde bedragen bruto bedragen betreffen en de prestaties bij uitkering nog onderhevig zijn aan belastingen en sociale bijdragen;

— de contactgegevens van de persoon of dienst waar de aangeslotene terecht kan met vragen of klachten;

— waar het pensioenreglement of de pensioenovereenkomst kan worden opgevraagd;

— dat de aangeslotene het pensioenreglement of de pensioenovereenkomst en de gegevens betreffende zijn aanvullend(e) pensioen(en) kan raadplegen op de website [www.mypension.be](http://www.mypension.be);

— waar en hoe aanvullende informatie kan worden verkregen, onder meer over:

- verdere praktische informatie over de opties waarover de aangeslotenen in het kader van de pensioentoezegging of de pensioenovereenkomst beschikken;

- de in de jaarrekeningen, jaarverslagen en in de verklaring inzake de beleggingsbeginselen vermelde informatie;

- indien van toepassing, informatie over de gehanteerde hypothesen voor in rente uitgedrukte bedragen, met name over de actualisatieregels, het soort aanbieder en de duur van de rente;

- informatie over de hoogte van de uitkeringen in geval de aangeslotene ophoudt bedrijfsleider van de inrichter te zijn;

- aanvullende informatie indien het een pensioentoezegging of pensioenovereenkomst betreft waarbij de aangeslotenen het beleggingsrisico dragen en waarbij een beleggingsmogelijkheid krachtens een in het kader van de pensioentoezegging of pensioenovereenkomst vastgelegde specifieke regel aan de aangeslotene wordt opgelegd.”;

4° er wordt een paragraaf 1/3 ingevoegd, luidende:

” § 1/3. De Koning kan de voorschriften, hypothesen en methodologie bepalen voor de voorstellingswijze(n) en de berekening van de gegevens vermeld in § 1/2.”;

5° paragraaf 2 wordt vervangen als volgt:

” § 2. Met het oog op de uitbetaling van de aanvullende pensioenprestatie geldt de volgende procedure:

1. indien de pensioeninstelling de kennisgeving van Sigedis ontvangt, zoals bedoeld in artikel 40, § 1, vierde lid, deelt de pensioeninstelling of de inrichter zelf, indien deze laatste daar om vraagt, aan de aangeslotene de informatie bedoeld in het tweede lid mee binnen de volgende termijn:

a) ten laatste zestig dagen vóór de pensionering van de aangeslotene, indien de pensioeninstelling de kennisgeving van Sigedis minstens negentig dagen vóór de pensionering van de aangeslotene ontvangt;

b) in de andere gevallen, binnen de dertig dagen na de ontvangst van de kennisgeving van Sigedis;

2. indien de pensioeninstelling het verzoek van de aangeslotene, zoals bedoeld in artikel 40, § 1, vijfde of zesde lid, ontvangt, deelt de pensioeninstelling of de inrichter zelf, indien deze laatste daar om vraagt, binnen de dertig dagen aan de aangeslotene de informatie bedoeld in het tweede lid mee.

De informatie zoals bedoeld in het eerste lid bevat de volgende gegevens:

— de prestaties die verschuldigd zijn, met, indien nodig, de vermelding dat een herberekening van de prestaties zal gebeuren op het ogenblik van de pensionering waardoor het effectief uitgekeerde bedrag kan verschillen;

— de mogelijke uitbetalingswijzen;

— de noodzakelijke gegevens voor de uitbetaling;

— desgevallend, de mededeling dat, behoudens tegenbericht, het aanvullend pensioen zal worden uitbetaald op het rekeningnummer waarop het wettelijk pensioen wordt betaald en voor het gebruik waarvan in het kader van de uitbetaling van zijn aanvullend pensioen de aangeslotene zijn akkoord heeft gegeven.

Indien de pensioeninstelling geen kennisgeving of verzoek heeft ontvangen zoals bedoeld in het eerste lid, deelt zij aan de aangeslotene die niet langer bedrijfsleider van de inrichter is, de in het tweede lid



au plus tard soixante jours avant que ce dernier n'atteigne l'âge légal de la pension. Le cas échéant, l'organisme de pension informe l'affilié de la possibilité prévue par l'article 40, § 1<sup>er</sup>, alinéa 5.

Le non-respect des délais visés aux alinéas 1<sup>er</sup> et 3 a pour conséquence qu'à partir du lendemain de l'échéance du délai non respecté et jusqu'au jour où les informations visées à l'alinéa 2 sont effectivement communiquées à l'affilié, le taux d'intérêt légal tel que visé à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 5 mai 1865 relative au prêt à l'intérêt, commence à courir de plein droit et sans mise en demeure sur la prestation à octroyer.

À condition que:

— les prestations acquises ou, à défaut, les réserves acquises, soient inférieures au montant déterminé conformément à l'article 32, § 1<sup>er</sup>, alinéas 4 et 5, du 28 avril 2003 relative aux pensions complémentaires et au régime fiscal de celles-ci et de certains avantages complémentaires en matière de sécurité sociale, et que;

— le numéro de compte sur lequel sera versée la pension légale de l'affilié soit disponible dans le réseau de la sécurité sociale et que l'affilié ait donné son accord pour son utilisation dans le cadre du paiement de sa pension complémentaire;

dans les cas visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1. et l'alinéa 3, et par dérogation à l'alinéa 2, l'information peut être limitée aux mentions suivantes:

— les prestations qui sont dues, en mentionnant, si nécessaire, qu'un recalcul des prestations sera opéré lors de la mise à la retraite, ce qui implique que le montant effectivement versé peut être différent;

— la notification que la pension complémentaire sera versée sur le numéro de compte sur lequel est versée la pension légale.

À condition que l'affilié ait enregistré une adresse e-mail sur le site web [www.mypension.be](http://www.mypension.be) ou sur sa boîte aux lettres électronique sécurisée de la sécurité sociale (e-Box), la communication d'informations visée à l'alinéa 5 est remplacée par une communication électronique d'informations par Sigedis.

Sigedis informe l'organisme de pension concerné ou, si la gestion de l'engagement de pension n'a pas été confiée à un organisme de pension, l'organisateur, de cette communication et la date de celle-ci.;

6° il est inséré un paragraphe 2/1 rédigé comme suit:

§ 2/1. Dans les trente jours qui suivent la notification à l'organisme de pension du décès de l'affilié par Sigedis, ou à défaut de cette notification, sur présentation d'un document probant, par l'organisateur, par un bénéficiaire ou de toute autre manière, l'organisme de pension ou l'organisateur lui-même, si ce dernier le demande, communiquent au(x) bénéficiaire(s) les informations suivantes:

- les prestations qui sont dues;
- les options de paiement possibles;
- les données nécessaires au paiement.

Le délai prévu à l'alinéa 1<sup>er</sup> est suspendu si l'organisme de pension ne dispose pas de données suffisantes pour identifier ou localiser un ou plusieurs bénéficiaires. L'organisme de pension prend toutes les mesures raisonnables pour obtenir ces données dans le délai le plus court possible, après quoi le délai défini à l'alinéa 1<sup>er</sup> reprend. Afin d'identifier et de rechercher les personnes ayant la qualité de bénéficiaire conformément au règlement de pension ou à la convention de pension, l'organisme de pension recueille le cas échéant les données d'identification des personnes concernées auprès de Sigedis.

Si l'organisme de pension constate, après avoir reçu du (des) bénéficiaire(s) les données nécessaires au paiement visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>, que des renseignements complémentaires sont requis vu la nature et le contenu de ces informations, l'organisme de pension le fait savoir dans un délai de trente jours.

Dans un délai de trente jours à compter de la réception de toutes les informations nécessaires, telles que décrites aux alinéas 1<sup>er</sup> et 3, l'organisme de pension procède au versement de la prestation à octroyer. Ce délai est suspendu si le versement ne peut pas s'effectuer pour une raison étrangère à l'organisme de pension. Le délai commence à courir à nouveau lorsque la raison cesse d'exister. L'organisme de pension doit démontrer à l'aide du dossier le motif pour lequel le délai a été le cas échéant suspendu et il doit prouver que cette suspension est en conformité avec la loi.

bedoelde gegevens mee uiterlijk zestig dagen vóór het bereiken van diens wettelijke pensioenleeftijd. Indien van toepassing licht de pensioeninstelling de aangeslotene in over de mogelijkheid voorzien in artikel 40, § 1, vijfde lid.

De niet-naleving van de termijnen bedoeld in het eerste en het derde lid heeft tot gevolg dat, vanaf de dag volgend op het verstrijken van de niet-nageleefde termijn tot op de dag van de effectieve mededeling van de in het tweede lid bedoelde gegevens aan de aangeslotene, van rechtswege en zonder ingebrekestelling de wettelijke intrestvoet zoals bepaald in artikel 2, § 1, van de wet van 5 mei 1865 betreffende de lening tegen intrest, begint te lopen op de uit te keren prestatie.

Op voorwaarde dat:

— de verworven prestaties, of bij ontstentenis de verworven reserves, minder bedragen dan het bedrag vastgesteld overeenkomstig art. 32, § 1, vierde en vijfde lid, van de wet van 28 april 2003 betreffende de aanvullende pensioenen en het belastingstelsel van die pensioenen en van sommige aanvullende voordelen inzake sociale zekerheid, en dat;

— het rekeningnummer waarop het wettelijk pensioen van de aangeslotene zal worden betaald beschikbaar is in het netwerk van de sociale zekerheid en de aangeslotene zijn akkoord heeft gegeven voor het gebruik ervan in het kader van de uitbetaling van zijn aanvullend pensioen;

kan, in de gevallen bedoeld in het eerste lid, 1. en in het derde lid, en in afwijking van het tweede lid, de informatie worden beperkt tot de volgende vermeldingen:

— de prestaties die verschuldigd zijn, met, indien nodig, de vermelding dat een herberekening van de prestaties zal gebeuren op het ogenblik van de pensionering waardoor het effectief uitgekeerde bedrag kan verschillen;

— de mededeling dat het aanvullend pensioen zal worden uitbetaald op het rekeningnummer waarop het wettelijk pensioen wordt betaald.

Op voorwaarde dat de aangeslotene een e-mailadres heeft geregistreerd bij de website [www.mypension.be](http://www.mypension.be) of bij zijn beveiligde elektronische brievenbus van de sociale zekerheid (e-Box) wordt de in het vijfde lid bedoelde informatieverstrekking vervangen door een informatieverstrekking langs elektronische weg door Sigedis.

Sigedis brengt de betrokken pensioeninstelling of, indien het beheer van de pensioentoezegging niet is toevertrouwd aan een pensioeninstelling, de inrichter op de hoogte van deze informatieverstrekking en de datum ervan.;

6° er wordt een paragraaf 2/1 ingevoegd, luidende:

” § 2/1. Binnen de dertig dagen nadat de pensioeninstelling op de hoogte is gebracht van het overlijden van de aangeslotene door Sigedis, of bij gebrek aan deze kennisgeving, aan de hand van een bewijskrachtig middel, door de inrichter, een begunstigde of op een andere wijze, deelt de pensioeninstelling of de inrichter zelf, indien deze laatste daar om vraagt, aan de begunstigde(n) de volgende informatie mee:

- de prestaties die verschuldigd zijn;
- de mogelijke uitbetalingsswijzen;
- de noodzakelijke gegevens voor de uitbetaling.

De termijn in het eerste lid wordt opgeschort indien de pensioeninstelling niet over voldoende gegevens beschikt om één of meerdere van de begunstigten te identificeren of te lokaliseren. De pensioeninstelling neemt alle redelijke maatregelen om binnen de kortst mogelijke termijn deze gegevens te bekomen, waarna de termijn bepaald in het eerste lid herneemt. Ter identificatie en opsporing van de personen die overeenkomstig het pensioenreglement of de pensioenovereenkomst de hoedanigheid van begunstigde hebben, vraagt de pensioeninstelling desgevallend de identificatiegegevens van de betrokkenen op bij Sigedis.

Indien de pensioeninstelling, na de noodzakelijke gegevens voor de uitbetaling te hebben ontvangen van de begunstigde(n), zoals bedoeld in het eerste lid, vaststelt dat gezien de aard of de inhoud van deze informatie bijkomende inlichtingen vereist zijn, deelt de pensioeninstelling dit binnen een termijn van dertig dagen mee.

Binnen de termijn van dertig dagen na de ontvangst van alle nodige informatie zoals omschreven in het eerste en het derde lid, gaat de pensioeninstelling over tot de uitbetaling van de prestatie. Deze termijn wordt opgeschort indien omwille van een aan de pensioeninstelling externe oorzaak de uitbetaling niet kan plaatsvinden. De termijn begint opnieuw te lopen wanneer de oorzaak ophoudt te bestaan. De pensioeninstelling moet aan de hand van het dossier aantonen waarom de termijn desgevallend is geschorst en bewijzen dat deze schorsing in overeenstemming is met de wet.

Le non-respect des délais visés aux alinéas 1<sup>er</sup>, 3 et 4 a pour conséquence qu'à partir du lendemain de l'échéance du délai non respecté et jusqu'au jour où les renseignements nécessaires tels que décrits aux alinéas 1<sup>er</sup> et 3 sont demandés ou jusqu'au jour du versement effectif par l'organisme de pension tel que décrit à l'alinéa 4, le taux d'intérêt légal tel que visé à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 5 mai 1865 relative au prêt à l'intérêt, commence à courir de plein droit et sans mise en demeure sur la prestation à octroyer.

Les informations visées aux alinéas 1<sup>er</sup> et 3 doivent être raisonnables et pertinentes en vue du règlement du versement de la prestation.”;

7<sup>o</sup> dans le paragraphe 3, alinéa 1<sup>er</sup>, les modifications suivantes sont apportées:

— les mots “aux paragraphes 1<sup>er</sup> à 2<sup>o</sup>” sont remplacés par les mots “aux paragraphes 1<sup>er</sup> à 2/1”;

— dans le 3<sup>o</sup>, les mots “le nom, l'adresse de contact et” sont insérés entre les mots “en ce compris” et les mots “le numéro BCE”;

— le 4<sup>o</sup> est complété par les mots “ou de la convention de pension”;

8<sup>o</sup> les paragraphes 4 et 5 sont abrogés;

9<sup>o</sup> le paragraphe 6 est remplacé par ce qui suit:

“ § 6. L'organisme de pension communique à Sigedis les données nécessaires à l'établissement du relevé des droits à retraite visé au § 1<sup>er</sup>, ainsi qu'à l'information visée à l'article 306, § 2, 5<sup>o</sup>, de la loi-programme (I) du 27 décembre 2006.”.

**Art. 72.** Dans l'article 40, § 1<sup>er</sup>, de la même loi, modifiée par la loi du 18 décembre 2015, les modifications suivantes sont apportées:

1<sup>o</sup> dans l'alinéa 1<sup>er</sup>, remplacer la phrase “Les prestations sont calculées à la date de mise à la retraite de l'affilié et payées au plus tard dans les trente jours qui suivent la communication par l'affilié à l'organisme de pension des données nécessaires au paiement.” par la phrase suivante:

“Les prestations sont calculées à la date de mise à la retraite de l'affilié et payées au plus tard dans les trente jours qui suivent la mise à la retraite de l'affilié ou dans les trente jours qui suivent la communication par l'affilié et/ou Sigedis à l'organisme de pension des données nécessaires au paiement, la date la plus tardive étant retenue.”;

2<sup>o</sup> dans l'alinéa 4, les mots “l'asbl Sigedis, créée suivant l'article 12 de l'arrêté royal du 12 juin 2006 portant exécution du Titre III, Chapitre II, de la loi du 23 décembre 2005 relative au pacte de solidarité entre les générations” sont remplacés par le mot “Sigedis”;

3<sup>o</sup> le paragraphe est complété par deux alinéas rédigés comme suit:

“À partir du 1<sup>er</sup> janvier 2025 au plus tard, si l'affilié fait connaître sans ambiguïté sa demande visée à l'alinéa 6 via [www.mypension.be](http://www.mypension.be), Sigedis sera tenue d'en informer sans délai l'organisme de pension concerné.

Le non-respect du délai visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> a pour conséquence qu'à partir du lendemain de l'échéance du délai non respecté et jusqu'au jour du paiement effectif de la prestation par l'organisme de pension, tel que visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le taux d'intérêt légal tel que visé à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 5 mai 1865 relative au prêt à l'intérêt, commence à courir de plein droit et sans mise en demeure sur la prestation à octroyer.”.

**Art. 73.** § 1<sup>er</sup>. Dans le Titre 4, Chapitre 4, de la même loi, il est inséré une Section 1re, comportant l'article 41, intitulée:

“Section 1re - Déclaration sur les principes de la politique de placement”.

§ 2. Dans l'article 41 de la même loi, l'alinéa 4 est abrogé.

**Art. 74.** Dans le Titre 4, Chapitre 4, de la même loi, il est inséré, après l'article 41, une Section 2 intitulée:

“Section 2 - Dispositions générales en matière de fourniture d'informations”.

**Art. 75.** Dans la Section 2, insérée par l'article 74, il est inséré un article 41/1, rédigé comme suit:

“ § 1<sup>er</sup>. Les informations visées au présent Titre sont:

1. mises à jour régulièrement;

De niet-naleving van de termijnen bedoeld in het eerste, derde en vierde lid heeft tot gevolg dat, vanaf de dag volgend op het verstrijken van de niet-nageleefde termijn en tot op de dag van het opvragen van de nodige inlichtingen zoals beschreven in het eerste en derde lid of van de effectieve uitbetaling door de pensioeninstelling zoals beschreven in het vierde lid, van rechtswege en zonder ingebrekestelling de wettelijke intrestvoet zoals bepaald in artikel 2, § 1, van de wet van 5 mei 1865 betreffende de lening tegen intrest, begint te lopen op de uit te keren prestatie.

De informatie bedoeld in het eerste en derde lid moet redelijk en relevant zijn met het oog op het regelen van de uitbetaling van de prestatie.”;

7<sup>o</sup> in paragraaf 3, eerste lid, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

— de woorden “de paragrafen 1 en 2” worden vervangen door de woorden “de paragrafen 1 tot en met 2/1”;

— in de bepaling onder 3<sup>o</sup> worden de woorden “de naam, het contactadres en” ingevoegd tussen de woorden “met inbegrip van” en de woorden “het KBO-nummer”;

— de bepaling onder 4<sup>o</sup> wordt aangevuld met de woorden “of de pensioenovereenkomst”;

8<sup>o</sup> de paragrafen 4 en 5 worden opgeheven;

9<sup>o</sup> paragraaf 6 wordt vervangen als volgt:

“ § 6. De pensioeninstelling deelt aan Sigedis de gegevens mee die noodzakelijk zijn voor de opstelling van het in § 1 bedoelde pensioenoverzicht, alsook voor de in artikel 306, § 2, 5<sup>o</sup>, van de programmawet (I) van 27 december 2006 bedoelde informatieverstrekking.”.

**Art. 72.** In artikel 40, § 1, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 18 december 2015, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1<sup>o</sup> in het eerste lid de zin “De prestaties worden berekend op de datum van de pensionering van de aangeslotene en uitbetaald ten laatste binnen de dertig dagen die volgen op de communicatie van de voor de uitbetaling noodzakelijke gegevens aan de pensioeninstelling door de aangeslotene.” vervangen als volgt:

“De prestaties worden berekend op de datum van de pensionering van de aangeslotene en uitbetaald ten laatste binnen de dertig dagen na de pensionering van de aangeslotene of, wanneer dit later is, binnen de dertig dagen die volgen op de communicatie van de voor de uitbetaling noodzakelijke gegevens aan de pensioeninstelling door de aangeslotene en/of Sigedis.”;

2<sup>o</sup> in het vierde lid, worden de woorden “de vzw Sigedis, opgericht overeenkomstig artikel 12 van het koninklijk besluit van 12 juni 2006 tot uitvoering van Titel III, Hoofdstuk II, van de wet van 23 december 2005 betreffende het generatiepact,” vervangen door het woord “Sigedis”;

3<sup>o</sup> de paragraaf wordt aangevuld met twee leden, luidende:

“Ten laatste vanaf 1 januari 2025 zal, indien de aangeslotene zijn verzoek zoals bedoeld in het zesde lid, ondubbelzinnig kenbaar maakt via [www.mypension.be](http://www.mypension.be), Sigedis ertoe gehouden zijn de betrokken pensioeninstelling hiervan onverwijld op de hoogte te brengen.

De niet-naleving van de termijn bedoeld in het eerste lid heeft tot gevolg dat, vanaf de dag volgend op het verstrijken van de niet-nageleefde termijn tot op de dag van de effectieve uitbetaling van de prestatie door de pensioeninstelling, zoals bedoeld in het eerste lid, van rechtswege en zonder ingebrekestelling de wettelijke intrestvoet zoals bepaald in artikel 2, § 1, van de wet van 5 mei 1865 betreffende de lening tegen intrest, begint te lopen op de uit te keren prestaties.”.

**Art. 73.** § 1. In Titel 4, Hoofdstuk 4, van dezelfde wet, wordt een Afdeling 1 ingevoegd die het artikel 41 bevat, luidende:

“Afdeling 1 - Verklaring met de beginselen van het beleggingsbeleid”.

§ 2. In artikel 41 van dezelfde wet, wordt het vierde lid opgeheven.

**Art. 74.** In Titel 4, Hoofdstuk 4, van dezelfde wet, wordt na het artikel 41 een Afdeling 2 ingevoegd, luidende:

“Afdeling 2 - Algemene bepalingen inzake informatie-verstrekking”.

**Art. 75.** In Afdeling 2, ingevoegd bij artikel 74, wordt een artikel 41/1 ingevoegd, luidende:

“ § 1. De informatie bedoeld in deze Titel wordt:

1. regelmatig bijgewerkt;

2. rédigées de manière claire, dans un langage non ambigu, succinct et compréhensible, en évitant le jargon et l'emploi de termes techniques lorsque des mots du langage courant peuvent être utilisés à la place;

3. établies d'une manière non trompeuse, en veillant à ce que leur vocabulaire et leur contenu soient cohérents;

4. présentées d'une manière qui en rend la lecture aisée;

5. établies dans une langue officielle;

6. conservées sur un support durable et, selon le cas, communiquées ou mises à disposition gratuitement sur papier, via le site web [www.mypension.be](http://www.mypension.be) ou par toute autre voie électronique. Si les informations ont été transmises ou mises à disposition par voie électronique, les destinataires peuvent demander à recevoir, en sus des informations sous format électronique, une copie papier qui leur sera fournie gratuitement.

§ 2. L'organisateur ou l'organisme de pension peut mettre à disposition via le site web [www.mypension.be](http://www.mypension.be) les documents contenant des informations prescrites par le présent titre.

L'organisateur ou l'organisme de pension peut pour tout ou partie être déchargé des obligations d'information individuelles à l'égard des affiliés, des rentiers et/ou des bénéficiaires, imposées par le présent titre, pour autant que Sigedis s'engage, sur la base d'une convention avec l'organisateur ou l'organisme de pension, à reprendre ces obligations.

§ 3. Le Roi peut préciser les règles et la méthodologie à suivre pour le calcul des données qui, en vertu du présent titre, doivent être communiquées aux affiliés, aux rentiers et/ou aux bénéficiaires ou être mises à leur disposition.

La FSMA peut, par voie de règlement, fixer une ou plusieurs présentations standard à utiliser pour les informations qui, en vertu du présent titre, à l'exception du relevé des droits à retraite visé à l'article 26, § 1<sup>er</sup>, doivent être communiquées aux affiliés, aux rentiers et/ou aux bénéficiaires ou être mises à leur disposition, en indiquant leur champ d'application. La FSMA peut déterminer la forme des documents, notamment leur structure, leur longueur, le contenu et l'ordre de leurs rubriques, leurs formulations et leur mise en page, d'une manière uniforme."

**Art. 76.** Dans le Titre 4, Chapitre 4, de la même loi, il est inséré, après l'article 41/1, inséré par l'article 75, une Section 3 intitulée:

"Section 3 - Informations à fournir avant ou lors de l'affiliation".

**Art. 77.** Dans la Section 3 insérée par l'article 76, il est inséré un article 41/2 rédigé comme suit:

" § 1<sup>er</sup>. L'organisme de pension met les données visées au paragraphe 2 à la disposition des dirigeants d'entreprise qui sont affiliés d'office à un engagement de pension, immédiatement après leur affiliation.

L'organisme de pension communique les données visées au paragraphe 2 aux affiliés potentiels qui ne sont pas affiliés d'office à un engagement de pension avant qu'ils ne s'y affilient.

§ 2. Les informations visées au paragraphe 1<sup>er</sup> contiennent les éléments suivants:

1. les options pertinentes prévues par le règlement de pension ou la convention de pension, y compris les options d'investissement;

2. les caractéristiques pertinentes de l'engagement de pension y compris le type de prestations;

3. si et de quelle manière les facteurs environnementaux, climatiques, sociaux et de gouvernance d'entreprise sont pris en considération dans la stratégie d'investissement;

4. où il est possible de trouver des informations supplémentaires, en se référant notamment au site web [www.mypension.be](http://www.mypension.be).

Lorsque les affiliés supportent le risque d'investissement ou qu'ils peuvent prendre des décisions en matière de placements, les informations visées au paragraphe 1<sup>er</sup> contiennent également les éléments suivants:

1° les performances passées des investissements liés à l'engagement de pension sur une période minimale de cinq ans ou sur toute la période de fonctionnement de l'engagement de pension si elle est inférieure à cinq ans;

2° la structure des coûts supportés par les affiliés."

2. op een duidelijke wijze geschreven in een heldere, bondige en begrijpelijke taal, waarbij jargon en technische termen worden vermeden indien in plaats daarvan alledaagse woorden kunnen worden gebruikt;

3. opgesteld op een wijze die niet misleidend is. Er wordt zorg gedragen voor de consistentie, zowel wat woordgebruik als wat inhoud betreft;

4. op zodanige wijze gepresenteerd dat zij gemakkelijk leesbaar is;

5. opgesteld in een officiële taal;

6. bewaard op een duurzame drager en, naar gelang het geval, kosteloos meegedeeld of ter beschikking gesteld op papier, via de website [www.mypension.be](http://www.mypension.be) of op een andere elektronische wijze. Indien de informatie op elektronische wijze wordt meegedeeld of ter beschikking gesteld, kunnen de bestemmingen verzoeken om naast de informatie in elektronische vorm, ook kosteloos een papieren afschrift te ontvangen.

§ 2. De inrichter of pensioeninstelling kan via de website [www.mypension.be](http://www.mypension.be) documenten ter beschikking stellen die informatie bevatten zoals voorgeschreven in deze Titel.

De inrichter of de pensioeninstelling kan geheel of gedeeltelijk worden ontheven van de individuele informatieverplichtingen aan de aangeslotenen, rentegenieters en/of begunstigten voorzien in deze Titel, voor zover Sigedis zich er op grond van een overeenkomst met de inrichter of de pensioeninstelling toe verbindt om de verplichtingen over te nemen.

§ 3. De Koning kan de nadere regels en de methodologie vaststellen voor de berekening van de gegevens die op basis van deze Titel moeten worden ter beschikking gesteld of meegedeeld aan de aangeslotenen, de rentegenieters en/of de begunstigten.

De FSMA kan bij reglement één of meerdere gestandaardiseerde presentatiewijze(n) bepalen voor de informatie die op basis van deze Titel, met uitzondering van het pensioenoverzicht zoals bedoeld in artikel 39, § 1, moet worden ter beschikking gesteld of meegedeeld aan de aangeslotenen, de rentegenieters en/of de begunstigten, met opgave van het toepassingsgebied ervan. De FSMA kan de vormgeving van de documenten, waaronder de structuur, de lengte, de inhoud en de volgorde van de rubrieken, de bewoordingen en de lay-out op een uniforme wijze vaststellen."

**Art. 76.** In Titel 4, Hoofdstuk 4, van dezelfde wet, wordt na het artikel 41/1, ingevoegd bij artikel 75, een Afdeling 3 ingevoegd, luidende:

"Afdeling 3 - Informatie vóór of bij de aansluiting".

**Art. 77.** In Afdeling 3, ingevoegd bij artikel 76, wordt een artikel 41/2 ingevoegd, luidende:

" § 1. De pensioeninstelling stelt de gegevens bedoeld in § 2 ter beschikking van de bedrijfsleiders die automatisch bij een pensioentoezegging worden aangesloten, zodra zij aangesloten zijn.

De pensioeninstelling deelt de gegevens bedoeld in paragraaf 2 mee aan de potentiële aangeslotenen die niet automatisch bij een pensioentoezegging worden aangesloten, vóór zij zich aansluiten.

§ 2. De informatie zoals bedoeld in paragraaf 1 bevat de volgende gegevens:

1. de relevante opties die zijn voorzien in het pensioenreglement of de pensioenovereenkomst, met inbegrip van de beleggingsopties;

2. de relevante kenmerken van de pensioentoezegging, waaronder de soort uitkeringen;

3. of en hoe in het kader van de beleggingsstrategie rekening wordt gehouden met milieu-, klimaat-, sociale en corporate governancefactoren;

4. waar verdere informatie beschikbaar is, onder meer met verwijzing naar de website [www.mypension.be](http://www.mypension.be).

Indien de aangeslotenen een beleggingsrisico dragen of beleggingsbeslissingen kunnen nemen, bevat de informatie zoals bedoeld in paragraaf 1 eveneens de volgende gegevens:

1° de resultaten die de beleggingen in verband met de pensioentoezegging in het verleden hebben behaald over ten minste de afgelopen vijf jaar, of de hele periode gedurende dewelke de pensioentoezegging is uitgevoerd indien die minder dan vijf jaar is;

2° de structuur van de kosten die door de aangeslotenen worden gedragen."

**Art. 78.** Dans le Titre 4, Chapitre 4, de la même loi, il est inséré, après l'article 41/2, inséré par l'article 77, une Section 4 intitulée:

"Section 4 - Informations à fournir aux affiliés et aux rentiers".

**Art. 79.** Dans la Section 4, insérée par l'article 78, il est inséré un article 41/3 rédigé comme suit:

"L'organisme de pension met à la disposition des affiliés et des rentiers les informations suivantes sur les conditions de l'engagement de pension:

1. le nom de l'organisme de pension, l'État membre dans lequel l'organisme de pension est enregistré ou agréé et le nom de l'autorité compétente;

2. les droits et obligations des parties à l'engagement de pension;

3. les conditions concernant les garanties totales ou partielles au titre de l'engagement de pension ou d'un niveau donné de prestations ou, lorsque aucune garantie n'est prévue au titre de l'engagement de pension, une déclaration à cet effet;

4. les mécanismes de protection des droits accumulés et les mécanismes de réduction des prestations, le cas échéant;

5. les options à la disposition des affiliés et des rentiers pour obtenir le versement de leurs prestations;

6. lorsqu'un affilié ou un rentier a le droit de transférer des droits à retraite, des informations supplémentaires sur les modalités d'un tel transfert;

7. pour les engagements de pension dans lesquels les affiliés ou les rentiers supportent un risque d'investissement et qui prévoient plusieurs options avec différents profils d'investissement:

— les conditions en ce qui concerne l'éventail des options d'investissement disponibles;

— le cas échéant, l'option d'investissement par défaut;

— les dispositions de l'engagement de pension régissant l'attribution d'un affilié donné à une option d'investissement.

Toute information pertinente concernant d'éventuelles modifications des informations visées à l'alinéa 1<sup>er</sup> est mise à la disposition des affiliés et des rentiers ou de leurs représentants dans un délai raisonnable.

**Art. 80.** Dans l'article 42, § 1<sup>er</sup>, de la même loi, les modifications suivantes sont apportées:

1<sup>o</sup> l'alinéa 1<sup>er</sup> est remplacé par ce qui suit:

"L'organisme de pension rédige chaque année un rapport sur la gestion de l'engagement de pension. Ce rapport de transparence est mis à la disposition de l'organisateur, des affiliés et des rentiers.";

2<sup>o</sup> à l'alinéa 2, le 2<sup>o</sup> est remplacé par ce qui suit:

"Le profil d'investissement, y compris la stratégie d'investissement à long et à court terme, la mesure dans laquelle sont pris en compte les facteurs environnementaux, climatiques, sociaux et de gouvernance d'entreprise, ainsi que la nature des risques financiers supportés par les affiliés et les rentiers;"

3<sup>o</sup> au même alinéa, le 3<sup>o</sup> est complété par la phrase suivante:

"Lorsque les affiliés supportent le risque d'investissement ou qu'ils peuvent prendre des décisions en matière de placements, les performances passées des investissements liés à l'engagement de pension sur une période minimale de cinq ans ou sur toute la période de fonctionnement de l'engagement de pension si elle est inférieure à cinq ans;"

**Art. 81.** Dans l'article 42, § 2, de la même loi, les modifications suivantes sont apportées:

1<sup>o</sup> à l'alinéa 1<sup>er</sup>, phrase introductive, les mots "à leurs ayants droits" sont remplacés par les mots "aux rentiers";

2<sup>o</sup> l'alinéa 1<sup>er</sup> est complété par un 4<sup>o</sup> rédigé comme suit:

"4<sup>o</sup> Toute autre information sur les hypothèses utilisées pour établir les projections visées à l'article 39, § 1<sup>er</sup>/2, alinéa 1<sup>er</sup>, point 5;"

3<sup>o</sup> l'alinéa 2 est abrogé.

**Art. 82.** Dans le Titre 4, Chapitre 4, de la même loi, il est inséré, après l'article 42, une Section 5 intitulée:

"Section 5 - Informations supplémentaires à fournir aux rentiers".

**Art. 78.** In Titel 4, Hoofdstuk 4, van dezelfde wet, wordt na het artikel 41/2, ingevoegd bij artikel 77, een Afdeling 4 ingevoegd, luidende:

"Afdeling 4 - Informatie aan de aangeslotenen en de rentegenieters".

**Art. 79.** In Afdeling 4, ingevoegd bij artikel 78, wordt een artikel 41/3 ingevoegd, luidende:

"De pensioeninstelling stelt volgende informatie over de voorwaarden van de pensioentoezegging ter beschikking van de aangeslotenen en de rentegenieters:

1. de naam van de pensioeninstelling, de lidstaat waar de pensioeninstelling geregistreerd is of een vergunning heeft gekregen en de naam van de bevoegde autoriteit;

2. de rechten en plichten van de bij de pensioentoezegging betrokken partijen;

3. de voorwaarden betreffende volledige of gedeeltelijke garanties uit hoofde van de pensioentoezegging of op een bepaalde hoogte van de uitkeringen, of een verklaring daarover wanneer er geen garantie uit hoofde van de pensioentoezegging is voorzien;

4. de mechanismen ter bescherming van de opgebouwde pensioenrechten of de mechanismen ter verlaging van de uitkering, indien van toepassing;

5. de opties waarover de aangeslotenen en de rentegenieters beschikken bij het innen van hun prestaties;

6. indien een aangeslotene of rentegenieter het recht heeft om pensioenrechten over te dragen, verdere informatie over de regelingen voor die overdracht;

7. Bij pensioentoezeggingen waarbij de aangeslotenen of rentegenieters een beleggingsrisico dragen en waarbij meerdere beleggingsmogelijkheden met verschillende beleggingsprofielen worden geboden:

— de voorwaarden die aan het scala aan beschikbare beleggingsmogelijkheden verbonden zijn;

— indien van toepassing, de standaard beleggingsmogelijkheid;

— de in het kader van de pensioentoezegging gehanteerde regel om een bepaalde aangeslotene aan een beleggingsmogelijkheid toe te wijzen.

Binnen een redelijke termijn wordt alle relevante informatie over wijzigingen van de in het eerste lid bedoelde informatie ter beschikking gesteld van de aangeslotenen en rentegenieters of hun vertegenwoordigers.

**Art. 80.** In artikel 42, § 1, van dezelfde wet, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1<sup>o</sup> het eerste lid wordt vervangen als volgt:

"De pensioeninstelling stelt elk jaar een verslag op over het beheer van de pensioentoezegging. Dit transparantieverslag wordt ter beschikking gesteld van de inrichter, de aangeslotenen en de rentegenieters;"

2<sup>o</sup> in het tweede lid wordt de bepaling onder 2<sup>o</sup> vervangen als volgt:

"het beleggingsprofiel, waaronder de beleggingsstrategie op lange en korte termijn, de mate waarin daarbij rekening wordt gehouden met milieu-, klimaat-, sociale en corporate governancefactoren, alsook de aard van de financiële risico's die door de aangeslotenen en de rentegenieters worden gedragen;"

3<sup>o</sup> in hetzelfde lid wordt de bepaling onder 3<sup>o</sup> aangevuld met de volgende zin:

"Indien de aangeslotenen een beleggingsrisico dragen of beleggingsbeslissingen kunnen nemen, de resultaten die de beleggingen van de pensioentoezegging in het verleden hebben behaald over ten minste de afgelopen vijf jaar, of alle jaren gedurende welke de pensioentoezegging is uitgevoerd indien dat minder dan vijf jaar is;"

**Art. 81.** In artikel 42, § 2, van dezelfde wet, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1<sup>o</sup> in het eerste lid worden in de inleidende zin de woorden "hun rechthebbenden" vervangen door de woorden "de rentegenieters";

2<sup>o</sup> het eerste lid wordt aangevuld met de bepaling onder 4<sup>o</sup>, luidende:

"4<sup>o</sup> eventuele verdere informatie over de gehanteerde hypothesen om de in artikel 39, § 1/2, eerste lid, 5., bedoelde projecties op te stellen;"

3<sup>o</sup> het tweede lid wordt opgeheven.

**Art. 82.** In Titel 4, Hoofdstuk 4, van dezelfde wet, wordt na het artikel 42, een Afdeling 5 ingevoegd, luidende:

"Afdeling 5 - Bijkomende informatie aan de rentegenieters".

**Art. 83.** Dans la Section 5, insérée par l'article 82, il est inséré un article 42/1 rédigé comme suit:

"L'organisme de pension communique régulièrement aux rentiers les informations relatives aux prestations qui leur sont dues et aux options de versement correspondantes.

L'organisme de pension communique aux rentiers sans délai qu'une décision définitive a été prise conduisant à une réduction du niveau des prestations qui leur sont dues, et au plus tard trois mois avant que cette décision ne soit mise en œuvre.

Lorsqu'un niveau important de risque d'investissement est supporté par les rentiers au cours de la phase de versement, l'organisme de pension communique régulièrement aux rentiers des informations appropriées."

*Titre 7. — Modifications de la loi du 27 octobre 2006 relative au contrôle des institutions de retraite professionnelle*

**Art. 84.** L'article 96/6, § 3, 5°, de la loi du 27 octobre 2006 relative au contrôle des institutions de retraite professionnelle, modifiée en dernier lieu par la loi du 4 juillet 2021, les modifications suivantes sont apportées:

1° la phrase "Si les projections en matière de retraites sont fondées sur des scénarios économiques, ces informations contiennent également le meilleur scénario et un scénario moins favorable, en tenant compte de la nature propre du régime de retraite." est remplacée par la phrase suivante: "Si les projections en matière de retraites sont fondées sur des scénarios économiques, ces informations contiennent également le scénario le plus réaliste et un scénario défavorable, en tenant compte de la nature propre du régime de retraite.";

2° les mots "La FSMA peut, par voie de règlement," sont remplacés par les mots "Le Roi peut".

*Titre 8. — Modifications de la loi-programme (I) du 27 décembre 2006*

*Chapitre 1<sup>er</sup>. — Adaptations résultant des modifications apportées aux lois sur les pensions complémentaires*

**Art. 85.** L'article 306/2 de la loi-programme (I) du 27 décembre 2006 est remplacé par ce qui suit:

"L'ASBL Sigedis envoie chaque année au travailleur salarié, indépendant ou fonctionnaire une notification l'informant qu'il peut consulter les données relatives à sa (ses) pension(s) complémentaire(s) dans DB2P via le site web [www.mypension.be](http://www.mypension.be). Cette notification est complétée par un résumé succinct des données visées à l'article 306/1.

Cette notification peut s'effectuer en même temps que la fourniture d'autres informations relatives aux pensions. Elle est opérée par le biais de [mypension.be](http://mypension.be) et de la boîte aux lettres électronique sécurisée de la sécurité sociale."

**Art. 86.** L'article 306/4 de la même loi est remplacé par ce qui suit:

"Les données visées à l'article 306/1 contiennent au moins les informations fournies par le biais des relevés des droits à retraite prévus à l'article 26 de la LPC, à l'article 48 de la LPCI, à l'article 39 de la LPC dirigeant d'entreprise, à l'article 6 de la LPC indépendant personne physique et à l'article 10 de la LPCL salariés. En ce qui concerne les pensions complémentaires pour lesquelles il n'est pas obligatoire d'établir un relevé des droits à retraite, des informations similaires sont, dans la mesure du possible, fournies.

Les informations sont également disponibles de manière globalisée au niveau de l'ensemble du deuxième pilier. Lorsque cela contribue au caractère compréhensible des informations et lorsque cela est pertinent pour l'utilisateur, d'autres niveaux de globalisation peuvent également être prévus.

D'autres types d'information ou des fonctionnalités susceptibles d'aider l'utilisateur à mieux comprendre sa situation peuvent aussi être ajoutés.

Lors de la fourniture de ces informations, les capitaux peuvent être indiqués sous la forme d'une rente mensuelle, ou inversement. Cette indication est, le cas échéant, opérée conformément à l'article 306/5.

Les montants mentionnés sont, au besoin, exprimés tant en brut qu'en net. Ils le sont en tenant compte de tous les facteurs connus qui peuvent avoir une incidence sur ce montant net dans une situation concrète.

Toutes les informations disponibles concernant les années précédentes restent consultables.

Les parties prenantes concernées sont associées à l'élaboration de l'information visée au présent article."

**Art. 83.** In Afdeling 5, ingevoegd bij artikel 82, wordt een artikel 42/1 ingevoegd, luidende:

"De pensioeninstelling deelt de rentegenieters periodiek informatie mee over de verschuldigde uitkeringen en de overeenkomstige uitbetalingsmogelijkheden.

De pensioeninstelling deelt de rentegenieters onverwijld mee dat er een definitief besluit werd genomen dat in een verlaging van de hun toekomende uitkeringen resulteert, en ten laatste drie maanden voordat dat besluit wordt toegepast.

Wanneer tijdens de uitbetalingsfase een aanzienlijk deel van het beleggingsrisico door de rentegenieters wordt gedragen, deelt de pensioeninstelling de rentegenieters hierover regelmatig passende informatie mee."

*Titel 7. — Wijzigingen van de wet van 27 oktober 2006 betreffende het toezicht op de instellingen voor bedrijfspensioenvoorziening*

**Art. 84.** In artikel 96/6, § 3, 5°, van de wet van 27 oktober 2006 betreffende het toezicht op de instellingen voor bedrijfspensioenvoorziening, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 4 juli 2021, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in de Franstalige versie wordt de zin "Si les projections en matière de retraites sont fondées sur des scénarios économiques, ces informations contiennent également le meilleur scénario et un scénario moins favorable, en tenant compte de la nature propre du régime de retraite." vervangen als volgt "Si les projections en matière de retraites sont fondées sur des scénarios économiques, ces informations contiennent également le scénario le plus réaliste et un scénario défavorable, en tenant compte de la nature propre du régime de retraite.";

2° de woorden "De FSMA kan bij reglement" worden vervangen door de woorden "De Koning kan".

*Titel 8. — Wijzigingen van de programmawet (I) van 27 december 2006*

*Hoofdstuk 1. — Aanpassingen ingevolge de wijzigingen in de aanvullende pensioenwetten*

**Art. 85.** Artikel 306/2 van de programmawet (I) van 27 december 2006 wordt vervangen als volgt:

"Teder jaar stuurt de vzw Sigedis de werknemer, de zelfstandige of de ambtenaar de mededeling dat hij zijn gegevens in DB2P betreffende zijn aanvullend(e) pensioen(en) kan raadplegen via de website [www.mypension.be](http://www.mypension.be). Deze mededeling wordt aangevuld met een beknopte samenvatting van diens in artikel 306/1 bedoelde gegevens.

Deze mededeling kan samen gebeuren met andere informatieverstrekkingen over pensioenen. Ze gebeurt via [mypension.be](http://mypension.be) en via de beveiligde elektronische brievenbus van de sociale zekerheid."

**Art. 86.** Artikel 306/4 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt:

"De in artikel 306/1 bedoelde informatie omvat minstens de informatie die verstrekt wordt via de pensioenoverzichten zoals bedoeld in artikel 26 van de WAP, artikel 48 van de WAPZ, artikel 39 van de WAP bedrijfsleider, artikel 6 van de WAP zelfstandige natuurlijke persoon en artikel 10 van de VWAP werknemers. Voor wat betreft aanvullende pensioenen die niet onderworpen zijn aan een verplichting tot het opmaken van een pensioenoverzicht, wordt, voor zover mogelijk, gelijkaardige informatie verstrekt.

De informatie is ook geglobaliseerd beschikbaar op het niveau van de ganse tweede pijler. Waar dat bijdraagt tot de begrijpelijkheid van de informatie en waar dat relevant is voor de gebruiker, kunnen ook andere niveaus van globalisatie voorzien worden.

Ook andere soorten informatie of functionaliteiten die de gebruiker kunnen helpen zijn situatie beter te begrijpen, kunnen worden toegevoegd.

Bij de informatieverstrekking kunnen kapitalen worden uitgedrukt als een maandelijks rente, of omgekeerd. Dit gebeurt in voorkomend geval overeenkomstig artikel 306/5.

De vermelde bedragen worden waar nodig uitgedrukt in zowel bruto- als nettobedragen. Daarbij wordt rekening houdend met alle gekende factoren die dat nettobedrag in een concrete situatie kunnen beïnvloeden.

Alle beschikbare informatie met betrekking tot voorbije jaren blijft consulteerbaar.

De relevante stakeholders worden betrokken bij de uitwerking van de hier bedoelde informatieverstrekking."

**Art. 87.** L'article 306/5 de la même loi est remplacé par ce qui suit:

“ § 1<sup>er</sup>. Le Roi détermine les éléments dont il y a lieu de tenir compte lorsqu'il convient de faire usage, lors de la mise en œuvre du présent chapitre, des conversions entre capitaux et rentes.

§ 2. Jusqu'à ce que le Roi ait donné exécution au paragraphe 1<sup>er</sup>, il est tenu compte des éléments suivants:

— la rente est versée à partir de 65 ans jusqu'au décès du travailleur salarié, indépendant ou fonctionnaire;

— les réserves visées au point 1 sont les réserves disponibles aux 65 ans du travailleur salarié, indépendant ou fonctionnaire et sont converties en rente au moyen du coefficient qui résulte de l'application des paramètres suivants:

a) les tables de mortalité prospectives et neutres au niveau du genre, qui sont déterminées sur la base des dernières études démographiques réalisées par la direction générale Statistiques et Information économique du Service public fédéral Économie, P.M.E., Classes moyennes et Énergie et le Bureau fédéral du Plan et qui sont en vigueur au moment de l'entrée en vigueur du présent titre;

b) le taux d'intérêt correspondant au taux d'intérêt moyen des OLO sur 10 ans au cours des 6 années civiles qui précèdent l'entrée en vigueur du présent titre;

c) une indexation annuelle de la rente mensuelle de 2 % par an et d'une réversibilité de cette rente mensuelle à concurrence de 80 % en faveur d'une autre personne du même âge.

Le coefficient précité est fixé pour la première fois par la FSMA et revu par cette dernière tous les 5 ans sur la base des paramètres précités en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier de l'année de la révision.”

**Art. 88.** L'article 306/6 de la même loi est abrogé.

**Art. 89.** L'article 306/8 de la même loi est remplacé par ce qui suit:

“Les travailleurs salariés, indépendants et fonctionnaires pour lesquels des droits de pension complémentaire sont en cours de constitution, peuvent consulter dans DB2P les documents auxquels ils ont droit en vertu de la LPC, de la LPCI, de la LPC dirigeant d'entreprise, de la LPC indépendant personne physique ou de la LPCL salariés.

Les travailleurs salariés, indépendants et fonctionnaires dont les droits de pension complémentaire sont différés, peuvent consulter dans DB2P les documents visés à l'alinéa 1<sup>er</sup> pour autant que ceux-ci soient pertinents pour eux compte tenu de la date à laquelle ils ont cessé de constituer activement des droits supplémentaires.”

#### Chapitre 2. — Adaptations diverses

**Art. 90.** Dans le Titre XI, Chapitre VII, de la loi-programme (I) du 27 décembre 2006, modifié en dernier lieu par la loi du 13 avril 2019, le mot “SiGeDiS” est remplacé partout par le mot “Sigidis”.

**Art. 91.** L'article 306/3 de la même loi est remplacé par ce qui suit:

“L'organisme de pension ou, à défaut d'organisme de pension, l'organisateur, communique à l'ASBL Sigidis pour le 31 août de chaque année les données nécessaires à l'information visée à l'article 306, § 2, 5<sup>o</sup>.”

#### Titre 9. — Entrée en vigueur

**Art. 92.** La présente loi entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2023.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, l'article 5, 4<sup>o</sup>, l'article 6, 3<sup>o</sup>, alinéas 3 et 5, l'article 14, alinéas 11 et 12, l'article 24, l'article 25, 4<sup>o</sup>, l'article 39, 4<sup>o</sup>, l'article 45, alinéas 11 et 12, l'article 55, l'article 56, 4<sup>o</sup>, l'article 71, 4<sup>o</sup>, l'article 75, alinéas 11 et 12, et l'article 84 entrent en vigueur le dixième jour suivant la publication de la présente loi au *Moniteur belge*.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, l'article 5, 1<sup>o</sup>, 2<sup>o</sup>, 3<sup>o</sup>, 6<sup>o</sup>, 7<sup>o</sup>, 8<sup>o</sup> et 10<sup>o</sup>, l'article 6, 1<sup>o</sup>, 3<sup>o</sup>, alinéas 2 et 4, l'article 7, l'article 9, § 2, l'article 11, l'article 25, 1<sup>o</sup>, 2<sup>o</sup>, 3<sup>o</sup>, 5<sup>o</sup>, 6<sup>o</sup>, 7<sup>o</sup> et 9<sup>o</sup>, l'article 26, 1<sup>o</sup> et 3<sup>o</sup>, l'article 39, 1<sup>o</sup>, 2<sup>o</sup>, 3<sup>o</sup>, 5<sup>o</sup>, 6<sup>o</sup> et 8<sup>o</sup>, l'article 40, 1<sup>o</sup> et 3<sup>o</sup>, l'article 41, l'article 42, l'article 56, 1<sup>o</sup>, 2<sup>o</sup>, 3<sup>o</sup>, 5<sup>o</sup>, 6<sup>o</sup>, 7<sup>o</sup> et 9<sup>o</sup>, l'article 57, 1<sup>o</sup> et 3<sup>o</sup>, l'article 71, 1<sup>o</sup>, 2<sup>o</sup>, 3<sup>o</sup>, 5<sup>o</sup>, 6<sup>o</sup>, 7<sup>o</sup> et 9<sup>o</sup>, et l'article 72, 1<sup>o</sup> et 3<sup>o</sup>, entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2024.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les articles 9, § 3, 15, 16, 17, 18, 20, 21, 22, 30, 31, 32, 33, 35, 36, 37, 46, 47, 48, 49, 51, 52, 53, 61, 62, 63, 64, 66, 67, 68, 76, 77, 78, 79, 81, 82 et 83 entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2025.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les articles 19, 34, 50, 65 et 80 entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2026.

**Art. 87.** Artikel 306/5 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt:

“ § 1. De koning bepaalt de elementen waarmee rekening dient gehouden te worden wanneer bij de uitvoering van dit hoofdstuk gebruik dient gemaakt te worden van omzettingen tussen kapitalen en renten.

§ 2. Tot de koning uitvoering heeft gegeven aan de eerste paragraaf, wordt rekening gehouden met volgende elementen:

— de rente wordt uitgekeerd vanaf de leeftijd van 65 jaar tot aan het overlijden van de werknemer, de zelfstandige of de ambtenaar;

— de in punt 1 bedoelde reserves zijn de reserves die beschikbaar zijn op het moment dat de betrokken werknemer, zelfstandige of ambtenaar de leeftijd van 65 jaar bereikt en worden omgerekend in een rente op basis van een coëfficiënt die verkregen wordt door de volgende parameters toe te passen:

a) de prospectieve en genderneutrale sterftetafels die worden bepaald aan de hand van de laatste demografische studies van de algemene directie Statistiek en Economische Informatie van de Federale Overheidsdienst Economie, kmo, Middenstand en Energie en het Federaal Planbureau en die van kracht zijn op het moment van inwerkingtreding van deze titel;

b) de intrestvoet die overeenstemt met de gemiddelde intrestvoet op de OLO van 10 jaar berekend over de laatste 6 kalenderjaren die voorafgaan aan de inwerkingtreding van deze titel;

c) een jaarlijkse indexering van de maandelijksse rente aan 2 % per jaar, waarbij de maandelijksse rente voor 80 % overdraagbaar is ten voordele van een andere persoon die dezelfde leeftijd heeft.

De voormelde coëfficiënt wordt voor de eerste maal door de FSMA bepaald. Hij wordt om de 5 jaar herzien op basis van de voormelde parameters zoals die van kracht zijn op 1 januari van het jaar van herziening.”

**Art. 88.** Artikel 306/6 van dezelfde wet wordt opgeheven.

**Art. 89.** Artikel 306/8 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt:

“De werknemers, de zelfstandigen of de ambtenaren die een aanvullend pensioen aan het opbouwen zijn, kunnen in DB2P de documenten raadplegen waarop ze recht hebben op basis van de WAP, de WAPZ, de WAP bedrijfsleider, de WAP zelfstandige natuurlijke persoon of de VWAP werknemers.

De werknemers, de zelfstandigen of de ambtenaren die uitgestelde aanvullende pensioenrechten hebben, kunnen in DB2P de in het eerste lid bedoelde documenten raadplegen voor zover die voor hen relevant zijn gelet op de datum waarop zij ophielden actief bijkomende rechten op te bouwen.”

#### Hoofdstuk 2. — Diverse aanpassingen

**Art. 90.** In titel XI, hoofdstuk VII van de programmawet (I) van 27 december 2006, zoals laatst gewijzigd door de wet van 13 april 2019, wordt het woord “SiGeDiS” overal vervangen door het woord “Sigidis”.

**Art. 91.** Artikel 306/3 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt:

“De pensioeninstelling of, bij gebrek aan pensioeninstelling, de inrichter, bezorgt vóór 31 augustus van elk jaar aan de vzw Sigidis de gegevens die nodig zijn voor de in artikel 306, § 2, 5<sup>o</sup>, bedoelde informatieverstrekking.”

#### Titel 9. — Inwerkingtreding

**Art. 92.** Deze wet treedt in werking op 1 januari 2023.

In afwijking van het eerste lid, treden artikel 5, 4<sup>o</sup>, artikel 6, 3<sup>o</sup>, derde en vijfde lid, artikel 14, elfde en twaalfde lid, artikel 24, artikel 25, 4<sup>o</sup>, artikel 39, 4<sup>o</sup>, artikel 45, elfde en twaalfde lid, artikel 55, artikel 56, 4<sup>o</sup>, artikel 71, 4<sup>o</sup>, artikel 75, elfde en twaalfde lid, en artikel 84 in werking de tiende dag na de bekendmaking van deze wet in het *Belgisch Staatsblad*.

In afwijking van het eerste lid, treden artikel 5, 1<sup>o</sup>, 2<sup>o</sup>, 3<sup>o</sup>, 6<sup>o</sup>, 7<sup>o</sup>, 8<sup>o</sup> en 10<sup>o</sup>, artikel 6, 1<sup>o</sup>, en 3<sup>o</sup>, tweede en vierde lid, artikel 7, artikel 9, § 2, artikel 11, artikel 25, 1<sup>o</sup>, 2<sup>o</sup>, 3<sup>o</sup>, 5<sup>o</sup>, 6<sup>o</sup>, 7<sup>o</sup> en 9<sup>o</sup>, artikel 26, 1<sup>o</sup> en 3<sup>o</sup>, artikel 39, 1<sup>o</sup>, 2<sup>o</sup>, 3<sup>o</sup>, 5<sup>o</sup>, 6<sup>o</sup> en 8<sup>o</sup>, artikel 40, 1<sup>o</sup> en 3<sup>o</sup>, artikel 41, artikel 42, artikel 56, 1<sup>o</sup>, 2<sup>o</sup>, 3<sup>o</sup>, 5<sup>o</sup>, 6<sup>o</sup>, 7<sup>o</sup> en 9<sup>o</sup>, artikel 57, 1<sup>o</sup> en 3<sup>o</sup>, artikel 71, 1<sup>o</sup>, 2<sup>o</sup>, 3<sup>o</sup>, 5<sup>o</sup>, 6<sup>o</sup>, 7<sup>o</sup> en 9<sup>o</sup>, en artikel 72, 1<sup>o</sup> en 3<sup>o</sup>, in werking op 1 januari 2024.

In afwijking van het eerste lid, treden de artikelen 9, § 3, 15, 16, 17, 18, 20, 21, 22, 30, 31, 32, 33, 35, 36, 37, 46, 47, 48, 49, 51, 52, 53, 61, 62, 63, 64, 66, 67, 68, 76, 77, 78, 79, 81, 82 en 83 in werking op 1 januari 2025.

In afwijking van het eerste lid, treden de artikelen 19, 34, 50, 65 en 80 in werking op 1 januari 2026.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'État et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Ciergnon, le 26 décembre 2022.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,  
V. VAN PETEGHEM

Le Ministre des Indépendants,  
D. CLARINVAL

La Ministre des Pensions,  
K. LALIEUX

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,

V. VAN QUICKENBORNE

—  
Note

(1) Chambre des représentants

(www.lachambre.be) :

Documents : 55-2942 (2022-2023)

Compte rendu intégral : 21 et 22 décembre 2022.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Ciergnon, 26 december 2022.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Financiën,  
V. VAN PETEGHEM

De Minister van Zelfstandigen,  
D. CLARINVAL

De Minister van Pensioenen,  
K. LALIEUX

Met 's Lands zegel gezegeld:

De Minister van Justitie,

V. VAN QUICKENBORNE

—  
Nota

(1) Kamer van volksvertegenwoordigers

(www.dekamer.be):

Stukken: 55-2942 (2022-2023)

Integraal verslag: 21 en 22 december 2022.

SERVICE PUBLIC FEDERAL  
SECURITE SOCIALE

[C – 2022/43114]

12 DECEMBRE 2022. — Arrêté royal portant octroi de subsides facultatifs à charge de l'allocation de base 55.21.330034 du budget 24 du Service public fédéral Sécurité sociale pour l'année budgétaire 2022

PHILIPPE, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 22 mai 2003 portant organisation du budget et de la comptabilité de l'Etat fédéral, les articles 121 à 124;

Vu l'avis de l'inspection des finances donné le 28 novembre 2022 ;

Vu la loi du 23 décembre 2021 contenant le budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2022.

Sur la proposition de la ministre chargée des personnes Handicapées,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** Un subside de quarante mille euros est alloué à :

Mirel ASBL

Boulevard Piercot 42

4000 Liège

Pour le soutien aux activités de l'année 2022 liées à leur projet « Handi Plus ».

Le paiement de ce subside s'effectuera par virement au compte bancaire n° : BE12 0682 2105 0192.

**Art. 2.** Le subside prévu à l'article 1 est à charge de l'allocation de base 55.21.330034 du budget 24 du Service public fédéral Sécurité sociale pour l'année budgétaire 2022.

**Art. 3.** L'organisation mentionnée à l'article 1 doit tenir, à tout moment, tous documents et comptes relatifs à ses activités, à la disposition des fonctionnaires et agents désignés à cette fin par le ministre des Affaires sociales.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST  
SOCIALE ZEKERHEID

[C – 2022/43114]

12 DECEMBER 2022. — Koninklijk besluit houdende de toekenning van facultatieve toelagen ten laste van de basisallocatie 55.21.330034 van de begroting 24 van de Federale Overheidsdienst Sociale Zekerheid voor het begrotingsjaar 2022

FILIP, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 22 mei 2003 houdende de organisatie van de begroting en van de comptabiliteit van de federale Staat, de artikelen 121 tot 124;

Gezien het advies de Inspectie van financiën gegeven op 28 november 2022 ;

Gelet op de wet van 23 december 2021 houdende de Algemene uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 2022.

Op het voorstel van de minister bevoegd voor personen met een Handicap,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** Een toelage van veertigduizend euro wordt toegekend aan :

Mirel ASBL

Boulevard Piercot 42

4000 Luik

Voor de ondersteuning van de activiteiten die plaats zullen vinden in 2022 in het kader van hun project « Handi Plus ».

De uitbetaling van deze toelage zal geschieden door overschrijving op bankrekening nr : BE12 0682 2105 0192

**Art. 2.** De toelage voor het artikel 1 is ten laste van de basisallocatie 55.21.330034 van de begroting 24 van de Federale Overheidsdienst Sociale Zekerheid voor het begrotingsjaar 2022.

**Art. 3.** De in het artikel 1 vernoemde organisatie moet, te allen tijde, alle documenten en rekeningen betreffende haar activiteiten ter beschikking houden van de daartoe door de minister van Sociale zaken aangewezen ambtenaren en beambten.